R É P U B L I Q U E   F R A N Ç A I S E

2014

ANNEXE AU PROJET DE LOI DE FINANCES POUR

LISTE DES COMMISSIONS ET INSTANCES CONSULTATIVES OU DÉLIBÉRATIVES PLACÉES DIRECTEMENT AUPRÈS DU PREMIER MINISTRE OU DES MINISTRES



COMMISSIONS ET INSTANCES CONSULTATIVES OU DÉLIBÉRATIVES PLACÉES AUPRES DU PREMIER MINISTRE ET DES MINISTRES

L'article 112 de la loi de finances pour 1996 (n° 95-1346 du 30 décembre 1995) fait obligation au Gouvernement de présenter chaque année au Parlement, en annexe du projet de loi de finances, la liste des commissions et instances consultatives ou délibératives placées directement auprès du Premier ministre ou des ministres ou de la Banque de France prévues par les textes législatifs et réglementaires.

Ainsi que le prévoit la rédaction en vigueur de ces dispositions, modifiées en dernier lieu par l'article 10 de la loi n° 2009-973 du 10 août 2009 de règlement des comptes et rapport de gestion pour l'année 2008, apparaissent dans la présente annexe le nombre de membres de ces organismes, ainsi que leur coût de fonctionnement et le nombre de leurs réunions tenues lors des trois années précédentes. La liste est complétée par une justification de l'évolution des coûts de fonctionnement. Les commissions et instances supprimées dans l'année se trouvent recensées en fin de document.

Le nombre des commissions et instances consultatives ou délibératives placées directement auprès du Premier ministre ou des ministres ou de la Banque de France s'élève actuellement à 594.

TABLE DES MATIERES

Instance	Texte institutif	Nombres de membres	Coût de fonctionnement (en milliers d'€)			Nombre de réunions			Justification de l'évolution des coûts de fonctionnement / Observations
			2010	2011	2012	2010	2011	2012	
1. Premier ministre									
Commission pour l'indemnisation des victimes de spoliations intervenues du fait des législations antisémites en vigueur pendant l'Occupation	Décret n° 99-778 du 10 septembre 1999 instituant une commission pour l'indemnisation des victimes de spoliations intervenues du fait des législations antisémites en vigueur pendant l'Occupation	10	600,3	335,3	505,1	21	21	27	*En 2012, les réunions plénières sont en hausse de 30% par rapport à l'année 2011 : Cette augmentation s'explique par le fait que la Commission a eu à examiner plus de réexamens et de dossiers complexes en 2012.* *Les coûts de fonctionnement englobent les crédits de fonctionnement de l'antenne de Paris et de Berlin (baux, frais de déplacement et de représentation, fonctionnement courant, etc.). Les crédits de personnel sont exclus de ce calcul.* *Les montants indiqués correspondent aux crédits de paiement exécutés.* *L'évolution des coûts de fonctionnement entre 2011 et 2012 est liée essentiellement aux échéances relatives au paiement du bail parisien de la CIVS. Le bail devait être renouvelé au 30 juin 2011. Un retard dans la phase de négociation avec le propriétaire a cependant empêché le renouvellement du bail en 2011 et par voie de conséquence a obligé le report sur l'exercice suivant du paiement des deux premières échéances du nouveau bail.*
Commission de déontologie	Loi n° 93-122 du 29 janvier 1993 relative à la prévention de la corruption et à la transparence de la vie économique et des procédures publiques (article 87) Décret n° 2007-611 du 26 avril 2007 relatif à l'exercice d'activités privées par des fonctionnaires ou agents non titulaires ayant cessé temporairement ou définitivement leurs fonctions et à la commission de déontologie (articles 6 à 15)	14	200	287	260	11	11	12	

Instance	Texte institutif	Nombres de membres	Coût de fonctionnement (en milliers d'€)			Nombre de réunions			Justification de l'évolution des coûts de fonctionnement / Observations
			2010	2011	2012	2010	2011	2012	
1. Premier ministre									
Commission supérieure de codification (SGG)	Décret n° 89-647 du 12 septembre 1989 relatif à la composition et au fonctionnement de la Commission supérieure de codification	27	116	124,65	123,8	11	18	14 (6 réunions plénières et 8 comités de pilotage)	
Commission interministérielle de la politique immobilière (SGG)	Décret n° 92-604 du 1er juillet 1992 portant charte de la déconcentration (article 18)	Ensemble des ministres ou leurs représentants		-	0	6	6	0	*Au 31 décembre 2011, la gestion des investissements immobiliers dans les cités administratives a été transférée au ministère chargé du domaine. En conséquence, à compter du 1er janvier 2012, les missions et moyens de fonctionnement précédemment pris en charge par le secrétariat général du Gouvernement ont été repris par le service France Domaine.*
Conseil d'orientation de l'édition publique et de l'information administrative (DILA)	Décret n° 2010-32 du 11 janvier 2010 instituant un conseil d'orientation de l'édition publique et de l'information administrative modifié par décret n°2011-2047 du 29 décembre 2011	30	255,31	274,5	289,34	25	30	38	
Comité technique des systèmes d'information et de communication (SGMAP)	Décret n° 2011-193 du 21 février 2011 portant création d'une direction interministérielle des systèmes d'information et de communication de l'Etat (article 10)		-	0	0	-	10	11	*Réunions mensuelles sauf en août.* *Fusion avec le Conseil des systèmes d'information et de communication décidée par le CIMAP de 17 juillet 2013.*
Conseil des systèmes d'information et de communication (SGMAP)	Décret n° 2011-193 du 21 février 2011 portant création d'une direction interministérielle des systèmes d'information et de communication de l'Etat (article 9)	27	-	0	0	-	3	2	*Réunions en avril et novembre.* *Fusion avec le Comité technique des systèmes d'information et de communication décidée par le CIMAP du 17 juillet 2013.*
Comité national des secteurs d'activités d'importance vitale (SGDSN)	Articles R. 1332-7 et suivants du code de la défense	26	2,2	2,3	2,7	1	1	0	

Instance	Texte institutif	Nombres de membres	Coût de fonctionnement (en milliers d'€)			Nombre de réunions			Justification de l'évolution des coûts de fonctionnement / Observations
			2010	2011	2012	2010	2011	2012	
1. Premier ministre									
Commission chargée de donner un avis sur certaines opérations relatives aux matériels aéronautiques et aux matériels d'armement complexes (SGDSN)	Décret n° 64-1123 du 12 novembre 1964 fixant les conditions d'application de l'article 5 de la loi de finances rectificative pour 1963 modifié par le décret n° 70-388 du 27 avril 1970	9	5,3	30,6	35,7	2	2	2	
Commission interministérielle de défense et de sécurité des secteurs d'activités d'importance vitale (SGDSN)	Articles R. 1332-10 à R. 1332-12 du code de la défense	7	10,9	11,5	8,9	4	4	2	
Commission interministérielle pour l'étude des exportations de matériels de guerre (SGDSN)	Décret n° 55-965 du 16 juillet 1955 portant réorganisation de la commission interministérielle pour l'étude des exportations de matériels de guerre Article D. 1132-53 du code de la défense Arrêté du 2 octobre 1992 relatif à la procédure d'importation, d'exportation et de transfert des matériels de guerre, armes et munitions et des matériels assimilés	12	958	746	943	11	11	11	*Coût complet 2012 des 11,4 équivalents temps plein consacrés à cette activité.*
Commission interministérielle de la sûreté aérienne (SGDSN)	Articles D.* 1442-1 et D.* 1443-1 du code de la défense	13	22,6	30,3	24,6	3	3	2	
Commission interministérielle des données d'origine spatiale (SGDSN)	Loi n° 2008-518 du 3 juin 2008 relative aux opérations spatiales (art. 24) Décret n° 2013-654 du 19 juillet 2013 relatif à la surveillance de l'activité des exploitants primaires de données d'origine spatiale	5							*Instance créée, en application de la loi, par le décret du 19 juillet 2013*
Commission consultative chargée d'émettre un avis sur les matériels susceptibles de porter atteinte à l'intimité de la vie privée et au secret des correspondances (SGDSN/ANSSI)	Article R. 226-2 du code pénal	11	74,2	79,4	14,2	6	6	6	*A compter de 2012, seuls les coûts induits par le fonctionnement de la commission dans de le cadre de l'instruction des dossiers sont indiqués.*

Instance	Texte institutif	Nombres de membres	Coût de fonctionnement (en milliers d'€)			Nombre de réunions			Justification de l'évolution des coûts de fonctionnement / Observations
			2010	2011	2012	2010	2011	2012	
1. Premier ministre									
Comité directeur de la certification en sécurité des technologies de l'information (SGDSN/ANSSI)	Décret n° 2002-535 du 18 avril 2002 relatif à l'évaluation et à la certification de la sécurité offerte par les produits et les systèmes des technologies de l'information (articles 15 à 18)	14	1,5	1,5	1,1	1	0	1	
Comité stratégique de la sécurité des systèmes d'information (SGDSN/ANSSI)	Décret n° 2009-834 du 7 juillet 2009 portant création d'un service à compétence nationale dénommé « Agence nationale de la sécurité des systèmes d'information »	11	49,2	50,8	24,6	2	1	0	
Comité consultatif pour l'habilitation des organismes prodiguant des stages de formation à la lutte contre la pollution (SGMer)	Décret n° 98-431 du 28 mai 1998 relatif à l'habilitation des stages de formation à la lutte contre la pollution dans le cadre de la convention internationale du 30 novembre 1990 sur la préparation, la lutte et la coopération en matière de pollution par les hydrocarbures	8	0	0	0	1	1	1	*Suppression décidée par le CIMAP du 17 juillet 2013.*
Conseil national de l'aménagement du territoire et de développement du territoire (DATAR)	Loi n° 95-115 d'orientation sur l'aménagement du territoire du 4 février 1995 (article 3) Décret n° 2000-907 du 19 septembre 2000 relatif au Conseil national de l'aménagement et du développement du territoire	70	0	0	0	0	0	0	*Instance consultative se réunissant à la discrétion de son président.*
Conseil national de la montagne (DATAR)	Loi n° 85-30 du 9 janvier 1985 relative au développement et à la protection de la montagne (article 6) Décret n° 85-994 du 20 septembre 1985 relatif à la composition et au fonctionnement du conseil national de la montagne	59	0	0	0	0	1	1	*Le conseil national de la montagne s'est réuni dans des locaux administratifs mis à disposition à titre gracieux et n'a donc occasionné aucun frais de fonctionnement pour la DATAR.*

Instance	Texte institutif	Nombres de membres	Coût de fonctionnement (en milliers d'€)			Nombre de réunions			Justification de l'évolution des coûts de fonctionnement / Observations
			2010	2011	2012	2010	2011	2012	
1. Premier ministre									
Conseil d'orientation pour l'emploi (Commissariat général à la stratégie et à la prospective)	Décret n° 2005-326 du 7 avril 2005 portant création du Conseil d'orientation pour l'emploi	51	535	524	592	29	21	23	*En 2012, le départ d'un agent mis à disposition à titre gracieux par le ministère des finances a donné lieu à un remplacement pris en charge sur l'action 11 «Stratégie et prospective» du programme 129 « Coordination du travail gouvernemental » de la mission « Direction de l'action du Gouvernement ».*
Conseil d'analyse économique (Commissariat général à la stratégie et à la prospective)	Décret n° 97-766 du 22 juillet 1997 portant création du Conseil d'analyse économique (modifié par décret n°2012-1226 du 5 novembre 2012)	36	912,2	839,5	810,7	13	9	9	*Le nombre de réunions indiqué pour 2012 concerne les réunions plénières (9).*
Conseil d'orientation des retraites (Commissariat général à la stratégie et à la prospective)	Articles L. 114-2 et D. 114-4-0-1 à D. 114-4-0-4 du code de la sécurité sociale	39	1 204,8	1 111,7	1 115,7	24	19	21	*Le nombre de réunions indiqué pour 2012 concerne les réunions plénières (12) et les réunions préparatoires aux plénières (9).*
Commission de garantie des retraites	Articles L. 114-4 et D. 114-4-0-9 et suivants du code de la sécurité sociale	4	0	0	0	0	0	0	
Haut conseil du financement de la protection sociale	Décret n° 2012-1070 du 20 septembre 2012 relatif au Haut Conseil du financement de la protection sociale	49	-	-	50	-	-	5	*Le coût de fonctionnement mentionné correspond aux dépenses exposées au cours des trois derniers mois de l'année 2012 : indemnités de la présidente et du vice-président et des autres membres, ainsi que rémunération de 1,5 emploi en équivalent temps plein.*
Haut Conseil à la vie associative	Décret n° 2011-773 du 28 juin 2011 relatif au Haut Conseil à la vie associative	47	-	-	3,6	-	1	47	*L'année 2011 a été celle de l'installation de l'instance.*
Observatoire de la laïcité	Décret n° 2013-270 du 3 avril 2013 renouvelant l'observatoire pour une durée de cinq ans à compter du 5 avril 2013 - (observatoire institué par le décret n° 2007-425 du 25 mars 2007, et échu au 25 mars 2012)	24	-	-	-	-	-	-	*23 membres nommés et 1 assistante recrutée en avril et mai 2013.*

Instance	Texte institutif	Nombres de membres	Coût de fonctionnement (en milliers d'€)			Nombre de réunions			Justification de l'évolution des coûts de fonctionnement / Observations
			2010	2011	2012	2010	2011	2012	
1. Premier ministre									
Commission interministérielle de coordination des contrôles	Loi n° 2002-1576 du 30 décembre 2002 de finances rectificative pour 2002 (article 60) Décret n° 2008-548 modifié du 11 juin 2008 relatif à la commission interministérielle de coordination des contrôles portant sur les opérations cofinancées par les fonds européens modifié par le décret n° 2011-2110 du 30 décembre 2011 Arrêté du 7 janvier 2009 relatif au fonctionnement, aux moyens et à l'organisation interne de la commission interministérielle de coordination des contrôles	7 titulaires + 7 suppléants	171	192	167	19	14 (+5 consultations écrites)	11 (+5 consultations écrites)	
Comité de surveillance des investissements d'avenir	Loi n° 2010-237 du 9 mars 2010 de finances rectificative pour 2010 (article 8-IV) Décret n° 2010-80 du 22 janvier 2010 relatif au commissaire général à l'investissement (article 3)	18	0	-	0	1	3	2	
Commission nationale d'orientation et d'intégration	Articles R.* 4139-14 et suivants du code de la défense	7	-	-	0	12	11	11	
Comité d'orientation et d'évaluation de l'académie nationale du renseignement	Décret n° 2010-800 du 13 juillet 2010 portant création de l'académie du renseignement (article 5)	9	0	0	0	1	2	2	
Conseil culturel de l'Union pour la Méditerranée	Décret n° 2008-1277 du 8 décembre 2008 créant un Conseil culturel de l'Union pour la Méditerranée	31	296	325,4	337,7	4	5	4	*En 2012, déploiement opérationnel de la structure, renouvellement du soutien à des projets récurrents + soutien apporté à de nouveaux projets*

Instance	Texte institutif	Nombres de membres	Coût de fonctionnement (en milliers d'€)			Nombre de réunions			Justification de l'évolution des coûts de fonctionnement / Observations
			2010	2011	2012	2010	2011	2012	
1.1. Relations avec le Parlement									
Néant									

Instance	Texte institutif	Nombres de membres	Coût de fonctionnement (en milliers d'€)			Nombre de réunions			Justification de l'évolution des coûts de fonctionnement / Observations
			2010	2011	2012	2010	2011	2012	
2. Affaires étrangères									
Comité d'éthique	Décret n° 2007-1849 du 26 décembre 2007 portant création du comité d'éthique du ministère des affaires étrangères	11	0,692	0	0	7	8	8	*Suppression décidée par le CIMAP du 17 juillet 2013.*
Commission consultative des recherches archéologiques à l'étranger	Arrêté du 4 octobre 1995 portant création d'une commission consultative des recherches archéologiques à l'étranger	29	0	0	0	1	1	1	
Commission du volontariat de solidarité internationale	Loi n° 2005-159 du 23 février 2005 relative au contrat de volontariat de solidarité internationale (article 8) Décret n° 2005-600 du 27 mai 2005 pris pour l'application de la loi n° 2005-159 du 23 février 2005 relative au contrat de volontariat de solidarité internationale	12	-	0	0	1	1	2	
Commission interministérielle chargée d'émettre un avis sur les opérations immobilières de l'État à l'étranger	Articles D. 1221-3 à D. 1221-6 du code général de la propriété des personnes publiques	10	0	0	0	11	11	11	
Commission interministérielle des biens à double usage	Décret n° 2010-294 du 18 mars 2010 portant création d'une commission interministérielle des biens à double usage	22	1	0,7	0,936	8	12	13	
Commission nationale pour l'élimination des mines antipersonnel	Articles R. 2343-1 et suivants du code de la défense	27	45	45	50	3	2	1	*Le poste de secrétaire général de la CNEMA ayant été vacant pendant près d'un an, seule une réunion s'est tenue en 2012.*
Commission nationale pour l'éducation, la science et la culture (UNESCO)	Articles D. 239-15 et suivants du code de l'éducation	64	558	620	610	52	70	72	*Suppression décidée par le CIMAP du 17 juillet 2013.*

Instance	Texte institutif	Nombres de membres	Coût de fonctionnement (en milliers d'€)			Nombre de réunions			Justification de l'évolution des coûts de fonctionnement / Observations
			2010	2011	2012	2010	2011	2012	
2. Affaires étrangères									
Commission spécialisée de terminologie et de néologie des affaires étrangères	Arrêté du 20 mai 1999 portant création de la commission spécialisée de terminologie et de néologie du ministère des affaires étrangères	29	0	0	0	10	9	7	

Instance	Texte institutif	Nombres de membres	Coût de fonctionnement (en milliers d'€)			Nombre de réunions			Justification de l'évolution des coûts de fonctionnement / Observations
			2010	2011	2012	2010	2011	2012	
2.1. Affaires européennes									
Néant									

Instance	Texte institutif	Nombres de membres	Coût de fonctionnement (en milliers d'€)			Nombre de réunions			Justification de l'évolution des coûts de fonctionnement / Observations
			2010	2011	2012	2010	2011	2012	
2.2. Développement									
Commission nationale de la coopération décentralisée	Articles L. 1115-6 et R. 1115-8 et suivants du code général des collectivités territoriales	34	0	0	0	1	1	1	

Instance	Texte institutif	Nombres de membres	Coût de fonctionnement (en milliers d'€)			Nombre de réunions			Justification de l'évolution des coûts de fonctionnement / Observations
			2010	2011	2012	2010	2011	2012	
2.3. Francophonie									
Néant									

Instance	Texte institutif	Nombres de membres	Coût de fonctionnement (en milliers d'€)			Nombre de réunions			Justification de l'évolution des coûts de fonctionnement / Observations
			2010	2011	2012	2010	2011	2012	
2.4. Français de l'étranger									
Assemblée des Français de l'étranger	Loi n° 82-471 du 7 juin 1982 relative au Conseil supérieur des Français à l'étranger Décret n° 84-252 du 6 avril 1984 portant statut de l'assemblée des Français de l'étranger et fixant les modalités d'élection de ses membres	190	3419	3410	3410	4	4	4	
Commission interministérielle (octroi de la garantie de l'Etat aux emprunts réalisés par les écoles françaises de l'étranger)	Décret n° 79-142 du 19 février 1979 relatif aux conditions d'octroi de la garantie de l'Etat aux emprunts réalisés par les écoles françaises de l'étranger	4	0	0	0	2	2	4	
Commission LabelFrancEducation	Décret n° 2012-40 du 12 janvier 2012 portant création du label LabelFrancEducation	8	-	-	0	-	-	3	

Instance	Texte institutif	Nombres de membres	Coût de fonctionnement (en milliers d'€)			Nombre de réunions			Justification de l'évolution des coûts de fonctionnement / Observations
			2010	2011	2012	2010	2011	2012	
3. Education nationale									
Conseil supérieur de l'éducation	Articles L. 231-1 et suivants et R. 231-1 et suivants du code de l'éducation.	97	n.c	n.c	n.c	10	10	11	
Conseil supérieur des programmes	Articles L213-14 à L231-17 du code de l'éducation (article 32 de la loi d'orientation n°2013-595 du 8 juillet 2013 d'orientation et de programmation pour la refondation de l'école de la République) et articles D.231-34 à D.231-42 (décret n°2013-681 du 24 juillet 2013 relatif au conseil supérieur des programmes	18	-	-	-	-	-	-	
Conseil national des systèmes d'évaluation du système scolaire	Articles L241-12 à L241-15 du code de l'éducation (article 33 de la loi d'orientation n°2013-595 du 8 juillet 2013 d'orientation et de programmation pour la refondation de l'école de la République)	14	-	-	-	-	-	-	
Conseil national éducation économie	Décret n°2013-539 du 25 juin 2013 portant création du Conseil national éducation économie	26	-	-	-	-	-	-	

Instance	Texte institutif	Nombres de membres	Coût de fonctionnement (en milliers d'€)			Nombre de réunions			Justification de l'évolution des coûts de fonctionnement / Observations
			2010	2011	2012	2010	2011	2012	
3. Education nationale									
Commissions professionnelles consultatives et comité interprofessionnel consultatif institués auprès du ministre chargé de l'éducation nationale	Article L 335-6 du code de l'éducation - décret n°2012-965 du 20 août 2012 relatif aux commissions professionnelles consultatives instituées auprès du ministre chargé de l'éducation nationale - arrêté du 20 août 2012 relatif aux commissions consultatives instituées auprès du ministre chargé de l'éducation nationale	620	350,24	350,24	225,43	28	23	10	*La diminution des dépenses et la réduction du nombre des réunions sont liées au renouvellement des commissions professionnelles consultatives (CPC) intervenu en août 2012 : il a été nécessaire de procéder, sur proposition des partenaires sociaux, à la désignation des 40 membres de chacune des 14 CPC, ce qui n'a pu être achevé qu'en décembre. En l'attente, les CPC n'ont pu se réunir et leurs réunions plénières habituellement fixées en fin d'année ont été reportées au début de l'année 2013. Les coûts de fonctionnement sont liés aux frais de déplacement des CPC plénières mais aussi des groupes de travail chargés de rénover et créer les diplômes.*
Observatoire national de la sécurité et de l'accessibilité des établissements d'enseignement	Articles D. 239-25 à D.239-33 du code l'éducation	51	10	7,7	9,7	45	48	57	
Conseil national des associations éducatives complémentaires de l'enseignement public	Articles D. 551-7 à D. 551-9 et D. 551-12 du code de l'éducation	25	0	0	0	5	5	5	
Conseil national de la vie lycéenne	Articles D. 511-59 et suivants du code de l'éducation	33	4,08	4,08	0	1	3	0	
Commission nationale instituée auprès du directeur de l'agence pour l'enseignement français à l'étranger	Articles D. 531-45 et D. 531-50 du code de l'éducation	24	8,3	8,3	20	2	2	5	*En 2012, la commission a intégré les deux nouveaux députés représentant les Français à l'étranger. La réforme du système d'aide à la scolarité a nécessité trois réunions exceptionnelles en supplément des deux sessions ordinaires.*
Commission spécialisée de terminologie et de néologie de l'éducation et de l'enseignement supérieur	Arrêté du 26 juillet 2004 portant création de la commission spécialisée de terminologie et de néologie de l'éducation et de l'enseignement supérieur	25	0	0	0	3	4	5	

Instance	Texte institutif	Nombres de membres	Coût de fonctionnement (en milliers d'€)			Nombre de réunions			Justification de l'évolution des coûts de fonctionnement / Observations
			2010	2011	2012	2010	2011	2012	
3. Education nationale									
Haut Conseil de l'éducation artistique et culturelle	Articles L. 312-8 et D. 312-7 et suivants du code de l'éducation (modifié par le décret n°2013-783 du 28 août 2013 relatif à la composition et au fonctionnement du Haut Conseil de l'éducation artistique et culturelle).	24	-	40	44	4	3	2	

Instance	Texte institutif	Nombres de membres	Coût de fonctionnement (en milliers d'€)			Nombre de réunions			Justification de l'évolution des coûts de fonctionnement / Observations
			2010	2011	2012	2010	2011	2012	
3.1. Réussite éducative									
Conseil national de l'innovation pour la réussite éducative	Décret n° 2013-246 du 25 mars 2013 portant création du Conseil national de l'innovation pour la réussite éducative	39	-	-	-	-	-	-	

Instance	Texte institutif	Nombres de membres	Coût de fonctionnement (en milliers d'€)			Nombre de réunions			Justification de l'évolution des coûts de fonctionnement / Observations
			2010	2011	2012	2010	2011	2012	
4. Justice									
Conseil national des tribunaux de commerce	Articles R. 721-7 et suivants du code de commerce	20	n.c	1,2	13,1	15	1	19	*Coût correspondant à la prise en charge des frais de déplacement des membres du conseil.*
Commission chargée de proposer le montant des indemnités pouvant être dues soit aux greffiers des tribunaux de commerce, soit à l'Etat, en cas de modification affectant le ressort d'un tribunal de grande instance statuant en matière commerciale	Articles R. 743-173 et R. 743-174 du code de commerce	5	0	0	0	1	0	0	*Fusion avec la commission de proposition aux offices de greffier de tribunal de commerce créés à la suite de la création d'un tribunal de commerce décidée par le CIMAP du 17 juillet 2013.*
Commission de proposition aux offices de greffier de tribunal de commerce créé à la suite de la création d'un tribunal de commerce	Articles R. 742-18 et R. 742-19 du code de commerce	6	0	0	0	0	0	0	*Fusion avec la commission chargée de proposer le montant des indemnités pouvant être dues soit aux greffiers des tribunaux de commerce, soit à l'Etat, en cas de modification affectant le ressort d'un tribunal de grande instance statuant en matière commerciale, décidée par le CIMAP du 17 juillet 2013.*
Commission nationale d'inscription et de discipline des administrateurs judiciaires	Articles L. 811-2 et L. 811-4 du code du commerce	13	0	0	0	4	4	3	*Fusion avec la commission nationale d'inscription et de discipline des mandataires judiciaires au redressement et à la liquidation des entreprises, décidée par le CIMAP du 17 juillet 2013.*
Commission nationale d'inscription et de discipline des mandataires judiciaires au redressement et à la liquidation des entreprises	Articles L. 812-2, L. 812-2-2, L. 812-4 et R. 811-29 et suivants du code de commerce	13	0	0	0	7	7	10	*Fusion avec la commission nationale d'inscription et de discipline des administrateurs judiciaires, décidée par le CIMAP du 17 juillet 2013.*
Comité de coordination du registre du commerce et des sociétés	Articles R. 123-28 et A. 123-7 et suivants du code de commerce	5	0	n.c	n.c	0	0	10	
Commission de localisation des offices de notaires	Décret n° 71-942 du 26 novembre 1971 relatif aux créations, transferts et suppressions d'office de notaire, à la compéten.ce d'instrumentation et à la résidence des notaires, à la garde et à la transmission des minutes et registres professionnels des notaires (articles 2 et suivants, 6 et 7)	8	0	0	0	6	6	5	

Instance	Texte institutif	Nombres de membres	Coût de fonctionnement (en milliers d'€)			Nombre de réunions			Justification de l'évolution des coûts de fonctionnement / Observations
			2010	2011	2012	2010	2011	2012	
4. Justice									
Commission de localisation des offices d'huissiers de justice	Décret n° 75-770 du 14 août 1975 relatif aux conditions d'accès à la profession d'huissier de justice ainsi qu'aux modalités des créations, transferts et suppressions d'offices d'huissier de justice et concernant certains officiers ministériels et auxiliaires de justice (article 37)	8	0	0	0	6	6	5	
Commission de proposition de nomination aux offices créés d'huissiers de justice et de commissaires-priseurs judiciaires	Décret n° 2009-1545 du 11 décembre 2009 relatif à certaines commissions administratives à caractère consultatif relevant du ministère de la Justice modifiant les articles 49-1 à 49-3 du décret n° 73-1202 du 28 décembre 1973 relatif à la discipline et au statut des officiers publics et ministériels	5 (composition huissiers) 4 (composition commissaires-priseurs judicaires)	0	0	0	0	0	0	
Commission de proposition aux offices vacants d'avocat au conseil d'État et à la Cour de cassation	Décret n° 91-1125 du 28 octobre 1991 relatif aux conditions d'accès à la profession d'avocat au Conseil d'Etat et à la Cour de cassation	4	0	0	0	0	0	0	
Commission nationale d'indemnisation des avoués près les cours d'appel	Loi n° 2011-94 du 25 janvier 2011 portant réforme de la représentation devant les cours d'appel (article 16) Décret n° 2011-361 du 1er avril 2011 relatif aux modalités de l'indemnisation prévue par la loi n° 2011-94 du 25 janvier 2011 portant réforme de la représentation devant les cours d'appel	5	n.c	n.c	1,5	n.c	8	16	

Instance	Texte institutif	Nombres de membres	Coût de fonctionnement (en milliers d'€)			Nombre de réunions			Justification de l'évolution des coûts de fonctionnement / Observations
			2010	2011	2012	2010	2011	2012	
4. Justice									
Commission chargée d'émettre un avis sur la compétence juridique appropriée de certaines professions non réglementées ou organismes mentionnés aux articles 60, 61, 63, 64 et 65 de la loi n° 71-1130 du 31 décembre 1971	Loi n° 71-1130 du 31 décembre 1971 portant réforme de certaines professions judiciaires et juridiques (article 54) Décret n° 97-875 du 24 septembre 1997 fixant la composition, les modalités de saisine et les règles de fonctionnement de la commission prévue par l'article 54 de la loi n° 71-1130 du 31 décembre 1971 portant réforme de certaines professions judiciaires et juridiques	4	0	0	0	1	1	0	*Suppression décidée par le CIMAP du 17 juillet 2013.*
Commission relative à la copropriété	Arrêté du 4 août 1987 portant création d'une commission relative à la copropriété	11	0	0		15	14	3	*Suppression décidée par le CIMAP du 17 juillet 2013.*
Commission d'harmonisation du droit privé	Arrêté du 22 août 1985 portant création d'une commission d'harmonisation du droit privé	27	0	0	0	0	1	3	
Conseil national du droit	Décret n° 2008-420 du 29 avril 2008 portant création du Conseil national du droit	49	n.c	n.c	n.c	0	4	5	
Comité interministériel de coordination de la santé en milieu carcéral	Articles D. 348-2 à D. 348-4 du code de procédure pénale	12	0	0	0	2	1	2	
Commission de suivi de la détention provisoire	Loi n° 2000-516 du 15 juin 2000 renforçant la protection de la présomption d'innocence et les droits des victimes (article 72) Décret n° 2001-709 du 31 juillet 2001 relatif à la commission de suivi de la détention provisoire et modifiant le code de procédure pénale (deuxième partie : Décrets en Conseil d'Etat)	7	0	0	0,722	0	0	8	
Conseil supérieur de la médecine légale	Décret n° 94-1210 du 30 décembre 1994 modifié portant création d'un Conseil supérieur de la médecine légale	18	0	0	0	2	2	1	

Instance	Texte institutif	Nombres de membres	Coût de fonctionnement (en milliers d'€)			Nombre de réunions			Justification de l'évolution des coûts de fonctionnement / Observations
			2010	2011	2012	2010	2011	2012	
4. Justice									
Conseil national de l'aide aux victimes	Décret n° 99-706 du 3 août 1999 relatif au Conseil national de l'aide aux victimes	22	0	0	0	1	0	0	
Conseil national de l'aide juridique	Loi n° 91-647 du 10 juillet 1991 relative à l'aide juridique (articles 65 et 66) Décret n° 91-1266 du 19 décembre 1991 (art. 133). Décret n° 2000-344 du 19 avril 2000	26	0	0	0	4	4	4	
Commission de surveillance et de contrôle des publications destinées à l'enfance et à l'adolescence	Loi n° 49-956 du 16 juillet 1949 sur les publications destinées à la jeunesse (article 3 modifié par l'article 46 de la loi n° 2011-525 du 17 mai 2011 de simplification et d'amélioration de la qualité du droit) Décret n°50-143 du 1 février 1950 portant règlement d'administration publique pour l'exécution de la loi n° 49-956 du 16 juillet 1949 sur les publications destinées à la jeunesse. Arrêté du 4 février 1950 (JO 14-02-1950 p. 1735) abrogé et remplacé par les arrêtés du 15 octobre 1971 (JORF 23-10-1971 p. 10444 et 10 445)	30	0	0	0	4	4	4	
Commission chargée d'agréer les personnes habilitées à effectuer des missions d'identification par empreintes génétiques dans le cadre de procédures judiciaires	Décret n° 97-109 du 6 février 1997 relatif aux conditions d'agrément des personnes habilitées à procéder à des identifications par empreintes génétiques dans le cadre d'une procédure judiciaire	12	1,5	1,3	0,996	8	8	8	
Commission spécialisée de terminologie et de néologie en matière juridique	Arrêté du 16 février 1998 portant création de la commission spécialisée de terminologie et de néologie en matière juridique	17	0	0	0	6	6	4	

Instance	Texte institutif	Nombres de membres	Coût de fonctionnement (en milliers d'€)			Nombre de réunions			Justification de l'évolution des coûts de fonctionnement / Observations
			2010	2011	2012	2010	2011	2012	
5. Économie et finances									
Conseils d'établissement de la direction du recrutement et de la formation (ENI : école nationale des impôts) ; ENC (école nationale du cadastre) ; CNFP (centre nationale de formation professionelle)	Arrêté du 18 décembre 2006 portant organisation des structures de concertation au sein de la direction du recrutement et de la formation de la direction générale des impôts	ENI : 24 ENC : 8 CNFP : 6	ENI : 3,45 ENC : 0 CNFP :0	ENI : 3,45 ENC : 0 CNFP :0	ENI : 2,3 ENC : 0 CNFP :0	ENI : 3 ENC : 3 CNFP : 2	ENI : 3 ENC : 3 CNFP : 2	ENI : 2 ENC : 2 CNFP : 0	*Suppression décidée par le CIMAP du 17 juillet 2013.*
Conseil de scolarité de l'Ecole nationale du Trésor public	Arrêté du 18 février 2005 relatif aux conseils de scolarité de l'Ecole Nationale du Trésor Public	24	0	0	0	6	6	3	*Suppression décidée par le CIMAP du 17 juillet 2013.*
Comité consultatif de la législation et de la réglementation financières	Articles L. 614-2, D. 614-2 et D. 614-3 du code monétaire et financier (reproduits dans les articles L. 411-2, R. 411-2 et R. 411-3 du code des assurances)	19 depuis le 1er semestre 2013 (15 précé-demment)	0	0	0	14	13	14	
Comité consultatif du secteur financier	Articles L. 614-1, D. 614-1 et D. 614-3 du code monétaire et financier (reproduits aux articles L. 411-1, R. 411-2 et R. 411-3 du code des assurances)	32 membres	175,19	123,7	n.c	52 (dont 9 plénières)	39 (dont 9 plénières)	n.c	
Observatoire de l'épargne réglementée	Articles L. 221-9 et R. 221-12 du code monétaire et financier	11	4,2	nc	1,184	3	nc	2	
Conseil d'orientation de la lutte contre le blanchiment de capitaux et le financement du terrorisme	Articles D. 561-51 et suivants du code monétaire et financier	24	0	0	14	2	3	3	
Commission nationale des sanctions	Articles L. 561-38 et suivants et R. 561-43 et suivants du code monétaire et financier	7	0	0	0	0	0	0	*Les travaux de la CNS vont commencer à l'automne 2013.*

Instance	Texte institutif	Nombres de membres	Coût de fonctionnement (en milliers d'€)			Nombre de réunions			Justification de l'évolution des coûts de fonctionnement / Observations
			2010	2011	2012	2010	2011	2012	
5. Économie et finances									
Comité d'engagement de la garantie de l'Etat accordée aux préfinancements et cautionnements délivrés pour la construction de navires civils	Décret n° 2006-563 du 17 mai 2006 fixant les conditions et modalités d'application de l'article 119 de la loi n° 2005-1720 du 30 décembre 2005 de finances rectificative pour 2005, relatif au régime de garantie de l'Etat en faveur des sociétés du secteur de la construction navale (articles 5 à 7)	5	0	0	0	1	1	1	
Comité du capital-investissement	Article 41 DGA du code général des impôts, annexe 3	3	0	0	0	0	0	0	
Comité de suivi et de propositions de la convention visant à améliorer l'accès à l'emprunt et à l'assurance des personnes présentant un risque de santé aggravé	Articles L. 1141-2 et suivants du code de la santé publique (reproduits dans le code des assurances, le code de la mutualité et le code de la sécurité sociale) - Loi n° 2007-131 du 31 janvier 2007 relative à l'accès au crédit des personnes présentant un risque aggravé de santé (article 1er et suivants)	23	0	0	n.c	0	3	n.c	.
Commission interministérielle d'agrément	Décret n° 96-1123 du 20 décembre 1996 relatif à l'agrément prévu par le règlement (CEE) n° 3665/87 du 27 novembre 1987 portant modalités d'application du régime des restitutions à l'exportation pour les produits agricoles, modifié en dernier lieu par le règlement (CE) n° 2955/94 du 5 décembre 1994	3	0	n.c	0	1	n.c	0	*Suppression décidée par le CIMAP du 2 avril 2013.*
Comité du label	Décret n° 2009-318 du 20 mars 2009 relatif au Conseil national de l'information statistique et au comité du secret statistique (articles 3 et 20 à 22) Arrêté du 17 juin 2009 relatif aux modalités d'organisation du comité du label	10	0	0	0	19	17	20	

Instance	Texte institutif	Nombres de membres	Coût de fonctionnement (en milliers d'€)			Nombre de réunions			Justification de l'évolution des coûts de fonctionnement / Observations
			2010	2011	2012	2010	2011	2012	
5. Économie et finances									
Commission nationale des professions libérales	Décret n° 2011-200 du 21 février 2011 portant création de la Commission nationale des professions libérales	55	-	0		-	0		
Commission d'examen des pratiques commerciales	Articles L. 440-1 et D. 440-1 et suivants du code de commerce)	42	8,5	7,2	7	19	10	3	*Le mandat des membres de la Commission a expiré en juin 2012 et les nouveaux membres ont été nommés en février 2013.*
Commission de certification des comptes des organismes payeurs FEOGA FEAGA et FEADER	Décret n° 2007-805 du 11 mai 2007 instituant une commission de certification des comptes des organismes payeurs des dépenses financées par les fonds européens agricoles	5	113,3	119,7	120,4	10	7	7	
Commission interministérielle de coordination des contrôles sur les opérations et les bénéficiaires et redevables relevant des Fonds communautaires agricoles de garantie	Décret n° 96-389 du 10 mai 1996 instituant une commission interministérielle de coordination des contrôles sur les opérations et les bénéficiaires et redevables relevant des Fonds communautaires agricoles de garantie	12	0	0	0	9	9	9	
Comité consultatif national de règlement amiable des différends ou litiges relatifs aux marchés publics	Article 127 du code des marchés publics Décret n° 2010-1525 du 8 décembre 2010 relatif aux comités consultatifs de règlement amiable des différends ou litiges relatifs aux marchés publics	6	18	14,1	12,5	11	4	4	
Comité des achats de l'Etat (auprès du service des achats de l'Etat)	Article 9 du décret n°2009-300 du 17 mars 2009 portant création du service des achats de l'Etat modifié par le décret n°2009-300 – Arrêté du 17 mars 2009	16	0	0	0	12	11	11	
Conseil d'orientation du service des achats de l'Etat	Article 3 du décret n° 2009-300 du 17 mars 2009 portant création du service des achats de l'Etat modifié par le décret n°2013-623 du 16 juillet 2013.	17	0	0	0	3	3	4	

Instance	Texte institutif	Nombres de membres	Coût de fonctionnement (en milliers d'€)			Nombre de réunions			Justification de l'évolution des coûts de fonctionnement / Observations
			2010	2011	2012	2010	2011	2012	
5. Économie et finances									
Comité des achats des établissements publics de l'Etat (auprès du service des achats de l'Etat)	Article 10 du décret n° 2009-300 du 17 mars 2009 portant création du service des achats de l'Etat (article 10) modifié par l'article 2 du décret n°2013-623 du 16 juillet 2013.	10	-	-	-	-	-	-	
Observatoire économique de l'achat public	Articles 130 à 132 du code des marchés publics Arrêté du 10 novembre 2005 pris en application de l'article 130 du code des marchés publics et relatif à l'Observatoire économique de l'achat public	71	0	0	0	4	3	2	
Groupes d'étude des marchés	Article 132 du code des marchés publics. Arrêté du 28 août 2006 pris pour l'application de l'article 132 du code des marchés publics	321	0	0	0	129	135	149	
Commission des comptes commerciaux de la Nation	Décret n° 63-100 du 8 février 1963 Décret n° 77-297 du 27 mars 1997	40	n.c	n.c	0	2	2	2	
Commission économique de la Nation	Décret n° 99-416 du 26 mai 1999 portant suppression de la commission des comptes et des budgets économiques de la nation et création de la commission économique de la nation	28	2,4	2,4	n.c	2	2	n.c	
Commission nationale des nomenclatures économiques et sociales	Décret n° 2009-318 du 20 mars 2009 relatif au Conseil national de l'information statistique et au comité du secret statistique (article 23) Arrêté du 17 juin 2009 relatif aux modalités d'organisation de la Commission nationale des nomenclatures économiques et sociales	0	-	nc	0	0	nc	0	

Instance	Texte institutif	Nombres de membres	Coût de fonctionnement (en milliers d'€)			Nombre de réunions			Justification de l'évolution des coûts de fonctionnement / Observations
			2010	2011	2012	2010	2011	2012	
5. Économie et finances									
Conseil national de l'information statistique	Loi n° 51-711 du 7 juin 1951 sur l'obligation, la coordination et le secret en matière de statistiques Décret n° 2009-318 modifié du 20 mars 2009 relatif au Conseil national de l'information statistique et au comité du secret statistique (articles 1er à 13)	44	44	54,3	39	18	21	18	
Commission nationale d'évaluation du recensement de la population	Décret n° 2009-318 du 20 mars 2009 relatif au Conseil national de l'information statistique et au comité du secret statistique (article 24) Arrêté du 17 juin 2009 relatif aux modalités d'organisation de la Commission nationale d'évaluation du recensement de la population	25	-	n.c	1	2	n.c	2	
Comité du secret statistique	Loi n° 51-711 du 7 juin 1951 modifiée Décret n° 2009-318 du 20 mars 2009 relatif au Conseil national de l'information statistique et au comité du secret statistique (articles 14 à 18)	24	0	0	0	4	4	4	
Commission interministérielle d'audit salarial du secteur public (CIASSP)	Décret n° 53-707 du 9 août 1953 relatif au contrôle de l'Etat sur les entreprises publiques nationales et certains organismes ayant un objet d'ordre économique ou social (article 6) Arrêté du 3 février 2005 relatif à la composition de la commission prévue à l'article 6 du décret n° 53-707 du 9 août 1953.	5 à 8	0	0	0	73	72	73	

Instance	Texte institutif	Nombres de membres	Coût de fonctionnement (en milliers d'€)			Nombre de réunions			Justification de l'évolution des coûts de fonctionnement / Observations
			2010	2011	2012	2010	2011	2012	
5. Économie et finances									
Commission spécialisée de terminologie et de néologie de l'économie, des finances, de l'industrie, du commerce, de l'artisanat et des services (ancienne commission spécialisée de terminologie et de néologie en matière économique et financière)	Arrêté du 20 janvier 1997 portant création de la commission spécialisée de terminologie et de néologie en matière économique et financière modifié par arrêté du 19 avril 2012 portant changement de la dénomination de la commission (JORF du 27 avril 2012)	25	0	0	0	4	5	4	*Fusion avec la Commission spécialisée de terminologie et de néologie de l'ingénierie nucléaire décidée par le CIMAP du 17 juillet 2013.*
Commission des annales des mines	Arrêté du 16 janvier 2009 (article 4) fixant le nombre et les attributions des sections du Conseil général de l'industrie, de l'énergie et des technologies - (abrogeant l'arrêté du 9 mai 2007 relatif à l'organisation du Conseil général des mines sauf l'article 4 - sections du Conseil -	10	-	-	-	1	1	1	
Comité d'orientation auprès de l'Agence de gestion du réseau international des finances	Décret n°2008-1102 du 28 octobre 2008 portant création d'un Comité d'orientation auprès de l'Agence de gestion du réseau international des finances	6	n.c	n.c	n.c	n.c	n.c	n.c	*Suppression décidée par le CIMAP du 17 juillet 2013*

Instance	Texte institutif	Nombres de membres	Coût de fonctionnement (en milliers d'€)			Nombre de réunions			Justification de l'évolution des coûts de fonctionnement / Observations
			2010	2011	2012	2010	2011	2012	
5.1. Budget									
Collèges nationaux	Articles L. 80 CB et R* 80 CB-2 à R* 80 CB-6 du livre des procédures fiscales	6	-	0	n.c	2	5	5	
Comité consultatif pour la répression des abus de droit (appelé aussi Comité de l'abus de droit fiscal)	Article L. 64 du livre des procédures fiscales et article 1653 C du code général des impôts	7	5	5,8	12,6	6	7	12	*Le coût de fonctionnement correspond aux indemnités versées aux membres titulaires ou suppléants et rapporteurs (6 en 2012).*
Commission consultative prévue au deuxième alinéa du 2 du III de l'article 217 undecies du code général des impôts (refus d'agrément pour déduction fiscale)	Deuxième alinéa du 2 du III de l'article 217 undecies du code général des impôts dans sa rédaction issue de l'article 31 de la loi de programme pour l'outre-mer n° 2003-660 du 21 juillet 2003 Articles 46 quaterdecies V et 46 quaterdecies W de l'annexe III au code général des impôts	8	0	nc	n.c	6	nc	n.c	
Commission nationale des impôts directs et taxes sur le chiffre d'affaires	Articles 1651 H du Code général des impôts et L. 59 du livre des procédures fiscales	8	1,68	2,52	2,40	14	21	20	
Comité du contentieux fiscal, douanier et des changes (commun avec la DGDDI)	Articles 460 et suivants du code des douanes	24	26	31	28	43	53	47	
Commission de conciliation et d'expertise douanière	Articles 441 à 450-1 du code des douanes Décret n° 2010-428 du 28 avril 2010 relatif aux modalités de prélèvement des échantillons et aux conditions de fonctionnement de la commission de conciliation et d'expertise douanière dans les cas de contestation sur l'espèce, l'origine et la valeur des marchandises (articles 4 à 20)	4	12,68	10,31	9,52	29	23	22	

Instance	Texte institutif	Nombres de membres	Coût de fonctionnement (en milliers d'€)			Nombre de réunions			Justification de l'évolution des coûts de fonctionnement / Observations
			2010	2011	2012	2010	2011	2012	
5.1. Budget									
Comité chargé de l'examen des demandes de versement d'une indemnité de fin d'activité des débitants de tabac	Décret n° 2006-471 du 24 avril 2006 portant création d'une indemnité de fin d'activité en faveur des débitants de tabac des départements frontaliers et assimilés et arrêté du 24 avril 2006 fixant les conditions d'application	10	0	0	0	4	4	4	
Commission consultative chargée d'émettre toutes propositions de nature à maintenir l'équilibre du régime d'allocations viagères des gérants de débits de tabac	Décret n° 63-1104 du 30 octobre 1963 modifié en dernier lieu par le décret n° 2005-1625 du 21 décembre 2005	15	0	0	0	1	1	1	
Commission pour la désignation des agents des douanes des catégories A et B habilités à effectuer des enquêtes judiciaires	Articles 28-1 et R. 15-33-1 et 15-33-2 du code de procédure prénale	9	0	n.c	n.c	0	1	n.c	
Commission consultative des jeux et paris sous droits exclusifs	Loi n° 2010-476 du 12 mai 2010 relative à l'ouverture à la concurrence et à la régulation du secteur des jeux d'argent et de hasard en ligne (article 3-III) Décret n° 2011-252 du 9 mars 2011 relatif au comité consultatif des jeux (articles 14 à 18) Arrêté du 6 mai 2011 pris en application du décret n° 2011-252 du 9 mars 2011 relatif au comité consultatif des jeux	10	0	2,11	2,11	4	6	7	

Instance	Texte institutif	Nombres de membres	Coût de fonctionnement (en milliers d'€)			Nombre de réunions			Justification de l'évolution des coûts de fonctionnement / Observations
			2010	2011	2012	2010	2011	2012	
5.1. Budget									
Comité consultatif des jeux	Loi n° 2010-476 du 12 mai 2010 relative à l'ouverture à la concurrence et à la régulation du secteur des jeux d'argent et de hasard en ligne (articles 3 et 28) Décret n° 2011-252 du 9 mars 2011 relatif au comité consultatif des jeux Arrêté du 1er avril 2011 pris en application du décret n° 2011-252 du 9 mars 2011 relatif au comité consultatif des jeux	19 (collège)	0	0	0	0	3	2	
Observatoire des jeux	Loi n° 2010-476 du 12 mai 2010 relative à l'ouverture à la concurrence et à la régulation du secteur des jeux d'argent et de hasard en ligne (article 3-III) Décret n° 2011-252 du 9 mars 2011 relatif au comité consultatif des jeux (articles 7 à 9)	8	3,38	3,38	111	-	4	5	*Le coût indiqué pour 2012 correspond à la création d'une ligne budgétaire sur le programme 221 « Stratégie des finances publiques et modernisation de l'Etat » de la mission : « Gestion des finances publiques et des ressources humaines » (en déduction des crédits affectés à l'ARJEL).*
Commission interministérielle appelée à apprécier la qualité de certaines manifestations artistiques	Décret n° 97-663 du 29 mai 1997 pris en application de l'article 34 de la loi de finances rectificative pour 1995 (n° 95-1347 du 30 décembre 1995), article 5	4	0	-	-	2	2	2	
Commission centrale permanente compétente pour les tarifs des évaluations foncières	Article 1652 bis du code général des impôts	9	0	0	0	0	0	0	*Cette commission ne se réunit que sur saisine en cas d'appel.*
Commission d'agrément pour l'exécution des travaux cadastraux en France métropolitaine hors Alsace-Moselle	Décret n° 55-471 du 30 avril 1955 relatif à la rénovation et à la conservation du cadastre (articles 6 et 30) - Arrêté du 11 décembre 1985	7	0	0	0	1	1	1	
Commission d'agrément pour l'exécution des travaux cadastraux en Alsace-Moselle	Loi du 31 mars 1884 sur le renouvellement du cadastre, la péréquation de l'impôt foncier et la conservation du cadastre (articles 11, 22 et 52)- Arrêté du 24 mai 1950	5	0	0	0	1	1	1	

Instance	Texte institutif	Nombres de membres	Coût de fonctionnement (en milliers d'€)			Nombre de réunions			Justification de l'évolution des coûts de fonctionnement / Observations
			2010	2011	2012	2010	2011	2012	
5.1. Budget									
Commission pour la transparence et la qualité des opérations immobilières de l'Etat	Décret n° 2012-203 du 10 février 2012 relatif à la commission pour la transparence et la qualité des opérations immobilières de l'Etat	6	2,6	4,9	7,3	2	6	9	
Conseil de l'immobilier de l'Etat	Décret n° 2006-1267 du 16 octobre 2006 instituant un Conseil de l'immobilier de l'Etat modifié par le décret n° 2011-1388 du 28 octobre 2011 (article 1er)	15	24	13,6	15,4	10	10	16	
Conseil de normalisation des comptes publics	Loi n° 2001-1275 du 28 décembre 2001 de finances pour 2002 (article 136) Arrêté du 29 avril 2009 relatif au conseil de normalisation des comptes publics	Collège : 19	25,52	57,34	59,95	86	123	104	*L'année 2012 se caractérise par l'émergence des réflexions au niveau international sur la normalisation comptable du secteur public. La Commission européenne suit également de près ces sujets (dans le cadre du Six-Pack). Le CNOCP multiplie donc ses actions à l'échelle internationale et européenne pour promouvoir la position française sur ces sujets.*
Comité de convergence des normes comptables publiques et privées	Loi n° 2001-1275 du 28 décembre 2001 de finances pour 2002 (article 136-VII)	n.c	-	n.c	n.c	-	n.c	n.c	
Comité directeur de l'Opérateur national de paye	Décret n° 2007-903 du 15 mai 2007 portant création d'un service à compétence nationale à caractère interministériel dénommé : opérateur national de paye (article 6) Arrêté du 4 décembre 2007 portant composition du comité directeur de l'opérateur national de paye	19	0	0	0	8	13	6	
Comité stratégique de l'Opérateur national de paye	Décret n° 2007-903 du 15 mai 2007 portant création d'un service à compétence nationale à caractère interministériel dénommé :opérateur national de paye (art. 5)	19	0	0	0	5	5	5	

Instance	Texte institutif	Nombres de membres	Coût de fonctionnement (en milliers d'€)			Nombre de réunions			Justification de l'évolution des coûts de fonctionnement / Observations
			2010	2011	2012	2010	2011	2012	
5.1. Budget									
Comité de coordination stratégique en matière de retraites de l'Etat	Décret n° 2009-1054 du 26 août 2009 instituant un comité de coordination stratégique en matière de retraites de l'Etat	18	0	0	0	3	3	3	
Commission de réforme	Article L. 31 et R. 45 du code des pensions civiles et militaires de retraite	6	-	n.c	-	-	n.c	n.c	
Comité national de lutte contre la fraude (dit également comité national de lutte contre le travail illégal)	Décret n° 2008-371 du 18 avril 2008 relatif à la coordination de la lutte contre la fraude et création d'une Délégation Nationale (articles 5 à 7)	35	1	0,5	0	1	1	1	
Commission chargée d'examiner les candidatures aux fonctions d'administrateurs des finances publiques	Décret n° 2009-208 du 20 février 2009 relatif au statut particulier des administrateurs des finances publiques (article 12)	5	0	0	0	0	0	0	*La première réunion de cette instance devrait avoir lieu en octobre 2013.*

Instance	Texte institutif	Nombres de membres	Coût de fonctionnement (en milliers d'€)			Nombre de réunions			Justification de l'évolution des coûts de fonctionnement / Observations
			2010	2011	2012	2010	2011	2012	
5.2. Économie sociale et solidaire									
Conseil national de la consommation	Articles D. 511-1 et suivants du code de la consommation Arrêté du 14 mars 2005 portant règlement intérieur du Conseil national de la consommation Arrêté du 14 mars 2005 relatif à la constitution, aux attributions et au fonctionnement du bureau du Conseil national de la consommation Arrêté du 14 mars 2005 relatif aux membres de droit du Conseil national de la consommation	93	0	0	0	54	30	30	
Groupe interministériel de la consommation	Article D. 522-1 et suivants du code de la consommation	20	-	-	-	1	1	1	
Commission des clauses abusives	Articles L. 534-1 et suivants et R.534 à R.534-3, R. 534-15 à R. 534-17 du code de la consommation	25	n.c	44,39	20	10	11	12	
Commission nationale des titres-restaurant	Articles R. 3262-36 et suivants du code du travail	21	774	780	739	27	24	32	*Les coûts de fonctionnement intègrent principalement : - la masse salariale des 12 agents du ministère de l'Economie des finances ; - les frais d'hébergement du secrétariat général de cette commission ; - les frais d'affranchissement des courriers relatifs aux dossiers instruits.*
Conseil supérieur de l'économie sociale et solidaire	Décret n° 2006-151 du 13 février 2006 instituant une délégation interministérielle à l'innovation, à l'expérimentation sociale et à l'économie sociale Décret n° 2006-826 du 10 juillet 2006 relatif au Conseil supérieur de l'économie sociale	36	3	nc	n.c	8	nc	n.c	

Instance	Texte institutif	Nombres de membres	Coût de fonctionnement (en milliers d'€)			Nombre de réunions			Justification de l'évolution des coûts de fonctionnement / Observations
			2010	2011	2012	2010	2011	2012	
5.2. Économie sociale et solidaire									
Conseil supérieur de la coopération	Décret n° 76-356 du 20 avril 1976 relatif au Conseil supérieur de la coopération modifié par le décret n° 97-228 du 11 mars 1997.	30	n.c	n.c		4	n.c	n.c	

Instance	Texte institutif	Nombres de membres	Coût de fonctionnement (en milliers d'€)			Nombre de réunions			Justification de l'évolution des coûts de fonctionnement / Observations
			2010	2011	2012	2010	2011	2012	
6. Affaires sociales et santé									
Comité de la médaille d'honneur de la santé et des affaires sociales	Décret n° 2012-169 du 2 février 2012 relatif à l'attribution de la médaille d'honneur de la santé et des affaires sociales Arrêté du 2 février 2012 relatif à la composition et au fonctionnement du comité de la médaille d'honneur de la santé et des affaires sociales	19	n.c	n.c	0	n.c	n.c	2	
Commission nationale de l'activité libérale	Article L. 6154-5 du code de la santé publique	12	0	2	0	0	2	0	*Suppression décidée par le CIMAP du 17 juillet 2013.*
Conseil national de pilotage des agences régionales de santé	Articles L. 1433-1 et D. 1433-1 et suivants du code de la santé publique	14	0	n.c	1	24	24	24	
Conseil supérieur de la fonction publique hospitalière	Loi n° 86-33 du 9 janvier 1986 portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique hospitalière (articles 11 à 14) Décret n° 2012-739 du 9 mai 2012 relatif au Conseil supérieur de la fonction publique hospitalière et à l'Observatoire national des emplois et des métiers de la fonction publique hospitalière	34	48	46	66	24	23	32	*Outre les réunions habituelles du CSFPH, la Commissions des recours, une de ses commissions spécialisées, a connu une activité plus importante. Cette commission doit émettre un avis dans le mois de sa saisine. Son activité dépend donc du nombre d'agents qui souhaitent la saisir.*
Observatoire national des emplois et des métiers de la fonction publique hospitalière	Décret n° 2012-739 du 9 mai 2012 relatif au Conseil supérieur de la fonction publique hospitalière et à l'Observatoire national des emplois et des métiers de la fonction publique hospitalière - instance recréée par ce décret - Arrêté du 7 juin 2012 fixant la composition de l'Observatoire national des emplois et des métiers de la fonction publique hospitalière	26		-	0,97		-	2	
Comité économique des produits de santé	Articles L. 162-17-3 et D. 162-2-1 et suivants du code de la sécurité sociale	34	890	890	890	70	70	70	

Instance	Texte institutif	Nombres de membres	Coût de fonctionnement (en milliers d'€)			Nombre de réunions			Justification de l'évolution des coûts de fonctionnement / Observations
			2010	2011	2012	2010	2011	2012	
6. Affaires sociales et santé									
Comité national de l'organisation sanitaire et sociale	Articles L. 6121-7 et L. 6121-8 et R. 6122-1 à R. 6122-7 du code de la santé publique	34	0	-		9	6	4	*Diminution des affaires relevant de la compétence pour avis de la section sanitaire du CNOSS (diminution du nombre des recours hiérarchiques des rejets d'autorisations d'activités de soins et contre les SROS-PRS) ; moindre nombre de textes réglementaires.* Coût d'envois postaux des convocations non significatif ; pas remboursement des frais des déplacements des membres.
Comité national de santé publique	Articles L. 1413-1 et R. 1413-26 à R. 1413-32 du code de la santé publique	17	0	0	0	4	4	3	
Conférence nationale de santé	Articles L. 1411-3 et D. 1411-37 et suivants du code de la santé publique Arrêté du 27 mai 2011 relatif à la commission permanente et à la commission spécialisée dans le domaine des droits des usagers de la Conférence nationale de santé instituée par l'article L. 1411-3 du code de la santé publique	120	65	100	88	4 plénières + 2 débats publics + 2 forums + 8 réunions bureaux + réunions GT	2 ass. plénières + 5 com.permanente + 5 com. spécialisée + 3 GT + 1 Forum	37	*La CNS a été installée dans sa nouvelle composition à partir du 21/06/2011 ; depuis, la régularité de ses réunions s'est accrue (au moins deux réunions mensuelles, deux plénières, et des réunions de groupes de travail).*
Conseil national de la qualité et de la coordination des soins	Article L 221-1-1 du code de la sécurité sociale	32	nc	nc	nc	2	2	2	
Conseil supérieur de la pharmacie	Articles D. 5125-62 et suivants du code de la santé publique	25	0	0-		1	1	1	
Conseil supérieur du travail social	Article D. 142-1 du code l'action sociale et des familles Arrêté du 7 juillet 2010 relatif à la composition du Conseil supérieur du travail social - modifié par arrêté du 12 novembre 2012	50	2,418	0,7641	0,4700	Plénière : 1 Groupes de travail : 5	2 plénières - 24 commissions	19 commissions 2 journées d'étude	

Instance	Texte institutif	Nombres de membres	Coût de fonctionnement (en milliers d'€)			Nombre de réunions			Justification de l'évolution des coûts de fonctionnement / Observations
			2010	2011	2012	2010	2011	2012	
6. Affaires sociales et santé									
Haut conseil de la santé publique	Articles L. 1411-4 et L. 1411-5 et R. 1411-46 et suivants du code de la santé publique	156	442	296	406	environ 150 dont 69 réunions plénières (HCSP, Collège, CS,CTP)	environ 270 dont 52 réunions plénières (HCSP, Collège, CS, CTP)	environ 358 dont 76 réunions plénières (HCSP, Collège, CS, CTP)	*2012 a été marqué par une intense activité du HCSP, qui s'est notamment traduite par une augmentation du nombre de réunions de ses instances, qui a entraîné mécaniquement une augmentation sensible des coûts de fonctionnement. Cette évolution à la hausse a toutefois été, proportionnellement, moins importante que prévue, notamment grâce à un recours accru aux audioconférences.*
Haut conseil des professions paramédicales	Articles D. 4381-1 et suivants du code de la santé publique	42	7	3,5	2,6	9	7	7	*La composition du HCP a été réduite en octobre 2012, elle est passée de 46 membres à 42 membres.*
Commission scientifique du Haut Conseil des professions paramédicales	Article D. 4381-6 du code de la santé publique	28	-	-	4,9	-	-	1	*Créée en 2012 (nomination par arrêté du 29 octobre 2012).*
Haut conseil pour l'avenir de l'assurance maladie	Loi n° 2005-1579 du 19 décembre 2005 de financement de la sécurité sociale pour 2006 (article 72) Décret n° 2006-1370 du 10 novembre 2006 relatif à la composition et au fonctionnement du Haut Conseil pour l'avenir de l'assurance maladie	66	82	92	67	10	9	5	*Le renouvellement de la présidence et de la vice-présidence en 2012 avec une vacance de plusieurs mois explique le plus faible nombre de réunions de 2012 ainsi que les plus faibles coûts de fonctionnement.*
Commission des comptes de la sécurité sociale	Articles L. 114-1 et D. 114-1 et suivants du code de la sécurité sociale	67	40	40	35	2	2	2	
Commission consultative relative aux régimes de sécurité sociale des ministres des cultes et membres des congrégations religieuses	Articles L. 382-15 et L. 382-19 et R. 382-56 et suivants du code de la sécurité sociale	11	0	0	0	0	0	0	*Des travaux sont prévus notamment sur la place du noviciat comme critère d'affiliation.*
Comité de pilotage et comité de suivi du programme relatif à la nutrition et à la santé (2011-2015) et du plan « Obésité » (2010-2013)	Décret n° 2012-531 du 19 avril 2012 relatif à l'organisation et au fonctionnement du comité de pilotage et du comité de suivi du programme national relatif à la nutrition et à la santé (2011-2015) et du plan "Obésité" (2010-2013)	26	-	-	0	-	-	6	

Instance	Texte institutif	Nombres de membres	Coût de fonctionnement (en milliers d'€)			Nombre de réunions			Justification de l'évolution des coûts de fonctionnement / Observations
			2010	2011	2012	2010	2011	2012	
6. Affaires sociales et santé									
Comité national de suivi du développement des soins palliatifs et de l'accompagnement de la fin de vie	Arrêté du 9 février 2006 relatif à la création et à la composition du Comité national de suivi du développement des soins palliatifs et de l'accompagnement de la fin de vie	30	0	0	0	2	2	2	
Comité technique plomb	Arrêté du 23 janvier 2003 portant création d'un comité technique plomb	25	0	0,5	0	0	1	0	*Le CTP ne s'est pas réuni en 2012 faute de disponibilité des résultats de l'étude de prévalence du saturnisme infantile, menée par l'InVS.*
Commission de suivi des programmes de prévention des infections associées aux soins en établissements de santé et en secteur des soins de ville	Arrêté du 14 juin 2011 relatif à la commission de suivi des programmes de prévention des infections associées aux soins en établissements de santé et en secteur des soins de ville	20	0	0,16	0,12	0	1	5	
Commission nationale des accidents médicaux	Articles L. 1142-10 , L. 1142-11 et R. 1142-24 et suivants du code de la santé publique	50	23	25	26,5	10	11	11 et 1 colloque	*Légère augmentation de la dépense due au renouvellement des experts et à la tenue du colloque du 21/11/12, sur les experts en accidents médicaux.*
Conseil de modération et de prévention	Loi n° 2006-11 du 5 janvier 2006 d'orientation agricole (article 69) Décret n° 2006-159 du 14 février 2006 portant création du Conseil de modération et de prévention	33	n.c	0	0	4	3	1	*Suppression décidée par le CIMAP du 17 juillet 2013.*
Conseil national du syndrome immunodéficitaire acquis	Articles D. 3121-1 et suivants du code de la santé publique	24	40	31	31	60	60	60	
Groupe d'appui technique sur les pratiques non conventionnelles à visée thérapeutique	Arrêté du 3 février 2009 portant création d'un groupe d'appui technique sur les pratiques non conventionnelles à visée thérapeutique - modifié par arrêté du 3 avril 2013	15	0,04	0	0	2	1	1	
Groupe de travail national amiante et fibres	Décret n° 2013-761 du 21 août 2013 portant renouvellement du groupe de travail national « amiante et fibres »	23	3	3	0	7 dont 4 plénières	4	0	

Instance	Texte institutif	Nombres de membres	Coût de fonctionnement (en milliers d'€)			Nombre de réunions			Justification de l'évolution des coûts de fonctionnement / Observations
			2010	2011	2012	2010	2011	2012	
6. Affaires sociales et santé									
Groupe d'experts et groupes de travail du rapport d'experts sur la prise en charge médicale des personnes infectées par le virus de l'immunodéficience humaine	Arrêté du 29 octobre 2009 relatif au groupe d'experts sur la prise en charge médicale des personnes infectées par le virus de l'immunodéficience humaine (VIH)	22	68,3	5	2	9	4	2	*Mission arrivée à échéance en avril 2012.* *Suppression décidée par le CIMAP du 17 juillet 2013.*
Commission nationale d'agrément des associations représentant les usagers dans les instances hospitalières ou de santé publique	Articles L. 1114-1 et R. 1114-5 à R. 1114-8 du code de la santé publique	14	1,5	2,5	3	6	10	11	*La phase d'examen des demandes de renouvellement d'agrément, qui se sont ajoutées à l'examen de nouvelles demandes d'agrément, s'est poursuivie en 2012.*
Conseil de l'hospitalisation	Articles L. 162-21-2 et R. 162-21 et suivants du code de la sécurité sociale Arrêté du 7 mai 2007 pris en application de l'article L. 162-21-2 du code de la sécurité sociale et fixant la composition et les modalités de fonctionnement du conseil de l'hospitalisation	9	0	0	0	4	11	13	
Conseil national de l'urgence hospitalière	Décret n° 2012-1138 du 9 octobre 2012 relatif au Conseil national de l'urgence hospitalière - arrêté du 12 octobre 2012 fixant la composition du Conseil national de l'urgence hospitalière	50	n.c	n.c	0	1	3	3	
Observatoire économique de l'hospitalisation publique et privée	Articles L. 162-21-3 et D. 162-17 du code de la sécurité sociale	15	0	0	0	5	5	2	
Commission chargée de donner un avis sur les conditions de délivrance du brevet professionnel de préparateur en pharmacie	Articles L. 4241-5 et D. 4241-20 et suivants du code de la santé publique	22	0	0	0	1	1	2	
Commission chargée de donner un avis sur l'usage du titre de chiropracteur	Décret n° 2011-32 du 7 janvier 2011 relatif aux actes et aux conditions d'exercice de la chiropraxie (articles 6, 13 et 17)	-	-	-	0,8	-	-	5	*La commission a été mise en place en 2012.*

Instance	Texte institutif	Nombres de membres	Coût de fonctionnement (en milliers d'€)			Nombre de réunions			Justification de l'évolution des coûts de fonctionnement / Observations
			2010	2011	2012	2010	2011	2012	
6. Affaires sociales et santé									
Commission chargée d'émettre un avis sur les qualifications professionnelles des personnes spécialisées en radiophysique médicale titulaires d'un diplôme délivré hors de France	Décret n° 2009-742 du 19 juin 2009 instituant la commission chargée d'émettre un avis sur les qualifications professionnelles des personnes spécialisées en radiophysique médicale titulaires d'un diplôme délivré hors de France	12	0	0	0	2	2	1	
Commission des conseillers en génétique	Articles L. 1132-3, L. 1132-5, R. 1132-1, R. 1132-2, R. 1132-4-1 et R. 1132-4-2 du code de la santé publique	6	-	-	0	-	0	0	
Commissions de qualification des phamaciens en biologie médicale	Décret n° 2010-1208 du 12 octobre 2010 relatif aux conditions de délivrance d'une qualification en biologie médicale par l'ordre des pharmaciens ; Arrêté du 1er mars 2012 relatif à la composition des commissions de qualification et à la procèdure de qualification des pharmaciens en biologie médicale	11	-	-	0	-	-	0	*La première réunion de la commission a été organisée par l'ordre des pharmaciens en janvier 2013.*
Observatoire national de la démographie des professions de santé	Décret n° 2010-804 du 13 juillet 2010 relatif aux missions de l'Observatoire national de la démographie des professions de santé	15	18,9	n.c	27,593	19	15	16	
Commission scientifique indépendante des chirurgiens-dentistes	Articles L. 4143-2 et D. 4143-16 et suivants du code de la santé publique (créés par le décret n° 2012-28 du 9 janvier 2012 relatif à la commission scientifique indépendante des chirurgiens-dentistes)	12	-	-	10,3	-	-	3	
Commission scientifique indépendante des médecins	Articles L. 4133-2 et D. 4133-16 et suivants du code de la santé publique (créés par le décret n° 2012-26 du 9 janvier 2012 relatif à la commission scientifique indépendante des médecins)	28	-	-	0	-	-	-	

Instance	Texte institutif	Nombres de membres	Coût de fonctionnement (en milliers d'€)			Nombre de réunions			Justification de l'évolution des coûts de fonctionnement / Observations
			2010	2011	2012	2010	2011	2012	
6. Affaires sociales et santé									
Commission scientifique indépendante des pharmaciens	Articles L. 4236-2 et D. 4236-16 et suivants du code de la santé publique (créés par le décret n° 2012-29 du 9 janvier 2012 relatif à la commission scientifique indépendante des pharmaciens)	21	-	-	18,2	-	-	4	
Commission scientifique indépendante des sages-femmes	Articles L. 4152-2 et D. 4153-16 et suivants du code de la santé publique (créés par le décret n° 2012-27 du 9 janvier 2012 relatif à la commission scientifique indépendante des sages-femmes)	14	-	-	6,7	-	-	3	
Commission nationale relative aux professions de prothésiste et orthésiste pour l'appareillage des personnes handicapées	Article D. 4364-10-1 du code de la santé publique. Arrêté du 1er février 2011 relatif aux professions de prothésiste et orthésiste pour l'appareillage des personnes handicapées (articles 8 à 12)	6	-	-	0,9	-	-	6	
Commission nationale d'agrément des établissements de formation en ostéopathie	Décret n° 2007-437 du 25 mars 2007 relatif à la formation des ostéopathes et à l'agrément des établissements de formation Arrêté du 30 avril 2007 relatif à la composition et au fonctionnement de la Commission nationale d'agrément des établissements dispensant une formation en ostéopathie	9	1,9	1	0	4	2	1	*La commission a pris fin à échéance des cinq ans, le 20 juin 2012 et n'a pas été renouvelée. Sa composition et son rôle seront redéfinis dans le cadre de la réforme en cours sur le dispositif d'agrément des établissements de formation en ostéopathie, réforme engagée en avril 2013 avec les représentants des ostéopathes.*
Commission nationale de l'internat et du post-internat	Décret n° 2009-272 du 9 mars 2009 relatif à la Commission nationale de l'internat et du post-internat	26	10	1,8	0,165	22	4	1	*Commission arrivée à échéance en mars 2013.*

Instance	Texte institutif	Nombres de membres	Coût de fonctionnement (en milliers d'€)			Nombre de réunions			Justification de l'évolution des coûts de fonctionnement / Observations
			2010	2011	2012	2010	2011	2012	
6. Affaires sociales et santé									
Commission nationale des formations aux soins d'urgence en situation sanitaire normale et exceptionnelle et aux centres d'enseignement des soins d'urgence (CESU)	Décret n° 2012-565 du 24 avril 2012 relatif à la Commission nationale des formations aux soins d'urgence en situation sanitaire normale et exceptionnelle et aux centres d'enseignement des soins d'urgence - Arrêté du 24 avril 2012 relatif à la Commission nationale des formations aux soins d'urgence en situation sanitaire normale et exceptionnelle et aux centres d'enseignement des soins d'urgence (CESU)	15	0,5	0,5	0,3	3	3	1	
Commission nationale d'agrément des conventions collectives (établissements et services sociaux et médico-sociaux à but non lucratif)	Articles L. 314-6, R. 314-197 et R. 314-198 du code de l'action sociale et des familles	14	4,5	0,701	0,9	24	15	20	
Commission professionnelle consultative du travail social et de l'intervention sociale	Arrêté du 11 septembre 2002 relatif à la création d'une commission professionnelle consultative du travail social et de l'intervention sociale	40	0,701	0,1455 (réunions plénières + réunions des groupes de travail)	0,27 (réunions plénières + réunions des groupes de travail)	Plénières : 2 Réunions de groupes de travail : 5	Plénières : 3 Réunions de groupes de travail : 5	Plénières : 2 Réunions de groupes de travail 17	*Fusion avec la Commission professionnelle consultative des métiers du sport et de l'animation décidée par le CIMAP du 17 juillet 2013.*
Commission nationale consultative des gens du voyage	Décret n° 2003-1120 du 24 novembre 2003 relatif à la Commission nationale consultative des gens du voyage	40	0,6	1,4	0,6	2	3	1	
Conseil technique des clubs et équipes de prévention spécialisée	Arrêté du 11 mars 1986 relatif au conseil technique des clubs et équipes de prévention spécialisée	24	6,879	0	0	12	0	0	
Commission du contrôle de qualité des analyses de biologie médicale	Articles D. 6213-12 et suivants du code de la santé publique	38	0	0	0	0	0	0	*A la suite de la réforme de la biologie médicale, suppression décidée par le CIMAP du 2 avril 2013.*
Comité de pilotage des régimes de retraite	Articles L. 114-4-2, L. 114-4-3 et D. 114-4-0-14 à D. 114-4-0-16 du code de la sécurité sociale	49	-	0,3	0	-	1	0	

Instance	Texte institutif	Nombres de membres	Coût de fonctionnement (en milliers d'€)			Nombre de réunions			Justification de l'évolution des coûts de fonctionnement / Observations
			2010	2011	2012	2010	2011	2012	
6. Affaires sociales et santé									
Comité de normalisation des données sociales déclaratives et de leurs échanges	Articles R. 133-10 à R. 133-12 du code de sécurité sociale Décret n° 2012-494 du 16 avril 2012 relatif au comité de normalisation des données sociales déclaratives et de leurs échanges	31	-	-	0	-	-	4	
Commission nationale des sportifs de haut niveau	Articles D.4381-89 et D.4381-90 du code de la santé publique	12	0	0	0		1	1	*Les membres de la commission exercent à titre gratuit. La commission se réunit chaque année pour l'établissement de la liste des sportifs de haut niveau dispensés d'épreuve pour l'admission dans les instituts de formation en masso-kinésithérapie, en pédicurie-podologie, en ergothérapie et en psychomotricité.*
Conseil supérieur de la mutualité	Article L.411-1 à L.411-3 et articles R.411-1 à R.411-3 du code de la mutualité	31	n.c	n.c	n.c	8	7	11	*Les coûts de fonctionnement se limitent aux remboursements des frais de déplacements de quelques membres. Les montants sont limités.*
Observatoire national du suicide	Décret n°2013-809 du 9 septembre 2013 portant créationde l'observatoire national du suicide	54	-	-	-	-	-	-	

Instance	Texte institutif	Nombres de membres	Coût de fonctionnement (en milliers d'€)			Nombre de réunions			Justification de l'évolution des coûts de fonctionnement / Observations
			2010	2011	2012	2010	2011	2012	
6.1. Personnes âgées et autonomie									
Comité de pilotage de l'observatoire national de la fin de vie	Décret n° 2010-158 du 19 février 2010 portant création de l'Observatoire national de la fin de vie	15	0	0-	0	2	3	2	
Comité national pour la bientraitance et les droits des personnes âgées et des personnes handicapées	Décret n° 2013-7 du 7 janvier 2013 portant création du Comité national pour la bientraitance et les droits des personnes âgées et des personnes handicapées	70	-	-	-	-	-	-	*Anciennement Comité national de vigilance et de lutte contre la maltraitance des personnes âgées et des adultes handicapées.*
Comité national des retraités et des personnes âgées	Articles D. 149-1 et suivants du code de l'action sociale et des familles	64	17,7	23,5	21,6	38	51	40	

Instance	Texte institutif	Nombres de membres	Coût de fonctionnement (en milliers d'€)			Nombre de réunions			Justification de l'évolution des coûts de fonctionnement / Observations
			2010	2011	2012	2010	2011	2012	
6.2. Famille									
Haut conseil de la famille	Articles D. 141-1 et suivants du code de l'action sociale et des familles (codifié par le décret n°2008-1112 du 30 octobre 2008 et modifié par le décret n°2013-115 du 4 février 2013 relatif au Haut conseil de la famille)	52	5,7	5,9	4,7	11	15	8	
Conseil supérieur de l'adoption	Articles L. 148-1et D. 148-1 et suivants du code de l'action sociale et des familles	30	3,7	1,353	1,696	5	2 réunions plénières + 3 réunions groupes de travail	1 réunion plénière et 3 groupes de travail	*L'instance était en cours de renouvellement en 2012 et ne s'est réunie qu'à la fin de l'année.*
Comité national de soutien à la parentalité	Articles D. 141-9 et suivants du code de l'action sociale et des familles Arrêté du 6 décembre 2010 portant désignation des associations membres du Comité national de soutien à la parentalité	35	0	0	0	1	14 (dont 1plénière, 2 restreintes et 11 groupes de travail	14 (dont 1plénière, 2 restreintes et 11 groupe de travail°	
Comité scientifique du site 'Intervention précoce, soutien à la parentalité'	Arrêté du 6 mai 2008 modifié par l'arrêté du 10 décembre 2008	16	5,7	1,1	2,7	5	3	3	*Les besoins de remboursement de frais de déplacement ont été plus importants en 2012 qu'en 2011.*
Commission nationale de la naissance et de la santé de l'enfant	Décret n° 2009-1216 du 9 octobre 2009 relatif à la création et aux missions de la Commission nationale de la naissance modifié par le décret n°2010-1407 du 12 novembre 2010. Arrêté du 13 mars 2011 relatif à la composition et au secrétariat de la Commission nationale de la naissance et de la santé de l'enfant	69	0,6	6,85	3,37	1	3	3	
Conseil supérieur de l'information sexuelle, de la régulation des naissances et de l'éducation familiale	Articles L. 2312-2 à L 2312-5 et R. 2312-1 et suivants du code de la santé publique	62	0	1,7	0,624	8	9 (1 plénière; 8 groupes de travail)	4	*Suppression décidée par le CIMAP du 17 juillet 2013*
Conseil national pour l'accès aux origines personnelles	Articles L. 147-1 et suivants et R. 147-1 et suivants du code de l'action sociale et des familles	17	2,4	6,3	4,1	4 plénières 2 journées de formation	4 plénières 2 journées de formation	4 plénières 2 journées de formation	

Instance	Texte institutif	Nombres de membres	Coût de fonctionnement (en milliers d'€)			Nombre de réunions			Justification de l'évolution des coûts de fonctionnement / Observations
			2010	2011	2012	2010	2011	2012	
6.3. Personnes handicapées et lutte contre l'exclusion									
Comité consultatif national de l'enseignement des jeunes sourds	Arrêté du 20 août 1987 instituant un comité consultatif national de l'enseignement des jeunes sourds	16	1,33	1,8	1,4	4	6	4	
Comité national de pilotage du centre national de relais chargé de la réception et de l'orientation des appels d'urgence des personnes déficientes auditives	Article D. 98-8-4 du code des postes et des communications électroniques Arrêté du 1er février 2010 relatif à la composition du Comité national de pilotage du centre national de relais chargé de la réception et de l'orientation des appels d'urgence des personnes déficientes auditives	21	8,5	8	2,35	10	8	3	
Commission permanente chargée de la normalisation du braille français	Arrêté du 20 février 1996 créant une commission permanente chargée de la normalisation du braille français	18	0	0	0	0	2	0	*Avant le renouvellement des membres intervenu début 2013, le fonctionnement de la CEBF a été interrompu.*
Conseil national consultatif des personnes handicapées	Articles L. 146-1 et D. 146-1 et suivants du code de l'action sociale et des familles Arrêté du 5 octobre 2009 fixant la liste des associations ou organismes représentés au Conseil national consultatif des personnes handicapées	76	34,6	45,7	30,2	12	15	10	*Seuls les comités pléniers sont comptabilisés dans le nombre des réunions de l'instance.*
Observatoire interministériel de l'accessibilité et de la conception universelle	Décret n° 2010-124 du 9 février 2010 portant création de l'observatoire interministériel de l'accessibilité et de la conception universelle	57	4,76	2,8	2,1	52 réunions (4 plénières et 48 réunions de GT)	52 réunions (4 plénières et 48 réunions de GT)	27 réunions (3 plénières et 24 réunions de GT	
Observatoire national de la formation, de la recherche et de l'innovation sur le handicap	Articles L. 114-3-1 et D. 114-4 et suivants du code de l'action sociale et des familles (créés par le décret n° 2006-1331 du 31 octobre 2006)	53	22	nc	0	26	2 réunions de groupes de travail, 1 réunion du conseil d'orientation	0	

Instance	Texte institutif	Nombres de membres	Coût de fonctionnement (en milliers d'€)			Nombre de réunions			Justification de l'évolution des coûts de fonctionnement / Observations
			2010	2011	2012	2010	2011	2012	
6.3. Personnes handicapées et lutte contre l'exclusion									
Conseil national des politiques de lutte contre la pauvreté et l'exclusion sociale	Articles L. 143-1, R. 143-1 et suivants et D. 143-6 à D. 143-8 du code de l'action sociale et des familles	54	1,671	4,981	0,956	9	10 réunions plénières + 20 réunions des groupes de travail	12	
Observatoire national de la pauvreté et de l'exclusion sociale	Articles L. 144-1 et R. 144-1 à R. 144-4 du code de l'action sociale et des familles	24	211,147	323,602	387,826	5 réunions plénières / 5 réunions de groues de travail	10 réunions plenières /19 réunion de groupe de travail	10 réunions plénières 22 réunions de groupe de travail	

Instance	Texte institutif	Nombres de membres	Coût de fonctionnement (en milliers d'€)			Nombre de réunions			Justification de l'évolution des coûts de fonctionnement / Observations
			2010	2011	2012	2010	2011	2012	
7. Égalité des territoires et logement									
Comité d'orientation du PUCA (Plan Urbanisme Construction Architecture)	Arrêté du 23 avril 1998 portant création du plan urbanisme construction architecture (article 2)	30	0,4	0,2	0,2	2	1	2	*Suppression décidée par le CIMAP du 17 juillet 2013.*
Conseil scientifique du PUCA (Plan Urbanisme Construction Architecture)	Arrêté interministériel du 23 avril 1998 portant création du Plan Urbanisme Construction Architecture (article 3)	10	1,5	0,6	0,6	2	2	2	
Commission nationale de l'aménagement de l'urbanisme et du foncier	Article L 3211-7 du CGPPP (article 3 de la loi n°2013-61 du 18 janvier 2013 relative à la mobilisation du foncier puiblic en faveur du logement et au renforcement des obligations de production de logement social) et article R 3211-17-4 du CGPPP (décret n°2013-315 du 15 avril 2013)	22	n.c	n.c	n.c	n.c	n.c	n.c	
Conseil national de l'habitat	Articles R.* 361-1 et suivants du code de la construction et de l'habitation	74	6,5	3,7	1,212	7	6	3	
Commission nationale de concertation	Loi n° 86-1290 du 23 décembre 1986 tendant à favoriser l'investissement locatif, l'accession à la propriété de logements sociaux et le développement de l'offre foncière (article 41) Décret n° 88-274 du 18 mars 1988 portant application de l'article 41 de la loi n° 86-1290 du 23 décembre 1986 tendant à favoriser l'investissement locatif, l'accession à la propriété de logements sociaux et le développement de l'offre foncière et relatif à la Commission nationale de concertation	21	0	0	0	7	2	3	

Instance	Texte institutif	Nombres de membres	Coût de fonctionnement (en milliers d'€)			Nombre de réunions			Justification de l'évolution des coûts de fonctionnement / Observations
			2010	2011	2012	2010	2011	2012	
7. Égalité des territoires et logement									
Conseil supérieur des habitations à loyer modéré	Articles L. 461-2, R*.461-1 et R. 461-2 et suivants du code de la construction et de l'habitation	11	0	0	0	4	6	6	
Commission chargée de l'examen du respect des obligations de réalisation de logements sociaux (commission nationale)	Articles L. 302-9-1-1 et R. 302-26 du code de la construction et de l'habitation	13	-	0	0	0	0	1	
Commission des suites de la mission interministérielle d'inspection du logement social	Décret n° 93-236 du 22 février 1993 portant création de la mission interministérielle d'inspection du logement social (articles 8 et 9)	4	0	0	0	10	10	11	*Suppression décidée par le CIMAP du 17 juillet 2013.*
Haut comité pour le logement des personnes défavorisées	Décret n° 92-1339 du 22 décembre 1992 portant création d'un Haut Comité pour le logement des personnes défavorisées	14	198	244	213	8	9	9	
Comité de suivi de la mise en oeuvre du droit au logement opposable	Loi n° 2007-290 du 5 mars 2007 instituant le droit au logement opposable et portant diverses mesures en faveur de la cohésion sociale (article 13) Décret n° 2007-295 du 5 mars 2007 instituant le comité de suivi de la mise en oeuvre du droit au logement opposable	101	0	0	0	4	4	5	
Commission des comptes du logement	Décret n° 2010-1302 du 29 octobre 2010 relatif aux missions et aux modalités de fonctionnement de la commission des comptes du logement	34	1	1	1	5	6	5	

Instance	Texte institutif	Nombres de membres	Coût de fonctionnement (en milliers d'€)			Nombre de réunions			Justification de l'évolution des coûts de fonctionnement / Observations
			2010	2011	2012	2010	2011	2012	
7. Égalité des territoires et logement									
Commission interministérielle des aides à la localisation des activités	Décret n° 2007-809 du 11 mai 2007 relatif à la prime d'aménagement du territoire pour l'industrie et les services (article 8) Décret n° 2007-1029 du 15 juin 2007 relatif à la prime d'aménagement du territoire pour la recherche, le développement et l'innovation (article 10) Arrêté du 3 mars 2010 fixant la composition et les règles de fonctionnement de la commission interministérielle des aides à la localisation des activités, les modalités de constitution et de dépôt des dossiers de demande de prime d'aménagement du territoire, les modalités de notification des décisions, la liste des sections de la nomenclature d'activités ou de produits éligibles à la prime et la date limite de dépôt des demandes de la prime	9	146,4	151,7	165,2	6	4	6	*L'augmentation des coûts en 2012 est due à l'arrivée en cours d'année d'un chargé de mission venu renforcer le secrétariat général, jusque-là composé du secrétaire général et de son assistante.*
Observatoire des territoires	Décret n° 2011-887 du 26 juillet 2011 portant renouvellement de l'Observatoire des territoires	22	35,7	12	45,8	2	1	2	*Les coûts de 2012 tiennent compte de la seconde phase de la refonte du site Internet de l'Observatoire des territoires.*
Commission nationale de présélection des pôles d'excellence rurale	Décret n° 2006-429 du 12 avril 2006 relatif aux pôles d'excellence rurale	36	-	-	0	1	1	0	
Conférence de la ruralité	Loi n° 2005-157 du 23 février 2005 relative au développement des territoires ruraux (article 1er) Décret n° 2005-1424 du 17 novembre 2005 relatif à la composition et au fonctionnement de la conférence de la ruralité	52	0	n.c	n.c	0	0	n.c	

Instance	Texte institutif	Nombres de membres	Coût de fonctionnement (en milliers d'€)			Nombre de réunions			Justification de l'évolution des coûts de fonctionnement / Observations
			2010	2011	2012	2010	2011	2012	
7. Égalité des territoires et logement									
Commission d'agrément des contrôleurs techniques de la construction	Articles R.* 111-29 et R.* 111-34 du code de la construction et de l'habitation.	14	2,9	2,6	4,9	7	5	5	*L'arrêté du 30 octobre 2012 fixant le montant et les conditions d'attribution des vacations susceptibles d'être allouées aux rapporteurs de la commission a modifié le montant des vacations.*
Commission de reconnaissance de qualification pour l'exercice de la profession de géomètre-expert	Décret n° 96-478 du 31 mai 1996 portant règlement de la profession de géomètre expert et code des devoirs professionnels	13	0	0	0	3	2	3	

Instance	Texte institutif	Nombres de membres	Coût de fonctionnement (en milliers d'€)			Nombre de réunions			Justification de l'évolution des coûts de fonctionnement / Observations
			2010	2011	2012	2010	2011	2012	
7.1. Ville									
Conseil national des villes	Décret n° 2009-539 du 14 mai 2009 relatif aux instances en charge de la politique de la ville	55	95	95	81	8	45	49	
Commission du programme national de requalification des quartiers anciens dégradés	Décret n° 2009-720 du 17 juin 2009 relatif à la commission du programme national de requalification des quartiers anciens dégradés	20	0	0	0	0	0	0	*Suppression décidée par le CIMAP du 17 juillet 2013.*
Observatoire national des zones urbaines sensibles	Loi n° 2003-710 du 1 août 2003 d'orientation et de programmation pour la ville et la rénovation urbaine (article 3) Décret n° 2011-628 du 1er juin 2011 relatif à l'Observatoire national des zones urbaines sensibles	40	2600	2470	1873	3	6	9	*Les sommes indiquées au titre des coûts de fonctionnement correspondent aux crédits d'études et d'expérimentation du secrétariat général du comité interministériel des villes financé sur le programme 147 « Politique de la ville ».*

Instance	Texte institutif	Nombres de membres	Coût de fonctionnement (en milliers d'€)			Nombre de réunions			Justification de l'évolution des coûts de fonctionnement / Observations
			2010	2011	2012	2010	2011	2012	
8. Intérieur									
Commission pour la désignation des agents des services fiscaux des catégories A et B habilités à effectuer des enquêtes judiciaires (DGPN)	Article 28-2 et R. 15-33-29-5 et suivants du code de procédure pénale	9	0	0	0	0	0	0	*Créée par la loi n°2009-1674 du 30 décembre 2009.* *Cette commission n'a vocation à se réunir que lorsque la DGFIP souhaite renouveler les fonctionnaires affectés à la brigade nationale de répression de la délinquance fiscale (ou en augmenter le nombre).*
Commission compétente pour l'attribution de la qualité d'officier de police judiciaire aux militaires de la gendarmerie (DGGN)	Articles 16 et R. 8 du code de procédure pénale	21	n.c	18	n.c	n.c	2	n.c	*Fusion avec la Commission dont l'avis est requis pour la désignation des gendarmes ayant qualité d'officier de police judiciaire décidée par le CIMAP du 17 juillet 2013.*
Commission pour la désignation des officiers de police judiciaire	Articles 16 à 16-3 du code de procédure pénale – articles R 3 et R 4 du code de procèdure pénale	12	n.c	n.c	n.c	n.c	n.c	n.c	*Fusion avec la Commission compétente pour l'attribution de la qualité d'officier de police judiciaire aux militaires de la gendarmerie décidée par le CIMAP du 17 juillet 2013.*
Groupe de travail sur l'amélioration du contrôle et de l'organisation des bases de données de police (DGPN)	Arrêté du 20 octobre 2009 portant création d'un groupe de travail sur l'amélioration du contrôle et de l'organisation des bases de données de police	30	0	0	0	5	4	1	
Commission nationale de la vidéoprotection (DLPAJ)	Loi n° 2011-267 du 14 mars 2011 d'orientation et de programmation pour la performance de la sécurité intérieure Décret n° 2011-877 du 25 juillet 2011 relatif à la Commission nationale de la vidéoprotection	20	-	-	n.c	-	-	n.c	*Suppression décidée par le CIMAP du 17 juillet 2013.*
Commission d'homologation des systèmes de signalétique (prévention et répression des infractions sexuelles) (DLPAJ)	Décret n°2008-601 du 24 juin 2008	10	n.c	n.c	n.c	n.c	n.c	n.c	*Suppression décidée par le CIMAP du 17 juillet 2013.*

Instance	Texte institutif	Nombres de membres	Coût de fonctionnement (en milliers d'€)			Nombre de réunions			Justification de l'évolution des coûts de fonctionnement / Observations
			2010	2011	2012	2010	2011	2012	
8. Intérieur									
Commission nationale consultative de la sécurité des transports de fonds (DLPAJ)	Décret n° 2012-1109 du 1er octobre 2012 relatif à la protection des transports de fonds modifiant le décret n°2000-736 - arrêté du 22 novembre 2012 relatif à la composition de la commission consultative de la sécurité des transports de fonds	41	-	-	0	-	-	0	*La première réunion s'est tenue en 2013.*
Comité de pilotage de la formation de la gendarmerie nationale (DGGN)	Arrêté du 20 août 2009 portant création du comité de pilotage de la formation de la gendarmerie nationale	7	0	0	n.c	0	1	n.c	
Conseil national des sapeurs-pompiers volontaires (DGSCGC)	Loi n° 2011-851 du 20 juillet 2011 relative à l'engagement des sapeurs-pompiers volontaires et à son cadre juridique (article 23) Décret n° 2012-154 du 30 janvier 2012 relatif au Conseil national des sapeurs-pompiers volontaires	19	-	-	-	-	-	-	*Installé en 2013.*
Commission spécialisée nationale chargée de la mise en oeuvre de la reconnaissance, de la validation et des équivalences des formations et expériences des sapeurs-pompiers volontaires (DGSCGC)	Loi n° 2011-851 du 20 juillet 2011 relative à l'engagement des sapeurs-pompiers volontaires et à son cadre juridique (article 21)	-	-	-	-	-	-	-	*Elaboration du décret relatif à cette commission en attente de la stabilisation du système de formation.*
Conférence nationale des services d'incendie et de secours (DGSCGC)	Loi n° 2004-811 du 13 août 2004 de modernisation de la sécurité civile (article 44) Décret n° 2004-1156 du 29 octobre 2004 relatif à la composition et au fonctionnement de la Conférence nationale des services d'incendie et de secours	35	3,2	1,9	7,8	2	1	6	*3 réunions plénières et 3 réunions du bureau se sont tenues en 2012. Le coût de ces réunions varie en fonction de leur durée et des demandes de remboursement présentées par les participants.*
Comité d'étude et de classification des matériaux et éléments de construction par rapport au danger d'incendie (DGSCGC)	Article R. 121-6 du code de la construction et de l'habitation Arrêté du 22 décembre 1949 portant création d'un comité d'étude et de classification des matériaux et éléments de construction par rapport au danger d'incendie	13	0	0	0	4	4	4	

Instance	Texte institutif	Nombres de membres	Coût de fonctionnement (en milliers d'€)			Nombre de réunions			Justification de l'évolution des coûts de fonctionnement / Observations
			2010	2011	2012	2010	2011	2012	
8. Intérieur									
Observatoire national du secourisme (DGSGC)	Décret n° 97-48 du 20 janvier 1997 portant diverses mesures relatives au secourisme	17	4	2.63	1.75	25	35	15	
Conseil National de Sécurité Civile (DGSCGC)	Loi n°2004-811 du 13 août 2004 de modernisation de la sécurité civile Décret n°2005-99 du 8 février 2005 portant création du conseil national de sécurité civile	55	n.c	n.c	n.c	n.c	0	0	
Commission de l'information et de la sécurité du conseil supérieur des sports de montagne (DGSCGC)	Articles A. 142-15 et suivants du code du sport	57	0,6	0,6	0	2	2	0	
Commission nationale consultative de prévention des violences lors des manifestations sportives (DLPAJ)	Articles L. 332-18 et R. 332-10 et suivants du code du sport	8	0	0	0	1	1	0	
Conseil supérieur de l'éducation routière (DSCR)	Articles D. 214-1 et suivants du code de la route	28	0	0		4	1		
Conseil national de la sécurité routière (DSCR)	Décret n° 2001-784 du 28 août 2001 portant création du Conseil national de la sécurité routière et modifiant le décret n° 75-360 du 15 mai 1975 relatif au comité interministériel de la sécurité routière	53	1	0		0	0		
Commission nationale d'examen des circuits de vitesse (SDCSR)	Articles R. 331-35 à R. 331-44 du code du sport	8 membres titulaires et 8 suppléants	0	0,7	0,7	17	16	14	
Commission de recours contre les décisions de refus de visa d'entrée en France	Articles 211-5 et suivants du code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile Arrêté du 4 décembre 2009 relatif aux modalités de fonctionnement de la commission de recours contre les décisions de refus de visa d'entrée en France	5 membres titulaires et 10 membres suppléants	18,9	22,5	19,2	45	50	50	*Depuis le décret n° 2008-224 du 6 mars 2008 la CRRV n'est plus placée auprès du seul MAEE mais conjointement auprès du ministre chargé de l'immigration et du ministre des affaires étrangères.Par ailleurs, en application d'un arrêté interministériel du 4 décembre 2009, son secrétariat "est assuré par les services du ministère chargé de l'immigration (la sous-direction des visas de la direction de l'immigration)" soit par le ministère de l'Intérieur.*

Instance	Texte institutif	Nombres de membres	Coût de fonctionnement (en milliers d'€)			Nombre de réunions			Justification de l'évolution des coûts de fonctionnement / Observations
			2010	2011	2012	2010	2011	2012	
8. Intérieur									
Haut conseil à l'intégration (SGII)	Décret n° 89-912 du 19 décembre 1989 portant création d'un Haut Conseil à l'intégration	20	38,644	60,66	78,31	103	98	95	*le HCI a eu des dépenses supplémentaires en 2012 liées à la publication de 2 rapports particuliers sur la laïcité et l'organisation d'un séminaire au CNAM avec le ministre de l'éducation nationale*
Commission de labellisation (label diversité) (SGII)	Décret n° 2008-1344 du 17 décembre 2008 relatif à la création d'un label en matière de promotion de la diversité et de prévention des discriminations dans le cadre de la gestion des ressources humaines et à la mise en place d'une commission de labellisation	20	0	0	0	5	5	7	
Commission de labellisation (label Français langue d'intégration) (SGII)	Décret n° 2011-1266 du 11 octobre 2011 relatif à la création d'un label qualité intitulé « Français langue d'intégration »	10	-	0	0	-	0	8	
Commission interministérielle pour le logement des populations immigrées	Arrêté du 9 juin 1998 relatif à la commission interministérielle pour le logement des populations immigrées	6	0	0	0	4	4	4	
Commission nationale de l'admission exceptionnelle au séjour (SGII)	Article R. 313-33 et R. 313-34 du code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile	11	0	0	0	0	0	0	*Suppression décidée par le CIMAP du 17 juillet 2013.*
Commission nationale des compétences et des talents (carte de séjour) (SGII)	R 315-1 et suivants du code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile	17	0	0	0	1	0	0	*Suppression décidée par le CIMAP du 17 juillet 2013.*
Conseil supérieur de la fonction publique territoriale (DGCL)	Loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale (articles 8 et suivants) Décret n° 84-346 du 10 mai 1984 relatif au Conseil supérieur de la fonction publique territoriale	40	68,848	66,410	n.c	49	44	n.c	

Instance	Texte institutif	Nombres de membres	Coût de fonctionnement (en milliers d'€)			Nombre de réunions			Justification de l'évolution des coûts de fonctionnement / Observations
			2010	2011	2012	2010	2011	2012	
8. Intérieur									
Commission d'assimilation des diplômes européens (fonction publique territoriale) (DGCL)	Décret n° 2007-196 du 13 février 2007 relatif aux équivalences de diplômes requises pour se présenter aux concours d'accès aux corps et cadres d'emplois de la fonction publique (articles 15 et 16) (a abrogé, par son article 24, le décret n° 94-743 du 30 août 1994, précédemment applicable à la fonction publique territoriale)	7	0	0	n.c	1	4	n.c	
Conseil national de la formation des élus locaux (DGCL)	Articles L. 1221-1 et R. 1221-1 et suivants du code général des collectivités territoriales	24	9,903	7,25	n.c	6 (1 réunion d'installation en plus)	5	n.c	
Commission nationale de conciliation (transfert de compétences) (DGCL)	Loi n° 2004-809 du 13 août 2004 relative aux libertés et responsabilités locales (article 104 (IV) Décret n° 2007-1553 du 31 octobre 2007 relatif à la Commission nationale de conciliation	12	0	0	0	0	0	0	*Fusion avec la Commission nationale de conciliation (transfert aux départements des parcs de l'équipement et évolution de la situation des ouvriers de l'Etat) décidée par le CIMAP du 17 juillet 2013.*
Commission nationale de conciliation (transfert aux départements des parcs de l'équipement et évolution de la situation des ouvriers de l'Etat) (DGCL)	Loi n° 2009-1291 du 26 octobre 2009 relative au transfert aux départements des parcs de l'équipement et à l'évolution de la situation des ouvriers des parcs et ateliers (article 5) Décret n° 2010-1317 du 3 novembre 2010 relatif à la Commission nationale de conciliation prévue par l'article 5 de la loi n° 2009-1291 du 26 octobre 2009 relative au transfert aux départements des parcs de l'équipement et à l'évolution de la situation des ouvriers des parcs et ateliers	9	0	0	n.c	1	0	n.c	*Fusion avec la Commission nationale de conciliation (transfert de compétences) décidée par le CIMAP du 17 juillet 2013.*

8. Intérieur

Instance	Texte institutif	Nombres de membres	Coût de fonctionnement (en milliers d'€)			Nombre de réunions			Justification de l'évolution des coûts de fonctionnement / Observations
			2010	2011	2012	2010	2011	2012	
Commission de révision du nom des communes (DGCL)	Arrêté ministériel du 13 août 1948 instituant auprès du ministère de l'Intérieur une commission de révision du nom des communes (pris en application de l'ordonnance n° 45-2604 du 2 novembre 1945 relative à la procédure de modification des circonscriptions administratives)	8	0	0	n.c	0	1	n.c	
Commission consultative des jeux de cercle et de casinos (DLPAJ)	Loi n° 2010-476 du 12 mai 2010 relative à l'ouverture à la concurrence et à la régulation du secteur des jeux d'argent et de hasard en ligne (article 3-III) Décret n° 2011-252 du 9 mars 2011 relatif au comité consultatif des jeux (articles 14 à 18)	12	-	1,5	1,5 plafonné + 2,435	7	7	7 +séance du 13/12/2011	
Conseil national des opérations funéraires (DGCL)	Articles L. 1241-1 et R. 1241-1 et suivants du code général des collectivités territoriales	29	1,448	3,494		1 séance plénière+1 groupe de travail	2 séances plénières + 1 groupe de travail		
Commission chargée de vérifier l'aptitude des personnes nommées dans le corps des sous-préfets (DMAT)	Décret n° 64-260 du 14 mars 1964 portant statut des sous-préfets	6	9,1	9,3	9,5	2	2	2	
Commission consultative des polices municipales (DLPAJ)	articles L. 514-1 et L.511-4 du code de la sécurité intérieure	24	0	1,658	3.054	0	1	1	
Commission technique consultative sur les demandes d'agrément des dispositifs de nouvelles technologies et de transports de fonds (DLPAJ)	Décret n° 2000-376 du 28 avril 2000 relatif à la protection des transports de fonds	6	0	0	0	5	4	0	

Instance	Texte institutif	Nombres de membres	Coût de fonctionnement (en milliers d'€)			Nombre de réunions			Justification de l'évolution des coûts de fonctionnement / Observations
			2010	2011	2012	2010	2011	2012	
8. Intérieur									
Commission interministérielle chargée de donner un avis sur la reconnaissance d'équivalence pour l'exercice de la profession d'enseignant de la conduite automobile et de la sécurité routière	Arrêté du 18 février 2002 instituant une commission interministérielle chargée de donner un avis sur la reconnaissance d'équivalence entre les titres, diplômes ou certificats d'enseignant de la conduite des véhicules à moteur et de la sécurité routière délivrés dans les Etats n'appartenant ni à l'Union européenne ni à l'Espace économique européen et le brevet pour l'exercice de la profession d'enseignant de la conduite automobile et de la sécurité routière	4	n.c	0	n.c	n.c	0	n.c	
Commission nationale des experts en automobile	Articles L. 326-5, R. 326-14 et D. 326-15du code de la route	13	-	0	0	-	0	0	

Instance	Texte institutif	Nombres de membres	Coût de fonctionnement (en milliers d'€)			Nombre de réunions			Justification de l'évolution des coûts de fonctionnement / Observations
			2010	2011	2012	2010	2011	2012	
9. Commerce extérieur									
Commission des garanties et du crédit au commerce extérieur	Loi n° 49-874 du 5 juillet 1949 relative à diverses dispositions d'ordre économique et financier (article 15) Décret n° 49-1077 du 4 août 1949 relatif à la composition et au fonctionnement de la commission des garanties et du crédit au commerce extérieur	10	0	0	n.c	100	100	n.c	
Commission interministérielle d'examen des candidatures aux fonctions de conseiller du commerce extérieur de la France	Décret n° 2010-663 du 17 juin 2010 portant réorganisation de l'institution des conseillers du commerce extérieur de la France (article 4)	16	0	0	0	2	2	2	

Instance	Texte institutif	Nombres de membres	Coût de fonctionnement (en milliers d'€)			Nombre de réunions			Justification de l'évolution des coûts de fonctionnement / Observations
			2010	2011	2012	2010	2011	2012	
10. Redressement productif									
Conférence nationale de l'industrie	Décret n° 2010-596 du 3 juin 2010 relatif à la conférence nationale de l'industrie	40	-	-	-	2 réunions plénières + réunions de bureau+ comités de filières	3 réunions plénières+9 réunions de bureau +339 réunions de comités stratégiques de filière	2 réunions plénières+ 13 réunions de bureau +143 réunions de comités stratégiques de filière	
Comité de mobilisation industrielle	Articles D. 1337-14 et D. 1337-17 du code de la défense	variable	-	-	-	0	0	0	*Suppression décidée par le CIMAP du 17 juillet 2013.*
Comité pour les métaux stratégiques	Décret n° 2011-100 du 24 janvier 2011 portant création du comité pour les métaux stratégiques (COMES)		-	-	-	-	2	1 réunion plénière + des réunions de groupes de travail	
Commission de classement des fonctionnaires de La Poste	Loi n° 90-568 du 2 juillet 1990 relative à l'organisation du service public de la poste et à France Télécom (article 29-5) Décret n° 2008-58 du 17 janvier 2008 pris pour l'application aux corps de fonctionnaires de l'Etat et de ses établissements publics des dispositions de l'article 29-5 de la loi n° 90-568 du 2 juillet 1990 relative à l'organisation du service public de la poste et à France Télécom	0	-	4,9	4,8	25	21	22	
Groupe interministériel des normes	Décret n° 2009-697 du 16 juin 2009 relatif à la normalisation	29	-	-	-	3 plénières 4 en GT	33012	3 plénières	
Commissions techniques spécialisées des instruments de mesure	Décret n° 2001-387 du 3 mai 2001 relatif au contrôle des instruments de mesure (articles 48 et 49-5°) ; Arrêté du 8 mars 2002	57	-	-	-	0	1	1	

Instance	Texte institutif	Nombres de membres	Coût de fonctionnement (en milliers d'€)			Nombre de réunions			Justification de l'évolution des coûts de fonctionnement / Observations
			2010	2011	2012	2010	2011	2012	
10. Redressement productif									
Commission spécialisée de terminologie et de néologie de la chimie et des matériaux	Arrêté du 5 août 1997 portant création de la commission spécialisée de terminologie et de néologie de la chimie et des matériaux	27	0	0	0	3	3	3	*Fusion avec la Commission spécialisée de terminologie et de néologie de l'automobile décidée par le CIMAP du 17 juillet 2013.*
Commission spécialisée de terminologie et de néologie de l'automobile	Arrêté du 20 octobre 1998 portant création de la commission spécialisée de terminologie et de néologie de l'automobile	30	0	0	0	4	3	4	*Fusion avec la Commission spécialisée de terminologie et de néologie de la chimie et des matériaux décidée par le CIMAP du 17 juillet 2013.*
Commission spécialisée de terminologie et de néologie de l'ingénierie nucléaire	Arrêté du 23 mai 1997 portant création de la commission spécialisée de terminologie et de néologie de l'ingénierie nucléaire	35	0	0	0	2	2	2	*Fusion avec la Commission spécialisée de terminologie et de néologie de l'économie, des finances, de l'industrie, du commerce, de l'artisanat et des services décidée par le CIMAP du 17 juillet 2013.*
Commission spécialisée de terminologie et de néologie des sciences et de l'industrie pétrolières	Arrêté du 19 janvier 1998 portant création de la commission spécialisée de terminologie et de néologie des sciences et de l'industrie pétrolières	27	0	0	n.c	3	2	n.c	
Commission spécialisée de terminologie et de néologie de l'économie numérique	Arrêté du 15 juillet 2013 portant création de la commission spécialisée de terminologie et de néologie de l'économie numérique (JO du 24 juillet 2013)		-	-	-	-	-	-	*Cette commission est issue de la fusion de la commission spécialisée de terminologie et de néologie de l'informatique et des composants électroniques et de la commission spécialisée de terminologie et de néologie des communications électroniques et des activités postales décidée par le CIMAP du 17 juillet 2013.*

Instance	Texte institutif	Nombres de membres	Coût de fonctionnement (en milliers d'€)			Nombre de réunions			Justification de l'évolution des coûts de fonctionnement / Observations
			2010	2011	2012	2010	2011	2012	
10.1. Petites et moyennes entreprises, innovation et économie numérique									
Commission supérieure du service public des postes et des communications électroniques	Articles L. 125 et D. 570 à D. 593 du code des postes et des communications électroniques	14	n.c	27,616	20,205	17	12	9	
Commission consultative des communications électroniques	Articles L. 33-4, D. 99-4 et D. 99-5 du code des postes et communications électroniques	24	-	-	-	4	4	3	
Commission interministérielle de coordination des réseaux et des services de communications électroniques pour la défense et la sécurité publique	Article R. 1334-2 du code de la défense Arrêté du 28 mai 2001 relatif à la commission interministérielle de coordination des réseaux et des services de télécommunications pour la défense et la sécurité publique	20	0	0	0	3	3	3	
Conseil national du numérique	Décret n° 2012-1400 du 13 décembre 2012 relatif au conseil national du numérique	30	-	-	-	-	-	-	
Conseil supérieur de la propriété industrielle	Articles R. 413-1 et suivants du code de la propriété intellectuelle.	21	-	-	-	0	0	0	*Le mandat des membres du CSPI, fixé par arrêté du ministre chargé de la propriété industrielle, est parvenu à expiration le 17 avril 2010.*
Conseil consultatif de gestion du corps des administrateurs des postes et télécommunications	Décret n° 94-892 du 13 octobre 1994 portant création d'un conseil consultatif de gestion du corps des administrateurs des postes et télécommunications	9	-	-	-	1	1	1	

Instance	Texte institutif	Nombres de membres	Coût de fonctionnement (en milliers d'€)			Nombre de réunions			Justification de l'évolution des coûts de fonctionnement / Observations
			2010	2011	2012	2010	2011	2012	
11. Écologie, développement durable et énergie									
Comité de suivi de l'application du règlement EMAS (système communautaire de management environnemental et d'audit)	Arrêté du 20 juin 2002 portant création du comité de suivi de l'application du règlement EMAS	17	0	0	0	0	0	0	
Conseil économique du développement durable	Décret n° 2008-1250 du 1er décembre 2008 portant création du Conseil économique pour le développement durable	27	3,9	3,4	1,7	27	25	19	
Observatoire national sur les effets du réchauffement climatique en France métropolitaine et dans les départements et territoires d'outre-mer (conseil d'orientation)	Articles L. 229-1 à L. 229-4 et D. 229-1 et suivants du code de l'environnement	26	0	0	0	1	1	1	
Conseil national de la protection de la nature	Articles R. 133-1 et suivants du code de l'environnement	40	70	100	75	31	45	48	
Conseil national du paysage	Arrêté du 8 décembre 2000 portant création du Conseil national du paysage	37	0	0	0	0	0	0	*Fusion avec la Commission supérieure des sites, perspectives et paysages décidée par le CIMAP du 17 juillet 2013.*
Commission supérieure des sites, perspectives et paysages	Articles L. 341-17 et R. 341-28 et suivants du code de l'environnement	30	5,8	6,3	7,2	6	6	7	*Fusion avec le Conseil national du paysage décidée par le CIMAP du 17 juillet 2013.*
Conseil scientifique du patrimoine naturel et de la biodiversité	Arrêté du 26 mars 2004 portant création du conseil scientifique du patrimoine naturel et de la biodiversité	25	16	32	42	4	3	4	*Les coûts ont augmenté en 2012 du fait de la réalisation d'un ouvrage.*
Comité consultatif du fonds d'investissement pour la biodiversité et la restauration écologique	Décret n° 2012-228 du 16 février 2012 relatif au fonds d'investissement pour la biodiversité et la restauration écologique	18	-	-	0	-	-	0	*Suppression décidée par le CIMAP du 17 juillet 2013.*
Comité national de l'initiative française pour les récifs coralliens	Articles D. 133-23 et suivants du code de l'environnement	38	200	39,5	130	2	2	2	*En 2012, organisation d'un comité national en Polynésie (100 000 €) et d'une réunion technique à Paris (30 000 €).*
Comité de l'environnement polaire	Articles D. 133-31 à D. 133-34 du code de l'environnement	11	1,5	4	2,5	2	2	2	
Commission des conservatoires botaniques nationaux	Articles D. 416-7 et D. 416-8 du code de l'environnement	12	0	0	0	0	0	0	
Commission relative à la procédure de dation d'immeubles situés dans les zones d'intervention du conservatoire de l'espace littoral et des rivages lacustres	Article 384 A bis de l'annexe II au code général des impôts Arrêté du 3 septembre 1998	5	0	0	0	1	0	0	

Instance	Texte institutif	Nombres de membres	Coût de fonctionnement (en milliers d'€)			Nombre de réunions			Justification de l'évolution des coûts de fonctionnement / Observations
			2010	2011	2012	2010	2011	2012	
11. Écologie, développement durable et énergie									
Conseil national de la chasse et de la faune sauvage	Articles R. 421-1 et suivants du code de l'environnement	28	1	1,25	1,3	4	5	6	
Commission nationale consultative pour la faune sauvage captive (deux formations)	Article R. 413-2 du code de l'environnement	12	16	13,5	10	6	5	4	
Commission nationale d'indemnisation des dégâts de gibiers	Articles L. 426-5 et R. 426-3 et suivants du code de l'environnement	11	1,8	1,7	1,7	6	4	4	
Commission nationale de l'examen pour l'obtention du permis de chasser	Article R. 423-5 du code de l'environnement Arrêté du 29 octobre 2001 relatif aux modalités de l'examen pour la délivrance du permis de chasser	12	0,1	0,1	0,1	1	1	1	
Conseil national des déchets	Articles D. 541-1 et suivants du code de l'environnement	40	1	3	1	1	2	1	
Commission d'harmonisation et de médiation des filières de collecte sélective et de traitement des déchets	Loi n° 2009-967 du 3 août 2009 de programmation relative à la mise en œuvre du Grenelle de l'environnement (article 46) Article D. 541-6-1 du code de l'environnement	20	4	3	5	4	3	5	*Les coûts sont proportionnels au nombre de réunions organisées (ils correspondent au frais de rédaction du compte-rendu).* *Fusion avec la commission consultative d'agrément de la filière des emballages ménagers décidée par le CIMAP du 17 juillet 2013*
Commission consultative d'agrément de la filière des emballages ménagers	Arrêté du 23 juillet 1992 relatif à l'agrément prévu par le décret n° 92-377 du 1er avril 1992 concernant les déchets résultant de l'abandon des emballages servant à commercialiser les produits consommés ou utilisés par les ménages	38	10	5	6	10	5	6	*Les coûts sont proportionnels au nombre de réunions organisées (ils correspondent au frais de rédaction du compte-rendu).* *Fusion avec la commission d'harmonisation et de médiation des filières de collecte sélective et de traitement des déchets décidée par le CIMAP du 17 juillet 2013.*
Comité de la prévention et de la précaution	Arrêté du 30 juillet 1996 portant création du Comité de la prévention et de la précaution	20	19	32	48,5	3	10	11	*Les coûts incluent la traduction en langue anglaise et l'édition d'un avis du CPP sur la décision publique en situation d'incertitude.*
Conseil supérieur de la prévention des risques technologiques	Articles L. 511-2, L. 222-7, L. 555-3, L. 555-6 et D. 510-1 et suivants du code de l'environnement	45	24	20	32	11	11	9	*Le CSPRT a vu sa composition élargie en décembre 2011 et est passé de 36 membres à 45, pour que les compétences élargies et la composition du conseil soient en adéquation.*

Instance	Texte institutif	Nombres de membres	Coût de fonctionnement (en milliers d'€)			Nombre de réunions			Justification de l'évolution des coûts de fonctionnement / Observations
			2010	2011	2012	2010	2011	2012	
11. Écologie, développement durable et énergie									
Conseil d'orientation pour la prévention des risques naturels majeurs	Articles D. 565-8 et suivants du code de l'environnement	38	4	25,79	36,98	4	8	7	*L'augmentation des coûts en 2011 et 2012 est due à l'installation d'une commission technique émanant du COPRNM : la CMI (commission mixte inondation) pour le pilotage de la mise en œuvre de la politique de gestion des inondations. En 2012, 7 réunions plénières se sont tenues dans le cadre du conseil : le COPRNM s'est réuni en 2 séances plénières et la CMI s'est réunie 5 fois.*
Conseil de gestion du fonds de prévention des risques naturels majeurs	Articles R. 561-10 et suivants du code de l'environnement	12	0,52	0	0	2	2	2	
Commission de certification des agents des organismes extérieurs de prévention	Arrêté du 31 décembre 2001 relatif à la création d'une structure fonctionnelle ou au recours à un organisme extérieur agréé pour le développement de la prévention en matière de sécurité et de santé au travail dans les carrières (RG-1-A, art. 16/Carrières)	9	0	0	0	1	0	1	
Conseil supérieur de l'énergie	Loi n° 46-628 du 8 avril 1946 sur la nationalisation de l'électricité et du gaz (article 45) Décret n° 2006-366 du 27 mars 2006 relatif à la composition et au fonctionnement du Conseil supérieur de l'énergie	38	261	250	248	9	16	15	*Fusion avec le comité technique de l'électricité décidée par le CIMAP du 17 juillet 2013.*
Conseil national de la transition écologique	Loi n° 2012-1460 du 27 décembre 2012 relative à la mise en oeuve du principe de participation du public défini à l'article 7 de la Charte de l'environnement (article 13) Décret n°2013-753 du 16 août 2013 relatif au Conseil national de la transition écologique - articles D 134-1 à D 134-7 du code de l'environnement.	59	-	-	-	-	-	-	*La mise en place du Conseil national de la transition écologique (CNTE) est en cours.*

Instance	Texte institutif	Nombres de membres	Coût de fonctionnement (en milliers d'€)			Nombre de réunions			Justification de l'évolution des coûts de fonctionnement / Observations
			2010	2011	2012	2010	2011	2012	
11. Écologie, développement durable et énergie									
Comité d'orientation chargé d'exercer le contrôle de l'Etat sur l'Agence France Nucléaire International	Décret n° 2008-441 du 9 mai 2008 autorisant la création de l'Agence France Nucléaire International au sein du Commissariat à l'énergie atomique (articles 3 et 4)	9	0	0	0	1	1	2	
Comité de coordination industrielle pour les déchets radioactifs	Article R. 542-73 du code de l'environnement	5	0	0	0	1	3	3	
Haut comité pour la transparence et l'information sur la sûreté nucléaire	Loi n° 2006-686 du 13 juin 2006 relative à la transparence et à la sécurité en matière nucléaire (Art. 23 à 27) Décret n° 2010-277 du 16 mars 2010 relatif au Haut Comité pour la transparence et l'information sur la sécurité nucléaire	40	150	150	150	4	6	5	
Commission nationale d'évaluation des recherches et études relatives à la gestion des matières et des déchets radioactifs	Article L. 542-3 du code de l'environnement.	12	870	824	874	14	10 (+13 auditions)	8 (+17 auditions)	
Comité technique de l'électricité	Décret n° 87-437 du 17 juin 1987 relatif au comité technique de l'électricité	33	0	0	0	2	1	3 (+5 réunions en GT)	*Fusion avec le Conseil supérieur de l'énergie décidée par le CIMAP du 17 juillet 2013.*
Commission nationale d'orientation, de suivi et d'évaluation des techniques d'exploration et d'exploitation des hydrocarbures liquides et gazeux	Loi n° 2011-835 du 13 juillet 2011 visant à interdire l'exploration et l'exploitation des mines d'hydrocarbures liquides ou gazeux par fracturation hydraulique et à abroger les permis exclusifs de recherches comportant des projets ayant recours à cette technique (article 2) Décret n° 2012-385 du 21 mars 2012 relatif à la Commission nationale d'orientation, de suivi et d'évaluation des techniques d'exploration et d'exploitation des hydrocarbures liquides et gazeux	22	-	0	0	-	0	0	
Commission supérieure nationale du personnel des industries électriques et gazières	Articles L. 731-1 et R. 713-1, R. 713-4 à R. 713-6 du code du travail	38	0	0	0	2	2	1	

Instance	Texte institutif	Nombres de membres	Coût de fonctionnement (en milliers d'€)			Nombre de réunions			Justification de l'évolution des coûts de fonctionnement / Observations
			2010	2011	2012	2010	2011	2012	
11. Écologie, développement durable et énergie									
Commission interministérielle des dépôts d'hydrocarbures	Décret n° 95-477 du 27 avril 1995 relatif à la commission interministérielle des dépôts d'hydrocarbures (abrogation du décret n° 79-293 du 3 avril 1979 relatif à la composition de la commission interministérielle des dépôts d'hydrocarbures)	10	0	0	0	1	3	2	
Comité technique de l'utilisation des produits pétroliers	Décret n° 62-1297 du 7 novembre 1962 pris en ce qui concerne les règles techniques d'utilisation et les caractéristiques des produits pétroliers	52	n.c	0	0	3	1	1	
Comité technique permanent des barrages et des ouvrages hydrauliques	Articles L. 213-21, L. 213-22, D. 213-17 et suivants du code de l'environnement	10	7,7	9	16,7	8	5	11	*Les variations d'une année sur l'autre résultent du nombre de dossiers d'ouvrages soumis à l'avis du Comité.*
Comité national de l'eau	Articles L. 213-1 et D. 213-1 et suivants du code de l'environnement	160	15	20	30	3	3	4	*L'augmentation en 2012 des coûts de fonctionnement est liée à la location d'une salle et à la tenue de groupes de travail spécifiques*
Groupe national de suivi des projets d'infrastructures majeurs et d'évaluation des actions engagées	Loi n° 2009-967 du 3 août 2009 de programmation relative à la mise en œuvre du Grenelle de l'environnement (article 17)	-	-	-	-	-	-	-	*Dans la mesure où le schéma national des infrastructures de transport prévu à l'article 17 de la loi n°2009-967 n'a pas été élaboré dans les délais prescrits, le groupe national de suivi qui y était associé n'a pas été constitué.*
Comité national trames verte et bleue	Articles L. 371-2 et D. 371-1 et suivants du code de l'environnement	5 collèges de 10 membres chacun	n.c	1	0	n.c	3	0	
Commission centrale des appareils à pression	Décret n° 99-1046 du 13 décembre 1999 relatif aux équipements sous pression Arrêté du 31 juillet 2009 relatif à la composition de la Commission centrale des appareils à pression	39	3	4	4	3	4	4	

Instance	Texte institutif	Nombres de membres	Coût de fonctionnement (en milliers d'€)			Nombre de réunions			Justification de l'évolution des coûts de fonctionnement / Observations
			2010	2011	2012	2010	2011	2012	
11. Écologie, développement durable et énergie									
Commission des produits chimiques et biocides	Articles R. 523-4 et suivants du code de l'environnement Décret n° 2011-578 du 25 mai 2011 relatif à la commission des produits chimiques et biocides (EV différée)	30	6,9	9,5	4,5	7	9	8	*Les coûts de fonctionnement correspondent quasi exclusivement aux frais de mission de certains membres non domiciliés en région parisienne (ONG, syndicats, experts…). La comparaison avec les années précédentes montre une baisse sensible du coût unitaire des réunions de la CPCB en 2012, qui s'explique par une diminution des frais de mission sur cet exercice.*
Haut conseil des biotechnologies	Articles L. 531-3 et suivants et R. 531-4 et suivants du code de l'environnement Décret n° 2008-1273 du 5 décembre 2008 relatif au Haut Conseil des biotechnologies	40	595	322	436	60	60	55	
Conseil national de l'information géographique	Décret n° 2011-127 du 31 janvier 2011 relatif au Conseil national de l'information géographique	35	25	5	5	1	7	8	
Conseil national du bruit	Articles L. 571-2 et L. 571-6 et D. 571-98 et suivants du code de l'environnement (Ordonnance n° 2004-1199 du 12 novembre 2004)	72	50	15	7	35	34	10	
Conseil supérieur de la météorologie	Décret n° 91-1209 du 29 novembre 1991 portant réorganisation du Conseil supérieur de la météorologie	121	14,5	8,5	13,8	16	24	24	
Commission des comptes et de l'économie de l'environnement	Articles D. 133-35 et suivants du code de l'environnement	41	5	2	0,5	2	2	2	
Commission spécialisée de terminologie et de néologie de l'environnement	Arrêté du 5 avril 2010 modifiant l'arrêté du 20 avril 2000 constituant une commission spécialisée de terminologie et de néologie de l'environnement	30	-	0	1	5	6	6	*Suppression décidée par le CIMAP du 2 avril 2013.*
Commission d'examen du plan national d'affectation des quotas d'émission de gaz à effet de serre	Articles R. 229-6 et suivants du code de l'environnement Arrêté du 10 février 2009 fixant la composition de la commission d'examen du plan national d'affectation des quotas d'émission de gaz à effet de serre	35	0	0	0	0	0	0	*Suppression décidée par le CIMAP du 2 avril 2013.*

Instance	Texte institutif	Nombres de membres	Coût de fonctionnement (en milliers d'€)			Nombre de réunions			Justification de l'évolution des coûts de fonctionnement / Observations
			2010	2011	2012	2010	2011	2012	
11. Écologie, développement durable et énergie									
Conseil d'orientation du service central d'hydrométéorologie et d'appui à la prévision des inondations	Arrêté du 9 juillet 2008 portant organisation de l'administration centrale du ministère de l'écologie, de l'énergie, du développement durable et de l'aménagement du territoire (article 8.3.1) Arrêté du 13 juillet 2011 fixant la composition, l'organisation et le fonctionnement du conseil d'orientation et du conseil scientifique et technique du service central d'hydrométéorologie et d'appui à la prévision des inondations (articles 1 à 7)	27	-	7,5	2,1	-	1	2	*L'organisation des conseils dans les locaux de l'administration en 2012 explique la baisse des coûts de fonctionnement.* *Fusion avec le Conseil scientifique et technique du service central d'hydrométéorologie et d'appui à la prévision des inondations décidée par le CIMAP du 2 avril 2013.*
Conseil scientifique et technique du service central d'hydrométéorologie et d'appui à la prévision des inondations	Arrêté du 9 juillet 2008 portant organisation de l'administration centrale du ministère de l'écologie, de l'énergie, du développement durable et de l'aménagement du territoire (article 8.3.1) Arrêté du 13 juillet 2011 fixant la composition, l'organisation et le fonctionnement du conseil d'orientation et du conseil scientifique et technique du service central d'hydrométéorologie et d'appui à la prévision des inondations (articles 8 à 14)	27	-	7,5	7,5	-	1	3	*Fusion avec le Conseil d'orientation du service central d'hydrométéorologie et d'appui à la prévision des inondations décidée par le CIMAP du 2 avril 2013.*
Groupe d'experts sur les oiseaux et leur chasse	Articles D. 421-51 à D. 421-53 du code de l'environnement et arrêté du 15 avril 2009 relatif à la composition et au fonctionnement du groupe d'experts sur les oiseaux et leur chasse	9	5	20	20	4	4	4	
Conseil de la formation de l'institut de formation de l'environnement (IFORE)	Arrêté du 9 juillet 2001 portant création de l'Institut de formation de l'environnement (IFORE)	30	0	0	0	0	0	0	*Suppression décidée par le CIMAP du 17 juillet 2013.*

Instance	Texte institutif	Nombres de membres	Coût de fonctionnement (en milliers d'€)			Nombre de réunions			Justification de l'évolution des coûts de fonctionnement / Observations
			2010	2011	2012	2010	2011	2012	
11. Écologie, développement durable et énergie									
Commission interministérielle des transports de matières dangereuses	Décret n° 95-1029 du 13 septembre 1995 relatif à la commission interministérielle du transport des matières dangereuses	78	6,3	4	6,9	3	3	5	*La différence de coût enre 2012 et 2011 provient de la tenue en 2012 d'une réunion plénière de la commission (contrairement à 2011).*
Commission de suivi des filières de traitement des véhicules hors d'usage	Article R. 543-170 du code de l'environnement Arrêté du 13 mai 2005 relatif à la composition et au fonctionnement de la commission de suivi des filières de traitement des véhicules hors d'usage. (anciennement décret n° 2003-727 du 1er août 2003) Composition fixée par l'arrêté du 8 mars 2007.	26	0	3	3	2	3	3	

Instance	Texte institutif	Nombres de membres	Coût de fonctionnement (en milliers d'€)			Nombre de réunions			Justification de l'évolution des coûts de fonctionnement / Observations
			2010	2011	2012	2010	2011	2012	
11.1. Transports, mer et pêche									
Haut comité de la qualité de service dans les transports	Décret n° 2012-211 du 14 février 2012 portant création de l'autorité de la qualité de service dans les transports et du haut comité de la qualité de service dans les transports (articles 7 à 12) et décret n° 2012-216 du 15 février 2012 modifiant le décret n° 2012-211 du 14 février 2012	37	-	-	0	-	-	0	*Les arrêtés de nomination ont été signés le 22 février 2013 et sont parus au JO du 29 mars 2013. La première réunion du HCQST a eu lieu le 21 mai 2013.*
Comité d'orientation du centre d'études sur les réseaux, les transports, l'urbanisme et les constructions publiques	Décret n° 94-134 du 9 février 1994 portant création du centre d'études sur les réseaux, les transports, l'urbanisme et les constructions publiques (article 6) Arrêté du 4 mai 2007 fixant la composition, l'organisation et le fonctionnement du comité d'orientation du centre d'études sur les réseaux, les transports, l'urbanisme et les constructions publiques	48	4	6	0	2	3	0	*Suppression décidée par le CIMAP du 17 juillet 2013.*
Conseil supérieur des transports terrestres et de l'intermodalité	Loi n° 82-1153 du 30 décembre 1982 d'orientation des transports intérieurs (article 16) Décret n° 2012-253 du 21 février 2012 relatif au Conseil supérieur des transports terrestres et de l'intermodalité	53	0	0-	0	0	0	0	*Suppression décidée par le CIMAP du 17 juillet 2013.*
Commission des comptes des transports de la Nation	Décret n° 2009-531 du 12 mai 2009 relatif aux missions et aux modalités de fonctionnement de la commission des comptes des transports de la Nation	61	1	1	1	3	2	2	

Instance	Texte institutif	Nombres de membres	Coût de fonctionnement (en milliers d'€)			Nombre de réunions			Justification de l'évolution des coûts de fonctionnement / Observations
			2010	2011	2012	2010	2011	2012	
11.1. Transports, mer et pêche									
Commission nationale des sanctions administratives	Articles L. 1452-1 et L. 3452-3 du code des transports et article 17 de la loi n° 82-1153 du 30 décembre 1982 d'orientation des transports intérieurs - Décret n° 2013-448 du 30 mai 2013 relatif à la Commission nationale des sanctions administratives et aux commissions régionales des sanctions administratives dans le domaine du transport routier (articles 1er à 10)	16	-	-	-	-	-	-	*La Commission nationale des sanctions administratives n'a eu aucune activité au cours des trois dernières années.*
Commission des téléphériques	Décret n° 2012-988 du 22 août 2012 relatif à la commission des téléphériques	28 jusqu'au 01/09/12 puis 26	0	0	0	1	2	1	
Commission ferroviaire d'aptitude	Loi n° 2009-1503 du 8 décembre 2009 relative à l'organisation et à la régulation des transports ferroviaires et portant diverses dispositions relatives aux transports (article 2) Décret n° 2010-708 du 29 juin 2010 relatif à la certification des conducteurs de trains (article 10)	6		0	0		6	11	
Commission nationale d'évaluation de la sécurité des transports guidés	Décret n° 2003-425 du 9 mai 2003 relatif à la sécurité des transports publics guidés	18	2,1	1,8	3	4	3	4	
Commission spécialisée de terminologie et de néologie dans le domaine de l'équipement et des transports	Arrêté du 9 décembre 2009 modifiant l'arrêté du 7 juillet 1999 portant création de la commission spécialisée de terminologie et de néologie du ministère de l'équipement, des transports et du logement	33	0	0	0,5	10	5	6	
Conseil national de l'air	Articles D. 221-16 et suivants du code de l'environnement	48	0	0	0	0	2	1	
Conseil supérieur de l'aviation civile	Articles D. 370-1 et suivants du code de l'aviation civile	28	0	0	0	1	2	1	
Commission administrative de l'aviation civile	Articles R. 160-1 et suivants et R. 330-20 du code de l'aviation civile	12	0,289	0,251	0,250	4	3	2	

Instance	Texte institutif	Nombres de membres	Coût de fonctionnement (en milliers d'€)			Nombre de réunions			Justification de l'évolution des coûts de fonctionnement / Observations
			2010	2011	2012	2010	2011	2012	
11.1. Transports, mer et pêche									
Conseil national de la sûreté de l'aviation civile	Article D. 213-2 du code de l'aviation civile	30	0	0	0	2	2	2	
Commission du ministère de la défense et du ministère chargé de l'aviation civile concernant la sécurité de la gestion du trafic aérien	Arrêté du 25 janvier 2005 relatif à la commission du ministère de la défense et du ministère chargé de l'aviation civile concernant la sécurité de la gestion du trafic aérien	25	0	0	0	5	3	3	
Commission consultative du budget annexe contrôle et exploitation aériens	Arrêté du 8 juin 2006 relatif à la commission consultative du budget annexe contrôle et exploitation aérien	15	0	0	0	2	2	2	
Comité de coordination des aéroports français	Arrêté du 28 septembre 2004 créant le comité de coordination des aéroports français	227	0	0	0	1	1	1	
Commission nationale des matériels de sécurité aéroportuaire	Arrêté du 9 janvier 2001 relatif aux normes techniques applicables au service de sauvetage et de lutte contre l'incendie des aéronefs sur les aérodromes (article 15) - Arrêté du 3 juin 2010 fixant la composition de la Commission nationale des matériels de sécurité aéroportuaire.	9	0	0	0	2	2	2	*Suppression décidée par le CIMAP du 17 juillet 2013.*
Commission nationale consultative de l'aviation légère	Article D. 521-3 du code de l'aviation civile	30	790	884	n.c	1	1	1	
Conseil de discipline du personnel navigant professionnel de l'aéronautique civile	Articles R. 425-4, R.425-5 et R. 425-8 du code de l'aviation civile	35	0	0	0	4	4	2	
Conseil du personnel navigant professionnel de l'aéronautique civile	Articles R. 421-7et R.421-8 du code de l'aviation civile	31	0	0	0	2 plénières+ 2 réunions en section essais réceptions + 11 réunions groupe d'experts	1 plénière + 2 réunions en section essais réceptions + 11 réunions groupes d'experts	1 plénière + 2 réunions en section essais réceptions + 11 réunions groupes d'experts	

Instance	Texte institutif	Nombres de membres	Coût de fonctionnement (en milliers d'€)			Nombre de réunions			Justification de l'évolution des coûts de fonctionnement / Observations
			2010	2011	2012	2010	2011	2012	
11.1. Transports, mer et pêche									
Comité des usagers du réseau routier national	Décret n° 2009-1102 du 8 septembre 2009 relatif à la création du comité des usagers du réseau routier national	17	3	2	1	7	8	6	
Commission nationale des documents et autorisations de transport routier international	Décret n° 2011-667 du 14 juin 2011 relatif à la délivrance des autorisations de transport routier international et des documents de contrôle du cabotage (articles 9 et 10)	7	-	0	0	-	1	0	
Commission consultative pour la procédure d'attribution de la taxe poids lourds	Articles 2 à 4 du décret n° 2009-345 du 30 mars 2009 modifié relatif aux modalités d'application du III de l'article 153 de la loi de finances pour 2009	6	0	0	0	2	0	0	
Commission centrale de sécurité	Décret n° 84-810 du 30 août 1984 relatif à la sauvegarde de la vie humaine, à l'habitabilité à bord des navires et à la prévention de la pollution (articles 14 à 16)	Jusqu'à 2011 :17 Depuis mars 2012 : 24	8	9	9	11	11	11	
Commission de conciliation du télépéage	Décret n° 2012-645 du 2 mai 2012 organisant une commission de conciliation du télépéage	6	-	-	0	-	-	0	*La commission n'a encore jamais été saisie en vue d'une conciliation.*
Grande commission nautique (GCN)	Décret n° 86-606 du 14 mars 1986 relatif aux commissions nautiques	8	2	5	5	3	7	8	
Conseil supérieur de la navigation de plaisance et des sports nautiques	Décret n° 67-315 du 31 mars 1967 portant création d'un Conseil supérieur de la navigation de plaisance et des sports nautiques	46	47	47	32	20	24	28	
Commission nationale de sécurité de la navigation de plaisance	Décret n° 84-810 du 30 août 1984 relatif à la sauvegarde de la vie humaine, à l'habitabilité à bord des navires et à la prévention de la pollution (articles 17 à 19)	23	1,6	1,8	1	6	7	6	

Instance	Texte institutif	Nombres de membres	Coût de fonctionnement (en milliers d'€)			Nombre de réunions			Justification de l'évolution des coûts de fonctionnement / Observations
			2010	2011	2012	2010	2011	2012	
11.1. Transports, mer et pêche									
Commission consultative pour la délivrance de l'attestation de capacité professionnelle à l'exercice de la profession de transporteur public de marchandises par bateau de navigation intérieure	Arrêté du 28 juillet 1992 fixant les modalités d'obtention de l'attestation de capacité à l'exercice de la profession de transporteur public de marchandises par bateau de navigation intérieure (article 4)	6	0	0	0	1	0	1	
Commission de sûreté des navires	Décret n° 2007-937 du 15 mai 2007 relatif à la sûreté des navires	8	1	0	0	4	0	1	*Suppression décidée par le CIMAP du 17 juillet 2013.*
Conseil supérieur de la marine marchande	Décret n° 2002-647 du 29 avril 2002 relatif à la composition, aux attributions et à l'organisation du Conseil supérieur de la marine marchande, modifié par l'article 13 du décret n° 2012-253 du 21 février 2012 relatif au Conseil supérieur des transports terrestres et de l'intermodalité	39	12	20	8	8	10 séances plénières et 5 réunions restreintes	8 séances plénières et 5 réunions restreintes	
Commission nationale de la négociation collective de la marine marchande	Article R. 742-5 du code du travail	36	1	2	2	1	2	1	*La CNNCMM a fait l'objet d'une refonte dans le cadre de la loi n°2013-619 du 16 juillet 2013 « DDADUE » afin de la mettre en cohérence avec son homologue du ministère du travail.*
Comité spécialisé de la formation professionnelle maritime	Article R. 342-6 du code de l'éducation Arrêté du 16 décembre 1988 relatif au comité spécialisé de la formation professionnelle maritime	45	1,5	1	2,5	2	2	4 (1 séance plénière et 3 réunions restreintes)	*Augmentation du coût en lien avec celle du nombre de réunions en 2012.*
Conseil national de la mer et des littoraux	Loi n° 86-2 du 3 janvier 1986 relative à l'aménagement, la protection et la mise en valeur du littoral (article 43) Décret n° 2011-637 du 9 juin 2011 relatif aux attributions, à la composition et au fonctionnement du Conseil national de la mer et des littoraux	70	-	-	-	-	-	-	*Le CNML a été installé le 18 janvier 2013.*

Instance	Texte institutif	Nombres de membres	Coût de fonctionnement (en milliers d'€)			Nombre de réunions			Justification de l'évolution des coûts de fonctionnement / Observations
			2010	2011	2012	2010	2011	2012	
11.1. Transports, mer et pêche									
Conseil supérieur des gens de mer	Décret n° 2007-1227 du 21 août 2007 relatif à la prévention des risques professionnels maritimes et au bien-être des gens de mer en mer et dans les ports modifié par décret n° 2011-2109 du 30 décembre 2011	60	0,5	0,5	1	1	1	2	*Augmentation des coûts de fonctionnement en raison de la tenue d'une réunion supplémentaire en 2012.*
Commission des phares	Décret n° 82-419 du 18 mai 1982 fixant les attributions de la commission des phares	6	0	0	0	3	3	3	
Commission supérieure du crédit maritime mutuel	Articles L. 512-71 et R. 512-43 et suivants du code monétaire et financier	42	0	0	0	0	0	0	*Suppression décidée par le CIMAP du 2 avril 2013.*

Instance	Texte institutif	Nombres de membres	Coût de fonctionnement (en milliers d'€)			Nombre de réunions			Justification de l'évolution des coûts de fonctionnement / Observations
			2010	2011	2012	2010	2011	2012	
12. Travail, emploi, formation professionnelle et dialogue social									
Haut Conseil du dialogue social	Articles L. 2122-11, R.* 2122-1 et suivants du code du travail - Décret n° 2008-1163 du 13 novembre 2008 relatif au Haut Conseil du dialogue social	16	0	0	0	1	5	8	*Fusion décidée par le CIMAP du 17 juillet 2013 avec la Commission nationale de la négociation collective et la Commission d'agrément des centres et instituts dont les stages et sessions ouvrent droit aux congés de formation économique et sociale et syndicale.*
Comité du dialogue social pour les questions européennes et internationales	Décret n° 98-1080 du 30 novembre 1998 portant création d'un comité du dialogue social pour les questions européennes et internationales	16	0	0	0	11	11	11	
Commission nationale de la négociation collective	Articles L. 2271-1, L. 2272-1 et L. 2272-2 et R. 2272-1 et suivants du code du travail	40	0	0	0	13	13	16	*Fusion décidée par le CIMAP du 17 juillet 2013 avec le Haut Conseil du dialogue social et la Commission d'agrément des centres et instituts dont les stages et sessions ouvrent droit aux congés de formation économique et sociale et syndicale.*
Commission d'agrément des centres et instituts dont les stages et sessions ouvrent droit aux congés de formation économique et sociale et syndicale	Article R. 3142-2 du code du travail	13	0	0	0	1	1	1	*Fusion décidée par le CIMAP du 17 juillet 2013 avec le Haut Conseil du dialogue social et la Commission nationale de la négociation collective.*
Conseil supérieur de la prud'homie	Articles L. 1431-1 et R. 1431-1 et suivants du code du travail	41	5	9	0	3	3	0	
Commission nationale de conciliation	Article L. 2522-1 du code du travail	11	0	0	0	0	0	0	*Suppression décidée par le CIMAP du 17 juillet 2013.*
Conseil d'orientation sur les conditions de travail	Articles R. 4641-1 et suivants du code du travail	54	32	48	45	51	52	45	

Instance	Texte institutif	Nombres de membres	Coût de fonctionnement (en milliers d'€)			Nombre de réunions			Justification de l'évolution des coûts de fonctionnement / Observations
			2010	2011	2012	2010	2011	2012	
12. Travail, emploi, formation professionnelle et dialogue social									
Conseil national de l'insertion par l'activité économique	Loi n° 91-1 du 3 janvier 1991 tendant au développement de l'emploi par la formation dans les entreprises, l'aide à l'insertion sociale et professionnelle et l'aménagement du temps de travail, pour l'application du troisième plan pour l'emploi (article 9) Décret n° 91-422 du 7 mai 1991 relatif au Conseil national de l'insertion par l'activité économique	43	19,5	15,102	7	1 réunion plénière 2 réunions de bureau, 6 réunions de groupes de travail un colloque pour les 20 ans du CNIAE à l'AN	1 réunion plénière, 2 réunions de bureau, 1 colloque parlemen-taire, 1 séminaire des groupes de travail, 10 réunions de groupes de travail	2 réunions plénières du CNIAE	
Conseil national des missions locales	Articles R. 5314-1 et suivants du code du travail	61	124,9	106,4	61,5	2 plénières + 4 bureaux	1 plénière + 2 bureaux + 25 comités de pilotage de groupe de travail thématique	4 réunions d'animatio n nationale + 14 groupes de travail + 8 comités de pilotage + 2 comités technique	
Conseil d'orientation de la participation, de l'intéressement, de l'épargne salariale et de l'actionnariat salarié	Articles L. 3346-1 et D. 3346-1 et suivants du code du travail (codifiés par le décret n° 2009-351 du 30 mars 2009 portant diverses mesures en faveur des revenus du travail)	35	0	0	0	0	0	0	

Instance	Texte institutif	Nombres de membres	Coût de fonctionnement (en milliers d'€)			Nombre de réunions			Justification de l'évolution des coûts de fonctionnement / Observations
			2010	2011	2012	2010	2011	2012	
12. Travail, emploi, formation professionnelle et dialogue social									
Commission des accords de retraite et de prévoyance	Article L. 911-3 du code de la sécurité sociale Décret du 15 juin 1959 fixant la composition de la commission prévue par l'ordonnance n° 59-238 du 4 février 1959 relative aux régimes complémentaires de retraites Décret n° 2002-180 du 13 février 2002 modifiant la composition de la commission prévue à l'article L. 911-3 du code de la sécurité sociale Décret n°2003-903 du 19 septembre 2003 modifiant les règles de fonctionnement de la commission prévue à l'article L. 911-3 du code de la sécurité sociale.	32	n.c	n.c	n.c	5	7	5	
Commission d'évaluation de la sous-déclaration des accidents du travail et des maladies professionnelles	Articles L. 176-1 et L. 176-2 du code de la sécurité sociale Arrêté du 14 février 2011 relatif à la composition de la commission prévue à l'article L. 176-2 du code de la sécurité sociale	12	0	0	0	0	6	0	*La commission se réunit tous les 3 ans.*
Commission nationale de la certification professionnelle	Articles L. 335-6, R. 335-24 et suivants du code de l'éducation	32	55	54	54	13	16	18	
Commissions professionnelles consultatives (7 commissions professionnelles et une commission interprofessionnelle)	Articles L. 335-6 et R. 338-1 du code de l'éducation Arrêté du 2 juillet 2009 relatif à la composition et au fonctionnement des commissions professionnelles consultatives instituées auprès du ministère chargé de l'emploi	100	1330	1330	1244	51	78	90	
Conseil national de l'emploi (ex Comité supérieur de l'emploi) (CNE)	Articles L. 5112-1 et R. 5112-1 et suivants du code du travail	27	3	2	2	8	10	10	*Fusion avec le conseil national de la formation professionnelle tout au long de la vie (CNFPTLV) décidée par le CIMAP du 2 avril 2013.*

Instance	Texte institutif	Nombres de membres	Coût de fonctionnement (en milliers d'€)			Nombre de réunions			Justification de l'évolution des coûts de fonctionnement / Observations
			2010	2011	2012	2010	2011	2012	
12. Travail, emploi, formation professionnelle et dialogue social									
Conseil national de la formation professionnelle tout au long de la vie (CNFPTLV)	Articles L. 6123-1, L. 6123-2 et R. 6123-1 et suivants, et D. 6123-2 et suivants du code du travail	60	174	166	55	5	7	3 plénières, 3 du bureau	*Fusion avec le Conseil national de l'emploi décidée par le CIMAP du 2 avril 2013.*

Instance	Texte institutif	Nombres de membres	Coût de fonctionnement (en milliers d'€)			Nombre de réunions			Justification de l'évolution des coûts de fonctionnement / Observations
			2010	2011	2012	2010	2011	2012	
13. Défense									
Comité de cohérence de la recherche stratégique et de la prospective de défense	Arrêté du 15 octobre 2010 portant création au sein du ministère de la défense d'un comité de cohérence de la recherche stratégique et de la prospective de défense	14	0	0	0	10	13	15	
Conseil général de l'armement	Articles D. 3331-1 et suivants du code de la défense	18	0	0	0	0	1	1	
Comité ministériel d'investissement	Arrêté du 17 février 2010 fixant les attributions, la composition et le fonctionnement du comité ministériel d'investissement Arrêté du 17 octobre 2012 modifiant l'arrêté du 17 février 2010 fixant les attributions, la composition et le fonctionnement du comité ministériel d'investissement	10	0	0	0	10	18	18	
Comité d'examen des prix de revient des fabrications d'armement	Décret n° 66-221 du 14 avril 1966 portant création du comité des prix de revient des fabrications d'armement	8	41,68	40,91	41,43	6	7	6	
Commission de suivi de sécurité maritime (C2SM)	Arrêté du 8 juin 2011 relatif au contrôle du suivi de la sécurité maritime des bâtiments de guerre de surface de la marine nationale (article 7) Arrêté du 8 juin 2011 relatif à la composition de la commission de suivi de sécurité maritime	9	-	0	0	-	0	7	
Commission interministérielle de contrôle (Salon international de l'aéronautique et de l'espace)	Arrêté du 30 juin 2003 relatif à la réglementation de la manifestation aérienne organisée dans le cadre du Salon international de l'aéronautique et de l'espace	4	0	0	0	10	5	6	

Instance	Texte institutif	Nombres de membres	Coût de fonctionnement (en milliers d'€)			Nombre de réunions			Justification de l'évolution des coûts de fonctionnement / Observations
			2010	2011	2012	2010	2011	2012	
13. Défense									
Conseil de l'exploitation nucléaire de la défense	Arrêté du 13 mars 2002 instituant un conseil de l'exploitation nucléaire de la défense modifié par arrêté du 15 mars 2012	8	0	0	0	1	1	1	
Groupes d'experts chargés d'étudier les transports des matières nucléaires et la protection des installations et établissements	Article R. 1333-15 du code de la défense	37	-	-	0	-	-	0	
Commission consultative de suivi des conséquences des essais nucléaires	Loi n° 2010-2 du 5 janvier 2010 relative à la reconnaissance et à l'indemnisation des victimes des essais nucléaires français (article 7) Décret n° 2010-653 du 11 juin 2010 pris en application de la loi relative à la reconnaissance et à l'indemnisation des victimes des essais nucléaires français	19		10,4	10	0	1	1	
Comité consultatif de santé des armées	Articles D. 3341-1 et suivants du code de la défense	36	0	0	0	1	1	1	
Comité d'indemnisation (des victimes des essais nucléaires)	Loi n° 2010-2 du 5 janvier 2010 relative à la reconnaissance et à l'indemnisation des victimes des essais nucléaires français (article 4) Décret n° 2010-653 du 11 juin 2010 pris en application de la loi relative à la reconnaissance et à l'indemnisation des victimes des essais nucléaires français	9	9,7	37,20	20	6	15	10	
Commission de déontologie des militaires	Articles R.* 4122-18 et R.* 4122-19 du code de la défense	11	31,6	30,2	31	15	13	14	
Haut comité d'évaluation de la condition militaire	Articles L. 4111-1 et D. 4111-1 et suivants du code de la défense	9	51,5	23,9	25	22	21	20	
Comité du logement	Arrêté du 20 avril 2011 portant organisation de la concertation en matière de logement au ministère de la défense	36	-	0	0	-	1	1	

Instance	Texte institutif	Nombres de membres	Coût de fonctionnement (en milliers d'€)			Nombre de réunions			Justification de l'évolution des coûts de fonctionnement / Observations
			2010	2011	2012	2010	2011	2012	
13. Défense									
Conseil supérieur de la réserve militaire	Articles L. 4261-1 et D. 4261-1 et suivants du code de la défense	64	39,2	30,7	30	2	1	2	
Commissions ministérielles de la jeunesse au ministère de la défense	Décret n° 55-814 du 22 juin 1955 relatif aux commissions ministérielles de la jeunesse Arrêté du 22 novembre 1955 modifié par arrêté du 10 juillet 2012 fixant la composition et le mode de fonctionnement de la commission de la jeunesse au ministère de la défense nationale et des forces armées. - pris en application du décret n° 55-814 du 22 juin 1955 relatif aux commissions ministérielles de la jeunesse.	70	156	130	113	51	051	51	
Comité des achats (auprès du ministère de la défense)	Arrêté du 7 avril 2010 portant création du comité des achats du ministère de la défense	8	0	0	0	5	4	5	
Haut conseil des rapatriés	Décret n° 2002-1479 du 20 décembre 2002 portant création du Haut Conseil des rapatriés	40	-	-	0	-	0	0	*Suppression décidée par le CIMAP du 17 juillet 2013.*
Commission nationale de désendettement des rapatriés réinstallés dans une profession non salariée	Décret n° 99-469 du 4 juin 1999 relatif au désendettement des rapatriés réinstallés dans une profession non salariée	9	-	-	0	-	0	0	*Suppression décidée par le CIMAP du 17 juillet 2013.*
Comité directeur de l'océanographie militaire	Article R. 3416-19 du code de la Défense Arrêté du 5 février 2009 relatif aux attributions, à la composition et au fonctionnement du comité directeur de l'océanographie militaire et du comité scientifique de l'océanographie militaire (article 6)	15	0	0	0	1	1	1	*Fusion avec le Comité scientifique de l'océanographie militaire décidée par le CIMAP du 2 AVRIL 2013.*

Instance	Texte institutif	Nombres de membres	Coût de fonctionnement (en milliers d'€)			Nombre de réunions			Justification de l'évolution des coûts de fonctionnement / Observations
			2010	2011	2012	2010	2011	2012	
13. Défense									
Comité scientifique de l'océanographie militaire	Article R. 3416-19 du code de la défense Arrêté du 5 février 2009 relatif aux attributions, à la composition et au fonctionnement du comité directeur de l'océanographie militaire et du comité scientifique de l'océanographie militaire (article 6)	15	0	0	0	1	1	0	*Fusion avec le Comité directeur de l'océanographie militaire décidée par le CIMAP du 2 avril 2013.*
Comité de règlement des contestations en douane	Articles L. 2335-3 et L 2335-19 du code de la défense - décret n°2012-929 du 31/07/2012 relatif à l'organisation et au fonctionnement du comité de règlement des contestations en douane	7	0	0	0	0	6	0	*Fusion avec la Commission interministérielle des demandes de classement des matériels de guerre, armes et munitions décidée par le CIMAP du 2 avril 2013.*
Commission interministérielle des demandes de classement des matériels de guerre, armes et munitions	Décret n° 95-589 du 6 mai 1995 relatif à l'application du décret du 18 avril 1939 fixant le régime des matériels de guerre, armes et munitions Arrêté du 28 août 2000 portant application du a de l'article 5 du décret n° 95-589 du 6 mai 1995 modifié relatif à l'application du décret du 18 avril 1939 fixant le régime des matériels de guerre, armes et munitions	11	0	0	0	0	0	0	*Fusion avec le Comité de règlement des contestations en douane décidée par le CIMAP du 2 avril 2013.*

Instance	Texte institutif	Nombres de membres	Coût de fonctionnement (en milliers d'€)			Nombre de réunions			Justification de l'évolution des coûts de fonctionnement / Observations
			2010	2011	2012	2010	2011	2012	
13.1. Anciens combattants									
Observatoire de la santé des vétérans	Décret n° 2004-524 du 10 juin 2004 portant attributions et organisation de l'Observatoire de la santé des vétérans	11	0	0	0	1	1	1	
Comité scientifique de l'observatoire de la santé des vétérans	Décret n° 2004-524 du 10 juin 2004 portant attributions et organisation de l'Observatoire de la santé des vétérans (articles 6, 8 et 9)	10	0,04	0	0	3	3	4	
Comité national pour l'érection et la conservation du mémorial de la déportation du Struthof	Décret du 13 octobre 1953 relatif à l'édification d'un mémorial de la déportation au Struthof	16	3,3	0	0	1	1	1	
Commission consultative médicale des anciens combattants et victimes de guerre	Décret du 5 mars 1916 fixant la constitution, l'organisation et le fonctionnement de la commission consultative médicale Décret du 27 octobre 1919 modifiant celui du 5 mars 1916 fixant la constitution, l'organisation et le fonctionnement de la commission consultative médicale	6	0	0	0	Commission permanente	Commission permanente	Commission permanente	
Commission d'experts (anciens combattants d'Afrique française du Nord)	Articles L. 253 bis et R. 227 ter du code des pensions militaires d'invalidité et des victimes de la guerre	21	0	0	0	0	0	0	*Suppression décidée par le CIMAP du 2 avril 2013.*
Commission centrale relative aux bonifications et avantages de carrière des fonctionnaires ayant accompli des services de la résistance	Loi n° 51-1124 du 26 septembre 1951	12	0	0	0	0	0	0	*Suppression décidée par le CIMAP du 2 avril 2013.*

Instance	Texte institutif	Nombres de membres	Coût de fonctionnement (en milliers d'€)			Nombre de réunions			Justification de l'évolution des coûts de fonctionnement / Observations
			2010	2011	2012	2010	2011	2012	
14. Culture et communication									
Conseil des Arts et Lettres (cabinet)	Décret n° 2012-19 du 4 janvier 2012 modifiant le décret n° 57--549 du 2 mai 1957 portant institution de l'ordre des Arts et des Lettres (articles 9 à 11)	15	0	0	0	3	3	3	
Commission nationale « culture handicap » (SG)	Arrêté du 1er février 2001 portant création de la commission nationale « culture-handicap »	24	0	2	1	1	n.c	n.c	
Commission nationale des centres culturels de rencontre (SG)	Arrêté du 5 juillet 1996 portant création d'une commission nationale des centres culturels de rencontre modifié par arrêté du 23 janvier 2012 quant à la composition et au nombre de mandats	22	0	6	0	1	n.c	n.c	
Commission d'évaluation scientifique des conservateurs du patrimoine (DGPAT)	Décret n° 90-404 du 16 mai 1990 portant statut particulier du corps des conservateurs du patrimoine (articles 5 et suivants)	10	3	3	3	2	2	2	
Conseil supérieur de la propriété littéraire et artistique (SG)	Arrêté du 10 juillet 2000 portant création du Conseil supérieur de la propriété littéraire et artistique	93	10	23	81	0	2 séances plénières et 10 réunions de commissions et missions	2 séances plénières et 40 réunions de commissions et missions	*L'augmentation des coûts de fonctionnement pour 2012 est liée à la hausse de l'activité, notamment au titre de travaux relatifs à la gestion collective, au contrat d'édition, au « cloud computing », ou au référencement.*
Commission de la rémunération équitable (SG)	Loi n° 2005-882 du 2 août 2005 en faveur des petites et moyennes entreprises (article 60) Décret n° 2007-986 du 15 mai 2007 pris pour l'application de l'article 60 de la loi n° 2005-882 du 2 août 2005 en faveur des petites et moyennes entreprises et relatif à la reconnaissance des personnes veillant au respect des conditions du commerce équitable	23	15,4	15,4	1,8	3	1	0	*La commission, qui a adopté ses derniers barèmes en 2011, ne s'est pas réunie depuis lors. Ses travaux devraient reprendre en fin d'année 2013.*

Instance	Texte institutif	Nombres de membres	Coût de fonctionnement (en milliers d'€)			Nombre de réunions			Justification de l'évolution des coûts de fonctionnement / Observations
			2010	2011	2012	2010	2011	2012	

14. Culture et communication

Instance	Texte institutif	Nombres de membres	Coût 2010	Coût 2011	Coût 2012	Réunions 2010	Réunions 2011	Réunions 2012	Justification de l'évolution des coûts de fonctionnement / Observations
Commission copie privée (SG)	Articles L. 311-5, R. 311-1 et suivants et 311-8 du code de la propriété intellectuelle Arrêté du 15 décembre 2009 portant nomination à la commission prévue à l'article L. 311-5 du code de la propriété intellectuelle	25	88,33	104,6	32,72	10	15	20	*Aucune étude d'usage n'ayant été menée en 2012, les coûts de fonctionnement de la commission sont réduits par rapport aux années précédentes.*
Commission de récolement des dépôts d'œuvres d'art (SG)	Décret n° 96-750 du 20 août 1996 portant création d'une commission de récolement des dépôts d'œuvres d'art revu par les articles D113-27 à 29 du code du patrimoine	25	7,674	10,187	5,926 consommés - 350 en représentation	6 groupes de pilotage et 3 commi-ssions plé-nières	6 groupes de pilotage et 1 commission plénière	6 groupes de pilotage et 2 commissions plénières	
Comité consultatif du musée national Fernand Léger (DGPAT)	Décret n° 45-2075 du 31 août 1945 portant application de l'ordonnance relative à l'organisation des musées des beaux-arts (article 2 bis)	20	0	0	0	0	0	0	
Commission nationale de reconnaissance des qualifications professionnelles d'architecte (DGPAT)	Loi n° 77-2 du 3 janvier 1977 sur l'architecture (article 10-4) Décret n° 2009-1490 du 2 décembre 2009 relatif à la reconnaissance des qualifications professionnelles pour l'exercice de la profession d'architecte	11	2	1	0	2	2	0	*Cette commission ne s'est pas réunie en 2012 faute de demande de reconnaissance d'équivalence de pays hors Union européenne.*
Commission scientifique d'habilitation des restaurateurs (DGPAT)	Article L. 452-1 du code du patrimoine Décret 2002-628 du 25 avril 2002 pris pour l'application de la loi n° 2002-5 du 4 janvier 2002 relative aux Musées de France (disposition ad hoc devenue l'article L. 452-1 du code du patrimoine)	11	0	0	0	0	0	0	

Instance	Texte institutif	Nombres de membres	Coût de fonctionnement (en milliers d'€)			Nombre de réunions			Justification de l'évolution des coûts de fonctionnement / Observations
			2010	2011	2012	2010	2011	2012	
14. Culture et communication									
Haut conseil des musées de France (DGPAT)	Articles L. 430-1 et L. 430-2 du code du patrimoine Décret n° 2002-628 du 25 avril 2002 pris pour l'application de la loi n° 2002-5 du 4 janvier 2002 relative aux musées de France	23	0,947	0,3	0,3	1	2	1	
Commission nationale d'évaluation (qualifications requises pour exercer les activités scientifiques d'un musée de France) (DGPAT)	articles R. 442-5 à R. 442-9 du code du patrimoine	12	0	0	0	0	0	0	
Conseil national des villes et pays d'art et d'histoire (DGPAT)	Arrêté du 5 mai 1995 portant création d'un Conseil national des villes et pays d'art et d'histoire	13	0,29	0,6	0,86	1	3	2	
Commission nationale des secteurs sauvegardés	Articles R.313-18 et suivants du code de l'urbanisme	23	1,7	2	0,3	5	5	1	*En 2012, seule une séance a eu lieu en raison du renouvellement tardif de la commission.*
Conseil national de la recherche archéologique (DGPAT)	Articles R. 545-1 et suivants du code du patrimoine	36	11	13	18,52	6	9	7	
Conseil scientifique du laboratoire de recherche des monuments historiques (DGPAT)	Arrêté du 4 janvier 2000 érigeant le laboratoire de recherche des monuments historiques en service à compétence nationale Arrêté du 20 avril 2001 relatif à la composition du conseil scientifique du laboratoire de recherche des monuments historiques	30	0	0	0	1	0	0	*Le conseil ne s'est pas réuni en 2012, car il était en cours de reformation.*
Conseil supérieur des archives (DGPAT)	Article L. 211-2-1 du code du patrimoine Arrêté du 21 janvier 1988 portant création du Conseil supérieur des archives	50	0	0	0	3	2	0	
Commission du Fonds national pour l'archéologie préventive (DGPAT)	Article L. 524-14 du code du patrimoine Décret n° 2004-490 du 3 juin 2004 relatif aux procédures administratives et financières en matière d'archéologie	18	0	0	0	0	0	0	

Instance	Texte institutif	Nombres de membres	Coût de fonctionnement (en milliers d'€)			Nombre de réunions			Justification de l'évolution des coûts de fonctionnement / Observations
			2010	2011	2012	2010	2011	2012	
14. Culture et communication									
	préventive (articles 90 à 94)								
Commission nationale des monuments historiques(DGPAT)	Article L. 611-1 du code du patrimoine Décret n° 2007-612 du 25 avril 2007 relatif à la Commission nationale des monuments historiques	150	16,8	18	20,65	27	31	31	
Haut Comité des commémorations nationales (précédemment Haut comité pour les célébrations nationales) (DGPAT)	Arrêté du 23 septembre 1998 portant création d'un Haut Comité des célébrations nationales auprès du ministre chargé de la culture	13	0	0	0	2	1	0	
Conseil scientifique de la grotte de Lascaux (DGPAT)	Arrêté du 15 février 2010 portant nomination au conseil scientifique de la grotte de Lascaux	14	15	33	38,16	3	4	4	
Commission consultative d'aide à la création pour les compositeurs d'œuvres musicales, lyriques ou chorégraphiques (DGCA)	Arrêté du 20 juin 1977 relatif à la commission consultative chargée de donner un avis sur l'attribution de bourses d'aide à la création à des compositeurs d'œuvres musicales, lyriques ou chorégraphiques	14	1,5	0	0	1	1	1	
Commission professionnelle consultative du spectacle vivant (DGCA)	Arrêté du 19 juin 2006 portant création de la commission professionnelle consultative du spectacle vivant	39	2,9	0,3	0,3	2	1	1	

Instance	Texte institutif	Nombres de membres	Coût de fonctionnement (en milliers d'€)			Nombre de réunions			Justification de l'évolution des coûts de fonctionnement / Observations
			2010	2011	2012	2010	2011	2012	
14. Culture et communication									
Conseil des métiers d'art (DGCA)	Arrêté du 3 août 2004 relatif au Conseil des métiers d'art et à la mission des métiers d'art	30	0	0	-	2	2	-	*Instance en cours de rattachement à l'Institut national des métiers d'art.*
Commission nationale d'habilitation des établissements d'enseignement supérieur habilités dans les domaines de la musique, de la danse, du théâtre et des arts du cirque (DGCA)	Décret n° 2007-1678 du 27 novembre 2007 relatif aux diplômes nationaux supérieurs professionnels délivrés par les établissements d'enseignement supérieur habilités par le ministre chargé de la culture dans les domaines de la musique, de la danse, du théâtre et des arts du cirque et à la procédure d'habilitation de ces établissements Arrêté du 22 février 2008 relatif à la procédure d'habilitation des établissements d'enseignement supérieur dans les domaines de la musique, de la danse, du théâtre et des arts du cirque et au fonctionnement de la Commission nationale d'habilitation	25	0	0	0	1	2	0	
Commission d'arbitrage relative à la perception de la taxe fiscale sur les spectacles (DGCA)	Décret n° 2004-117 du 4 février 2004 pris en application des articles 76 et 77 de la loi de finances rectificative pour 2003 définissant les catégories de spectacles et déterminant, pour l'Association pour le soutien du théâtre privé, les types d'aide et leurs critères d'attribution (article 2)	8	0	0	0	1	1	1	

Instance	Texte institutif	Nombres de membres	Coût de fonctionnement (en milliers d'€)			Nombre de réunions			Justification de l'évolution des coûts de fonctionnement / Observations
			2010	2011	2012	2010	2011	2012	
14. Culture et communication									
Commission relative aux demandes de changement d'affectation des salles de spectacles (DGCA)	Arrêté du 18 avril 1947 portant création d'une commission chargée de donner un avis sur les demandes de changement d'affectation des salles de spectacle	12	0	0	0	1	1	0	
Comité d'experts (entreprises de production phonographique) (DGMIC)	Articles 220 octies (IV) et 220 Q du code général des impôts Décret n° 2006-1764 du 23 décembre 2006 pris pour l'application des articles 220 octies et 220 Q du code général des impôts et relatif à l'agrément des productions phonographiques ouvrant droit au crédit d'impôt pour dépenses dans la production d'œuvres phonographiques (article 9)	5	0	0	0	6	6	6	
Commission du fonds de soutien à l'expression radiophonique locale (DGMIC)	Décret n° 2006-1067 du 25 août 2006 pris pour l'application de l'article 80 de la loi n° 86-1067 du 30 septembre 1986 relative à la liberté de communication	11	9	6,68	5,57	12	15	13	
Comité d'orientation du fonds stratégique pour le développement de la presse (DGMIC)	Décret n° 2012-484 du 13 avril 2012 relatif à la réforme des aides à la presse et au fonds stratégique pour le développement de la presse (article 14 et suivants) - Arrêté du 6 juillet 2012 fixant la composition du comité d'orientation du fonds stratégique pour le développement de la presse	17	-	-	2,4	-	-	8	

Instance	Texte institutif	Nombres de membres	Coût de fonctionnement (en milliers d'€)			Nombre de réunions			Justification de l'évolution des coûts de fonctionnement / Observations
			2010	2011	2012	2010	2011	2012	
14. Culture et communication									
Commission de classification des œuvres cinématographiques (CNC)	Décret n° 90-174 du 23 février 1990 pris pour l'application des articles 19 à 22 du code de l'industrie cinématographique et relatif à la classification des œuvres cinématographiques	81	132	144	144	70	76	71	
Commission des droits des artistes-interprètes et des producteurs pour la réalisation d'une œuvre audiovisuelle	Articles L. 212-9 et R. 212-1 et suivants du code de la propriété intellectuelle	25	0	0	0	0	0	0	
Commission consultative de la commande publique (DGCA)	Arrêté du 22 janvier 1998 portant création d'une commission consultative de la commande publique	12	2,3	3	3,1	2	3	3	
Commission de conciliation (droit d'exploitation des œuvres des journalistes) (DGMIC)	Articles L. 132-44 et R. 132-18 et suivants du code de la propriété intellectuelle arrêté du 11 juillet 2011 portant nomination à la commission paritaire prévue par l'article L132-44 du CPI décret n°2011-126 du 28 janvier 2011 modifié le 12-07-2012 sur la rémunération du président	13	0	1	2	0	2	4	*L'activité de la commission tend à augmenter du fait de l'avancement des négociations sur les droits d'auteur dans les entreprises de presse et de l'élargissement de la compétence de la commission, par la loi n°2012-387 du 22 mars 2012, à la validation des accords conclus avec les représentants du personnel dans les petites entreprises de presse.*
Commission paritaire des publications et agences de presse (CPPAP- DGMIC)	Décret n°97-1065 du 20 novembre 1997 relatif à la CPPAP	30	7,8	7,8	7,8	31	32	33	
Commission générale de terminologie et de néologie (DGLFLF)	Décret n° 96-602 du 3 juillet 1996 relatif à l'enrichissement de la langue française	16	0	0	0	30	28	30	

Instance	Texte institutif	Nombres de membres	Coût de fonctionnement (en milliers d'€)			Nombre de réunions			Justification de l'évolution des coûts de fonctionnement / Observations
			2010	2011	2012	2010	2011	2012	
14. Culture et communication									
Commission spécialisée de terminologie et de néologie au ministère de la culture et de la communication (DGLFLF)	Arrêté du 2 mars 1998 portant création de la commission spécialisée de terminologie et de néologie au ministère de la culture et de la communication modifié par arrêté du 18 avril 2012 (JORF du 24 avril 2012) quant à la composition	36	0	0	0	9	9	4	
Commission chargée de donner un avis sur la pratique artistique de candidats aux concours d'accès au corps des professeurs des écoles nationales supérieures d'art (DGCA)	Arrêté du 6 février 2003 portant création de la commission chargée de donner un avis sur la pratique artistique de candidats aux concours d'accès au corps des professeurs des écoles nationales supérieures d'art	6	0	6,588	1,324	1	1	1	*Fusion avec la commission d'évaluation des professeurs des écoles nationales supérieures d'art décidée par le CIMAP du 17 juillet 2013.*
Commission d'évaluation des professeurs des écoles nationales supérieures d'art	Décret n° 2002-1520 du 23 décembre 2002 fixant les dispositions statutaires applicables au corps des professeurs des écoles nationales supérieures d'art (article 8)	11	nc	nc	nc	nc	nc	nc	*Fusion avec la commission chargée de donner un avis sur la pratique artistique de candidats aux concours d'accès au corps des professeurs des écoles nationales supérieures d'art décidée par le CIMAP du 17 juillet 2013.*

Instance	Texte institutif	Nombres de membres	Coût de fonctionnement (en milliers d'€)			Nombre de réunions			Justification de l'évolution des coûts de fonctionnement / Observations
			2010	2011	2012	2010	2011	2012	
14. Culture et communication									
Commission des acquisitions du musée d'Archéologie nationale et domaine national de Saint-Germain-en-Laye et du musée national de Préhistoire (DGPAT)	Article L. 451-1 du code du patrimoine. Arrêté du 16 mars 2004 portant création de la commission des acquisitions des musées nationaux des Antiquités nationales et de la Préhistoire.	14	0,2	1,1	0,4	2	2	2	*Le coût annuel varie selon la valeur des œuvres présentées. Il comprend principalement l'assurance des œuvres présentées et leur transport.* *Fusion décidée par le CIMAP du 2 avril 2013 avec les trois instances suivantes : commission des acquisitions des musées nationaux du Moyen Age - Thermes de Cluny, de la Renaissance au château d'Ecouen, de la céramique à Sèvres et Adrien-Dubouché à Limoges ; commission des acquisitions de l'établissement public du château de Fontainebleau, des musées nationaux du château de Compiègne, des châteaux de Malmaison et de Bois-Préau, de la maison Bonaparte d'Ajaccio, de l'île d'Aix, du château de Pau, du musée Clemenceau et de Lattre de Tassigny à Moulleron-en-Pareds, du musée de Port-Royal-des-Champs à Magny-les-Hameaux ; commission des acquisitions des musées nationaux Marc Chagall à Nice, Fernand Léger à Biot et franco-américain du château de Blérancourt.*
Commission des acquisitions des musées nationaux du Moyen Age - Thermes de Cluny, de la Renaissance au château d'Ecouen, de la céramique à Sèvres et Adrien-Dubouché à Limoges (DGPAT)	Article L. 451-1 du code du patrimoine. Arrêté du 16 mars 2004 portant création de la commission des acquisitions des musées nationaux du Moyen Age - Thermes de Cluny, de la Renaissance au château d'Ecouen, de la céramique à Sèvres et Adrien-Dubouché à Limoges (modifié par arrêté du 9 février 2010).	14	5,8	1,2	3,1	5	5	5	*Le coût annuel varie selon la valeur des œuvres présentées. Il comprend principalement l'assurance des œuvres présentées et leur transport.* *Fusion décidée par le CIMAP du 2 avril 2013 avec les trois instances suivantes : commission des acquisitions du musée d'Archéologie nationale et domaine national de Saint-Germain-en-Laye et du musée national de Préhistoire ; commission des acquisitions de l'établissement public du château de Fontainebleau, des musées nationaux du château de Compiègne, des châteaux de Malmaison et de Bois-Préau, de la maison Bonaparte d'Ajaccio, de l'île*

Instance	Texte institutif	Nombres de membres	Coût de fonctionnement (en milliers d'€)			Nombre de réunions			Justification de l'évolution des coûts de fonctionnement / Observations
			2010	2011	2012	2010	2011	2012	
14. Culture et communication									
									d'Aix, du château de Pau, du musée Clemenceau et de Lattre de Tassigny à Moulleron-en-Pareds, du musée de Port-Royal-des-Champs à Magny-les-Hameaux ; commission des acquisitions des musées nationaux Marc Chagall à Nice, Fernand Léger à Biot et franco-américain du château de Blérancourt.
Commission des acquisitions de l'établissement public du château de Fontainebleau, des musées nationaux du château de Compiègne, des châteaux de Malmaison et de Bois-Préau, de la maison Bonaparte d'Ajaccio, de l'île d'Aix, du château de Pau, du musée Clemenceau et de Lattre de Tassigny à Moulleron-en-Pareds, du musée de Port-Royal-des-Champs à Magny-les-Hameaux(DGPAT)	Article L. 451-1 du code du patrimoine Arrêté du 16 mars 2004 portant création de la commission des acquisitions des musées nationaux du château de Fontainebleau, du château de Compiègne, des châteaux de Malmaison et Bois-Préau, de la maison Bonaparte d'Ajaccio, de l'île d'Aix, du château de Pau, des Deux-Victoires et de la maison de Lattre de Tassigny en Vendée, des granges de Port-Royal à Magny-les-Hameaux modifié par arrêté du 2 novembre 2009	14	1	0,5	0,7	5	5	5	*Le coût annuel varie selon la valeur des œuvres présentées. Il comprend principalement l'assurance des œuvres présentées et leur transport.* *Fusion décidée par le CIMAP du 2 avril 2013 avec les trois instances suivantes : commission des acquisitions du musée d'Archéologie nationale et domaine national de Saint-Germain-en-Laye et du musée national de Préhistoire ; commission des acquisitions des musées nationaux du Moyen Age - Thermes de Cluny, de la Renaissance au château d'Ecouen, de la céramique à Sèvres et Adrien-Dubouché à Limoges ; commission des acquisitions des musées nationaux Marc Chagall à Nice, Fernand Léger à Biot et franco-américain du château de Blérancourt.*
Commission des acquisitions des musées nationaux Marc Chagall à Nice, Fernand Léger à Biot et franco-américain du château de Blérancourt (DGPAT)	Article L. 451-1 du code du patrimoine Arrêté du 16 mars 2004 portant création de la commission des acquisitions des musées nationaux Marc Chagall à Nice, Fernand Léger à Biot et franco-américain du château de Blérancourt	11	1,6	0	3,1	1	0	1	*Le coût annuel varie selon la valeur des œuvres présentées. Il comprend principalement l'assurance des œuvres présentées et leur transport.* *Fusion décidée par le CIMAP du 2 avril 2013 avec les trois instances suivantes : commission des acquisitions du musée d'Archéologie nationale et domaine national de Saint-Germain-en-Laye et du musée national de Préhistoire ; commission des acquisitions des musées nationaux du Moyen Age - Thermes de Cluny, de la Renaissance au château d'Ecouen, de la céramique à*

Instance	Texte institutif	Nombres de membres	Coût de fonctionnement (en milliers d'€)			Nombre de réunions			Justification de l'évolution des coûts de fonctionnement / Observations
			2010	2011	2012	2010	2011	2012	
14. Culture et communication									
									Sèvres et Adrien-Dubouché à Limoges ; commission des acquisitions de l'établissement public du château de Fontainebleau, des musées nationaux du château de Compiègne, des châteaux de Malmaison et de Bois-Préau, de la maison Bonaparte d'Ajaccio, de l'île d'Aix, du château de Pau, du musée Clemenceau et de Lattre de Tassigny à Moulleron-en-Pareds, du musée de Port-Royal-des-Champs à Magny-les-Hameaux.
Conseil national des professions du spectacle	Décret n°93-724 du 29 mars 1993 relatif au Conseil national des professions du spectacle prorogé pour une durée de cinq années par le décret n°2013-353 du 25 avril 2013 relatif au Conseil national des professions du spectacle	90	0	0	0	1	1	1	*A l'occasion de la prorogation du conseil national des professions du spectacle ont été fusionnées audit conseil : - la commission emploi du Conseil national des professions du spectacle ; - et la commission nationale de la sécurité dans le spectacle vivant (décision du CIMAP du 2 avril 2013).*
Commission nationale consultative d'aide à la création pour les arts du cirque (DGCA)	Arrêté du 28 septembre 1995 relatif à la commission nationale consultative d'aide à la création pour les arts du cirque	10	0	0	0	1	1	1	*Fusion décidée dans le cadre du CIMAP du 2 avril 2013 avec la commission nationale consultative d'aide à la résidence d'artiste et résidence de production d'arts de la rue.*
Commission nationale consultative d'aide à la résidence d'artiste et résidence de production d'arts de la rue(DGCA)	Arrêté du 15 mars 1999 relatif à la commission nationale consultative d'aide à la résidence d'artiste et résidence de production d'arts de la rue	10	0	0	0	1	1	1	*Fusion décidée dans le cadre du CIMAP du 2 avril 2013 avec la commission nationale consultative d'aide à la création pour les arts du cirque.*

Instance	Texte institutif	Nombres de membres	Coût de fonctionnement (en milliers d'€)			Nombre de réunions			Justification de l'évolution des coûts de fonctionnement / Observations
			2010	2011	2012	2010	2011	2012	
14. Culture et communication									
Comité consultatif des prêts et des dépôts d'œuvres et d'objets d'art inscrits sur l'inventaire du Fonds national d'art contemporain (DGCA)	Code du patrimoine, articles D.113-24 et D.113-25 codifiés par le décret n°2000-856 du 29 août 2000 relatif à la gestion des œuvres et objets d'art inscrits sur l'inventaire du Fonds national d'art contemporain	12	1,5	1,4	1,4	11	11	11	*Commission en cours de rattachement au centre national des arts plastique (CNAP). Décision du CIMAP du 2 avril 2013.*
Commission consultative de la création artistique (chargée de donner un avis sur les propositions d'achat d'œuvres d'artistes contemporains dans le domaine des arts plastiques) - (DGCA)	Arrêté du 8 janvier 1985 portant création d'une commission consultative de la création artistique (peinture, sculpture, arts graphiques) Version consolidée au 13 janvier 2010	14	4,5	6	5,1	2	2	1	*Commission en cours de rattachement au centre national des arts plastique (CNAP). Décision du CIMAP du 2 avril 2013.*
Commission consultative de la création artistique compétente en matière d'arts décoratifs et de métiers d'art (DGCA)	Arrêté du 19 décembre 1985 portant création d'une commission consultative de la création artistique compétente en matière d'arts décoratifs et de métiers d'art	14	3	2,3	1,9	1	1	1	*Commission en cours de rattachement au centre national des arts plastique (CNAP). Décision annoncée lors du CIMAP du 2 avril 2013.*
Commission consultative de la création artistique compétente en matière de photographie (DGCA)	Arrêté du 19 décembre 1985 portant création d'une commission consultative de la création artistique compétente en matière de photographie	15	3	2,7	1,7	1	2	1	*Commission en cours de rattachement au centre national des arts plastique (CNAP). Décision annoncée lors du CIMAP du 2 avril 2013.*
Commission consultative des trésors nationaux(DGPAT)	Article L. 111-4 du code du patrimoine Article R. 111-22 à D. 111-25 du code du patrimoine	12 ou 13 selon la procédure	3,8	3,7	5,3	8	7	9	
Commission interministérielle d'agrément pour la conservation du patrimoine artistique nationale (dite commission des dations) (DGPAT)	Article 310 (II) Annexe II du CGI. Arrêté du 6 avril 1982 relatif à la commission prévue à l'article 310 G de l'annexe II du CGI.	5	1,4	0,4	0,5	3	4	4	*Le coût annuel peut varier selon s'il y a eu besoin de faire expertiser la valeur des œuvres.*
Conseil artistique des musées nationaux (DGPAT)	Articles L. 451-1, R. 422-5 et D. 422-6 et suivants du code du patrimoine	23	3,8	11,25	4, 7	8	10	8	*Le coût annuel varie selon la valeur des œuvres présentées qui est prise en compte pour l'assurance.*

Instance	Texte institutif	Nombres de membres	Coût de fonctionnement (en milliers d'€)			Nombre de réunions			Justification de l'évolution des coûts de fonctionnement / Observations
			2010	2011	2012	2010	2011	2012	
14. Culture et communication									
Commission scientifique des musées nationaux réunie en commission des prêts et dépôts(DGPAT)	Article D. 422-4 du code du patrimoine (3° alinéa)	15 à 18 selon la formation	0	0	0	11	13	13	
Commission scientifique nationale des collections (DGPAT)	Articles L. 115-1 et L. 115-2 du code du patrimoine LOI n° 2010-501 du 18 mai 2010 visant à autoriser la restitution par la France des têtes maories à la Nouvelle-Zélande et relative à la gestion des collections (article 4) Décret n° 2011-160 du 8 février 2011 relatif à la commission scientifique nationale des collections	40	0	0	-	0	0	0	*La commission n'était pas encore installée en 2012. Elle est composée de 4 collèges de 22 membres, avec une partie commune de13 membres et 27 membres additionnels répartis selon les collèges.*
Commission scientifique nationale des musées de France(DGPAT)	Articles L. 451-1 et L. 451-5 du code du patrimoine - Décret n° 2002-628 du 25 avril 2002 pris pour l'application de la loi n° 2002-5 du 4 janvier 2002 relative aux musées de France (articles 16 et 22 à 25)	15	0,13	0	0	1	2	1	
Commission d'agrément relative à l'institution d'une garantie de l'Etat (DGPAT)	Loi n°93-20 du 7 janvier 1993 relative à l'institution d'une garantie de l'Etat pour certaines expositions temporaires d'œuvres d'art Décret n° 93-947 du 23 juillet 1993 pris pour l'application de la loi n° 93-20 du 7 janvier 1993 relative à l'institution d'une garantie de l'Etat pour certaines expositions temporaires d'œuvres d'art	5	0	0	0	4	4	7	
Conseil national des parcs et jardins (DGPAT)	Décret n° 2003-447 du 19 mai 2003 portant création du Conseil national des parcs et jardins Arrêté du 3 janvier 2007 renouvelant les membres pour 3 ans	28	1,3	0	0	3	2	2	

Instance	Texte institutif	Nombres de membres	Coût de fonctionnement (en milliers d'€)			Nombre de réunions			Justification de l'évolution des coûts de fonctionnement / Observations
			2010	2011	2012	2010	2011	2012	
14. Culture et communication									
Conseil national de l'inventaire général du patrimoine culturel (DGPAT)	Décret n° 2005-835 du 20 juillet 2005 pris en application de l'article 95 de la loi n° 2004-809 du 13 août 2004 relative aux libertés et responsabilités locales et relatif au contrôle scientifique et technique de l'Etat en matière d'inventaire général du patrimoine culturel et au Conseil national de l'inventaire général du patrimoine culturel	15	0	1,5	0,34	0	3	5	
Comité du patrimoine cultuel (DGPAT)	Arrêté du 24 juin 2002 portant création d'un comité du patrimoine cultuel au ministère de la culture et de la communication	24	0	0	0	0	0	0	*Le comité est en cours de reconstitution.*

Instance	Texte institutif	Nombres de membres	Coût de fonctionnement (en milliers d'€)			Nombre de réunions			Justification de l'évolution des coûts de fonctionnement / Observations
			2010	2011	2012	2010	2011	2012	
15. Enseignement supérieur et recherche									
Conseil national de l'enseignement supérieur et de la recherche	Articles L. 232-1et D. 232-1 et suivants du code de l'éducation	68	45	48	50	18	22	20	
Conseil national des universités (CNU) et Conseil national des universités pour les disciplines médicales, odontologiques et pharmaceutiques	Décret n° 92-70 du 16 janvier 1992 relatif au Conseil national des universités. Arrêté du 19 mars 2010 fixant les modalités de fonctionnement du Conseil national des universités Décret n°2002-1262 du 15 octobre 2002 instituant une indemnité attribuée aux membres du Conseil national des universités Arrêté du 13 juillet 2010 pris pour l'application du décret n°2002-1262 du 15 octobre 2002	CNU : 3 504 CNU santé : 803	5 700	CNU et CNU santé : 5 452	CNU et CNU santé : 5 776	4	CNU : 450 CNU santé : 55	CNU : 470 CNU santé : 55	*En 2012, les indemnités de fonction et les frais de déplacement ainsi que les frais de location, ont connu une augmentation importante. Ces augmentations sont dues : au début de mandat du nouveau CNU, à la mise en place de la nouvelle CP CNU et de nouveaux groupes de travail thématiques ; à la nomination d'un suppléant pour chaque membre titulaire du CNU et à la possibilité de faire appel au vivier des suppléants pour l'examen des dossiers de qualification, de promotion et d'évaluation.*
Commission consultative nationale des instituts universitaires de technologie (IUT) et des instituts universitaires professionnalisés (sous-commission relative aux IUT)	Arrêté du 19 avril 1995 relatif à la commission consultative nationale des instituts universitaires de technologie et des instituts universitaires professionnalisés	34	6,5	14,6	14,6	4	9	9	
Commission consultative restreinte pour la formation professionnelle des experts-comptables, placée auprès du ministère chargé de l'enseignement supérieur (formation restreinte)	Article 78 du décret n° 2012-432 du 30 mars 2012 relatif à l'exercice de l'activité d'expertise comptable Décret n° 96-352 du 24 avril 1996 relatif à l'accès à la profession d'expert-comptable des personnes mentionnées aux articles 26 et 27 de l'ordonnance n°45-2138 du 19 septembre1945	9	0	0	0	3	1	2	*Cette commission se réunit le même jour que la Commission consultative nationale des instituts universitaires de technologie (IUT) et des instituts universitaires professionnalisés dont elle est une émanation.*

Instance	Texte institutif	Nombres de membres	Coût de fonctionnement (en milliers d'€)			Nombre de réunions			Justification de l'évolution des coûts de fonctionnement / Observations
			2010	2011	2012	2010	2011	2012	
15. Enseignement supérieur et recherche									
Commissions pédagogiques nationales (IUT)	Arrêté du 4 juin 1992 relatif à la commission consultative nationale des instituts universitaires de technologie et aux commissions pédagogiques nationales	301	38,8	32	90	33	32	126	*La forte élévation du nombre de réunions est due à deux facteurs : - interruption des travaux pour une partie des années 2010 et 2011 du fait de la fin du mandat des précédentes commissions ; - les travaux, très lourds, de réécriture de l'ensemble des programmes de DUT afin d'accueillir les bacheliers issus de la réforme du lycée en septembre 2013.*
Commission d'examen des conventions de valorisation de la recherche	Décret n° 2008-510 du 28 mai 2008 portant création de la commission d'examen des conventions de valorisation de la recherche	8	0	0	0	1	0	0	
Comité de suivi du cursus master	Arrêté du 25 avril 2002 relatif au diplôme national de master (article 18)	30	4	4	5,6	5	5	7	
Comité consultatif pour l'enseignement supérieur privé	Arrêté du 21 octobre 2003 portant création du comité consultatif pour l'enseignement supérieur privé	12	n.c	2,8	1,8	0	3	2	
Conseil national de la culture scientifique, technique et industrielle Incluant réunions du comité opérationnel	Décret n° 2012-572 du 24 avril 2012 relatif au conseil national de la culture scientifique, technique et industrielle	20	-	-	10,2	-	-	6	
Commission consultative pour le diplôme de géomètre expert placée auprès du ministre chargé de l'enseignement supérieur	Décret n° 2010-1406 du 12 novembre 2010 relatif au diplôme de géomètre-expert foncier délivré par le gouvernement (article 10)	12	0,5	0,5	0,5	1	1	1	
Commission consultative pour la formation professionnelle des experts-comptables, placée auprès du ministère chargé de l'enseignement supérieur	Articles 78 et 79 du décret n° 2012-432 du 30 mars 2012 relatif à l'exercice de l'activité d'expertise comptable	21	2,2	1,5	1	4	2	2	
Commission d'évaluation des formations et diplômes de gestion, dite commission Helfer	Décret n° 2001-295 du 4 avril 2001 portant création de la commission d'évaluation des formations et diplômes de gestion	16	0	0	0	9	8	9	
Commission des titres d'ingénieurs	Articles L. 642-3 et L. 642-4 du code de l'éducation	32	100	100,2	100	35	35	35	*13 séances plénières, 11 réunions de bureau et 11 réunions de groupes de travail*

Instance	Texte institutif	Nombres de membres	Coût de fonctionnement (en milliers d'€)			Nombre de réunions			Justification de l'évolution des coûts de fonctionnement / Observations
			2010	2011	2012	2010	2011	2012	
15. Enseignement supérieur et recherche									
Commission chargée d'émettre un avis sur les diplômes étrangers dont les titulaires demandent l'autorisation de faire usage professionnel du titre de psychologue, placée auprès du ministère de l'enseignement supérieur	Décret n° 90-255 du 22 mars 1990 fixant la liste des diplômes permettant de faire usage professionnel du titre de psychologue en France - Arrêté du 26 décembre 1990 fixant la composition de la commission	de 9 à 18	5,4	5,5	5,5	4	4	4	
Commission pédagogique nationale des études de santé	Décret n° 2010-762 du 7 juillet 2010 relatif à la commission pédagogique nationale des études de santé	42	8,09	32,8	40	3	20	24	
Conseil scientifique en médecine, pharmacie et odontologie	Décret n° 2004-67 du 16 janvier 2004 relatif à l'organisation du 3ème cycle des études médicales, art, 4 ; Décret n° 2011-22 du 5 janvier 2011 relatif à l'organisation du 3ème cycle long des études odontologiques Décret n° 2012-172 du 3 février 2012 relatif au 3ème cycle spécialisé des études pharmaceutiques (article 2)	24	-	121,5	120	-	-	60	
Comité consultatif sur le traitement de l'information en matière de recherche dans le domaine de la santé	Loi n° 78-17 du 6 janvier 1978 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés (article 54) Décret n° 2005-1309 du 20 octobre 2005 pris pour l'application de la loi n° 78-17 du 6 janvier 1978 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés (articles 20 à 26)	15	39,42	37,24	45,96	12	12	13	
Commission nationale de l'expérimentation animale	Articles R. 214-116 et suivants du code rural et de la pêche maritime	21	0,8	0,8	0,8	2	5	8	

Instance	Texte institutif	Nombres de membres	Coût de fonctionnement (en milliers d'€)			Nombre de réunions			Justification de l'évolution des coûts de fonctionnement / Observations
			2010	2011	2012	2010	2011	2012	
15. Enseignement supérieur et recherche									
Comité stratégique du calcul intensif	Arrêté du 3 octobre 2011 portant création du comité stratégique du calcul intensif (recréé auprès du ministère de l'enseignement supérieur et de la recherche)	22	3,39	4.54	4,69	9	6	6	
Commission nationale de labellisation des structures de transfert et de diffusion de technologies	Décret n° 2008-50 du 15 janvier 2008 portant création de la Commission nationale de labellisation des structures de transfert et de diffusion de technologies	20	79,48	70	83,4	2	2	2	*L'augmentation des coûts en 2012 est due à une révision à la hausse du coût de la prestation réalisée par l'AFNOR.*
Commission spécialisée de terminologie et de néologie des sciences et techniques spatiales	Arrêté du 17 décembre 2001 portant création de la commission spécialisée de terminologie et de néologie des sciences et techniques spatiales	21	5	5	5	5	5	6	
Observatoire national de la vie étudiante	Arrêté du 14 février 1989 relatif à l'Observatoire de la vie étudiante	26	411,6	380,74	369,16	0	0	1	
Commission nationale d'expertise de la licence professionnelle	Arrêté du 17 novembre 1999 relatif à la licence professionnelle (article 12)	24	14,4	17	9,5	4	2	1	
Comité de concertation pour les données en sciences humaines et sociales	Décret n° 2001-139 du 12 février 2001 portant création du comité de concertation pour les données en sciences humaines et sociales	10	10	8	-	1	1	-	
Comité de suivi de la licence et de la licence professionnelle, associant le CNESER et des représentants des établissements et secteurs de formation	Arrêté du 17 novembre 1999 relatif à la licence professionnelle (article 15) Arrêté du 23 avril 2002 relatif aux études universitaires conduisant au grade de licence (article 32) abrogé, remplacé par l'arrêté du 1er août 2011 relatif à la licence (article 24).	80	8,7	26,1	23,2	3	9	8	

Instance	Texte institutif	Nombres de membres	Coût de fonctionnement (en milliers d'€)			Nombre de réunions			Justification de l'évolution des coûts de fonctionnement / Observations
			2010	2011	2012	2010	2011	2012	
15. Enseignement supérieur et recherche									
Comité de suivi de la loi relative aux libertés et responsabilités des universités	Loi n° 2007-1199 du 10 août 2007 relative aux libertés et responsabilités des universités Décret n° 2008-72 du 23 janvier 2008 instituant le comité de suivi de la loi relative aux libertés et responsabilités des universités	14	9	12	11	10	15	12	
Commission nationale chargée de l'agrément de services formateurs pour l'internat en odontologie et de la répartition des postes dans les services	Décret n° 94-735 du 19 août 1994 relatif au concours et au programme pédagogique de l'internat en odontologie Arrêté du 4 janvier 1999 fixant la composition de la commission nationale chargée de l'agrément des services formateurs pour l'internat en odontologie et de la répartition des postes dans les services	12	n.c	n.c	n.c	n.c	0	0	*Extinction progressive jusqu'au 1er septembre 2016 (article. 26 du décret n° 2011-22 du 5 janvier 2011 abrogeant le décret. n°94-735) Cette commission n'est plus réunie. Il n'y a plus de répartition de postes dans les services car plus de recrutement d'internes en vue de l'attestation d'études approfondies en chirurgie dentaire (décret de 1994).* *Elle est remplacée par des commissions d'interrégions du troisième cycle long des études odontologiques (décret n° 2011-957du 10 août 2011 relatif à la commission d'interrégion du troisième cycle long des études odontologiques et aux modalités d'agrément des stages).*
Conseil National des astronomes-physiciens	Décret n° 86-433 du 12 mars 1986 modifié relatif au Conseil national des astronomes et des physiciens	36	-	30	27	-	20	15	

Instance	Texte institutif	Nombres de membres	Coût de fonctionnement (en milliers d'€)			Nombre de réunions			Justification de l'évolution des coûts de fonctionnement / Observations
			2010	2011	2012	2010	2011	2012	
16. Droits des femmes									
Haut conseil à l'égalité entre les femmes et les hommes	Décret n° 2013-8 modifié janvier 2013 portant création du Haut Conseil à l'égalité entre les femmes et les hommes	78	0	0	0	0	0	0	
Conseil supérieur de l'égalité professionnelle entre les femmes et les hommes	Articles D. 1145-1 et suivants du code du travail - modifiés par le décret n°2013-371 du 30 avril 2013 -	37	0	0	0	2	1	3	
Comité national d'agrément (des centres d'information)	Arrêté du 14 février 1997 relatif à l'habilitation des centres d'information sur les droits des femmes et portant création du Conseil national d'agrément	8	0,248	0	0,517	1	0	2	*Augmentation des coûts de fonctionnement (remboursement des frais de déplacement), en 2012, en rapport avec le nombre de réunions.* *Suppression décidée par le CIMAP du 17 juillet 2013.*

Instance	Texte institutif	Nombres de membres	Coût de fonctionnement (en milliers d'€)			Nombre de réunions			Justification de l'évolution des coûts de fonctionnement / Observations
			2010	2011	2012	2010	2011	2012	
17. Agriculture, agroalimentaire et forêt									
Conseil national de l'enseignement agricole	Articles L. 814-1 et L. 814-2 et R. 814-1 à R. 814-9 du code rural et de la pêche maritime	64	-	-	-	6	5	6	
Conseil national de l'enseignement supérieur et de la recherche agricole, agroalimentaire et vétérinaire	Articles L. 814-3 et L. 814-4 et R.814-10 à R.814-30 du code rural et de la pêche maritime	45	-	-	-	4	6	6	
Commission nationale des enseignants chercheurs relevant du ministre chargé de l'agriculture	Décret n° 92-172 du 21 février 1992 relatif à la Commission nationale des enseignants-chercheurs relevant du ministre chargé de l'agriculture	10 sections de 24 membres	-	-	-	1 réunion plénière/3 réunions de la commission permanente	1réunion plénière/ 3 réunions de la commission permanente	1réunion plénière/ 3 réunions de la commission permanente	
Observatoire national de l'enseignement agricole	Arrêté du 31 juillet 1996 relatif à l'Observatoire national de l'enseignement agricole modifié par arrêté du 13 juin 2012	11	95	95	90	10	10	10	
Commission consultative pour l'enseignement supérieur privé	Article R. 813-67 du code rural et de la pêche maritime	12	-	-	-	1	0	0	
Commission professionnelle consultative des métiers de l'agriculture, de la transformation, des services et de l'aménagement des espaces et de ses commissions nationales spécialisées	Article L. 335-6 du code de l'éducation Décret n°2012-982 du 21 aout 2012 relatif à la commission professionnelle consultative des métiers de l'agriculture, de la transformation, des services et de l'aménagement des espaces - Arrêté du 21 aout 2012 relatif à la composition et au fonctionnement de la commission professionnelle consultative des métiers de l'agriculture, de la transformation , des services et de l'aménagement des especes et de ses commissions spécialisées	56	-	-	-	20	-	20	
Conseil national de la spécialisation vétérinaire	Article R. 814-32 du code rural et de la pêche maritime	24	n.c	n.c	n.c	1	0	2	

Instance	Texte institutif	Nombres de membres	Coût de fonctionnement (en milliers d'€)			Nombre de réunions			Justification de l'évolution des coûts de fonctionnement / Observations
			2010	2011	2012	2010	2011	2012	
17. Agriculture, agroalimentaire et forêt									
Commission d'expertise pour la reconnaissance du programme des classes préparatoires biologie, chimie, physique et sciences de la Terre dans le cursus vétérinaire	Décret n° 2012-532 du 19 avril 2012 créant une commission d'expertise pour la reconnaissance du programme des classes préparatoires biologie, chimie, physique et sciences de la Terre dans le cursus vétérinaire	12	n.c	n.c	0	n.c	n.c	0	*Suppression décidée par le CIMAP du 17 juillet 2013.*
Commission de conciliation dans les professions agricoles	Articles L. 2522-1et L. 2522-7 du code du travail	13	0	0	0	0	0	0	*Suppression décidée par le CIMAP du 17 juillet 2013.*
Commission de la prévention des accidents du travail des non-salariés agricoles	Articles L. 752-29 et R. 752-85 du code rural et de la pêche maritime Arrêté du 3 avril 2002 modifié fixant la composition d'une commission de la prévention des accidents du travail des non-salariés agricoles	23	n.c	n.c	n.c	1	1	1	*Fusion décidée au CIMAP du 17 juillet 2013 au sein du CSPSA avec la Commission nationale de prévention des accidents du travail et des maladies professionnelles des salariés agricoles.*
Commission nationale de prévention des accidents du travail et des maladies professionnelles des salariés agricoles	Article R. 751-154	28	n.c	n.c	n.c	1	1	1	*Fusion décidée au CIMAP du 17 juillet 2013 au sein du CSPSA avec la Commission de la prévention des accidents du travail des non-salariés agricoles.*
Commission supérieure des maladies professionnelles en agriculture	Articles D. 751-19 et suivants du code rural et de la pêche maritime	31	n.c	n.c	n.c	3	5	3	
Conseil supérieur des prestations sociales agricoles	Articles R. 721-1, R. 721-2 et D. 721-3 et suivants du code rural	37	n.c	n.c	n.c	4	4	3	*Fusion décidée au CIMAP du 17 juillet 2013 au sein du CSPSA de la Commission de la prévention des accidents du travail des non-salariés agricoles et de la Commission de la prévention des accidents du travail des salariés agricoles.*
Commission relative à la liste d'aptitude aux conditions de nomination des agents de direction et des agents comptables des organismes de sécurité sociale de mutualité sociale agricole	Article R. 123-46 du Code de la sécurité sociale Arrêté du 11 avril 2001 fixant les conditions d'inscription sur la liste d'aptitude aux emplois d'agent de direction et d'agent comptable des organismes de mutualité sociale agricole	10	n.c	n.c	n.c	2	2	2	

Instance	Texte institutif	Nombres de membres	Coût de fonctionnement (en milliers d'€)			Nombre de réunions			Justification de l'évolution des coûts de fonctionnement / Observations
			2010	2011	2012	2010	2011	2012	
17. Agriculture, agroalimentaire et forêt									
Comité national de gestion des risques en agriculture	Articles L. 361-8 et D. 361-8 et suivants du code rural et de la pêche maritime	18	1,2	1,1	0,117	6	8	6	
Comité national pour la gestion des risques en forêt	Articles L. 261-4, D. 261-1 et D. 261-2 du code forestier	13	n.c	n.c	n.c	n.c	1	2	
Commission des calamités agricoles des départements d'outre-mer	Article L. 362-22 du code rural et de la pêche maritime	18	0	n.c	n.c	0	0	0	
Comité de surveillance biologique du territoire (ex comité de biovigilance)	Articles L. 251-1et D. 251-1 et suivants du code rural et de la pêche maritime	20	10	n.c	n.c	2	6	n.c	
Conseil national d'orientation de la politique sanitaire animale et végétale	Décret n° 2012-846 du 30 juin 2012 relatif au Conseil national d'orientation de la politique sanitaire animale et végétale - D200-2 à D 200-4 du code rural et de la pêche maritime	19	n.c	n.c	n.c	n.c	n.c	n.c	
Observatoire national des abattoirs	Article D. 654-8 du code rural et de la pêche maritime Arrêté du 9 février 2012 relatif à l'Observatoire national des abattoirs	29	-	-	0	-	-	0	*Intégration dans France Agrimer décidée par le CIMAP du 17 juillet 2013.*
Conseil national du froid	Décret n° 59-1028 du 31 août 1959 Arrêté du 26 mai 1999 fixant la composition et le fonctionnement du Conseil national du froid	54	n.c	n.c	n.c	1	1	1	

Instance	Texte institutif	Nombres de membres	Coût de fonctionnement (en milliers d'€)			Nombre de réunions			Justification de l'évolution des coûts de fonctionnement / Observations
			2010	2011	2012	2010	2011	2012	
17. Agriculture, agroalimentaire et forêt									
Conseil supérieur d'orientation et de coordination de l'économie agricole et alimentaire et commissions techniques	Articles L. 611-1, R. 611-1 et D. 611-4 et suivants du code rural et de la pêche maritime	32 30 17	0	0	0	2 4 2	1 réunion plénière, 4 réunions de la commission nationale technique chargée de donner son avis pour la reconnaissance des organisations de producteurs, 3 réunions de la Commission technique spécialisée du développement agricole et rural	1 réunion plénière, 4 réunions de la commission nationale technique chargée de donner son avis pour la reconnaissance des organisations de producteurs, 4 réunions de la Commission technique spécialisée du développement agricole et rural, 3 réunions de la commission nationale de la certification environnementale	
Comité national d'agrément des groupements agricoles d'exploitation en commun (GAEC)	Articles L. 323-11 et R. 323-5 et suivants du code rural et de la pêche maritime	14	0	0	0	2	1	2	
Commission nationale d'identification	Articles D. 212-13 et D. 212-14 du code rural et de la pêche maritime	54	0	-		2	4		
Commission des produits phytopharmaceutiques, des matières fertilisantes et des supports de culture	Article R. 253-4 du code rural Arrêté du 10 mars 2010 fixant la composition de la commission des produits phytopharmaceutiques, des matières fertilisantes et des supports de culture	77	0	n.c	n.c	1	0	n.c	
Comité technique permanent de la sélection des plantes cultivées	Articles D. 661-1 à D. 661-11 du code rural et de la pêche maritime	60	n.c	n.c	n.c	45	45	n.c	

Instance	Texte institutif	Nombres de membres	Coût de fonctionnement (en milliers d'€)			Nombre de réunions			Justification de l'évolution des coûts de fonctionnement / Observations
			2010	2011	2012	2010	2011	2012	
17. Agriculture, agroalimentaire et forêt									
Commission nationale de l'agriculture raisonnée et de la qualification des exploitations	Décret n° 2002-631 du 25 avril 2002 relatif à la qualification des exploitations agricoles au titre de l'agriculture raisonnée (articles 12 à 15)	35	19,42	19,42	n.c	2	2	n.c	*Suppression décidée par le CIMAP du 17 juillet 2013.*
Commission nationale d'amélioration génétique, commissions et comités en dépendant	Articles D. 653-1, D. 653-2 et D. 653-3 du Code rural et de la pêche maritime	111	0	n.c	n.c	13	12	12	
Commission des comptes de l'agriculture de la Nation	Décret n° 2001-863 du 14 septembre 2001 relatif à la commission des comptes de l'agriculture de la nation	22	2,5	2,5	1.0	2	2	2	*En 2012, les coûts de fonctionnement ont baissé suite à la suppression des prestations externes de rédaction des comptes rendus des sessions.*
Commission consultative de la statistique agricole	Décret n° 57-178 du 15 février 1957 portant réorganisation de la statistique agricole	50	0	n.c	n.c	1	1	1	
Observatoire de la formation des prix et des marges des produits alimentaires	Articles L. 692-1 et D. 692-1 et suivants du code rural et de la pêche maritime	35	n.c	n.c	n.c	1	6	4	
Conseil supérieur de la forêt, des produits forestiers et de la transformation du bois	Article L. 113-1 du code forestier (Ordonnance n° 2012-92 du 26 janvier 2012 relative à la partie législative du code forestier) et Articles D.113-7 à R.113-10 et suivants du code forestier (Décret n°2012-836 du 29 juin 2012 relatif à la partie réglementaire du code forestier)	62	n.c	n.c	n.c	1	0	0	
Commission relative à la procédure de dation d'immeubles en nature de bois, forêts ou espaces naturels pouvant être incorporés au domaine forestier de l'Etat	Article 384 A ter de l'annexe II au code général des impôts Arrêté du 30 novembre 2007	4	0	nc	n.c	1	nc	n.c	*Suppression décidée par le CIMAP du 17 juillet 2013.*
Observatoire national de la consommation des espaces agricoles	Articles L. 112-1 et D. 112-1-12 et suivants du code rural et de la pêche maritime	23	0	n.c	n.c	0	0	0	*Première réunion tenue le 1er avril 2013.*
Commission consultative paritaire nationale des baux ruraux	Article R. 414-5 du code rural et de la pêche maritime	22	0	n.c	n.c	0	0	0	

Instance	Texte institutif	Nombres de membres	Coût de fonctionnement (en milliers d'€)			Nombre de réunions			Justification de l'évolution des coûts de fonctionnement / Observations
			2010	2011	2012	2010	2011	2012	
17. Agriculture, agroalimentaire et forêt									
Commission spécialisée de terminologie et de néologie	Arrêté du 1er décembre 1998 portant création et composition d'une commission spécialisée de terminologie et de néologie au ministère de l'agriculture et de la pêche modifié par arrêté du 11 janvier 2013	28	n.c	n.c	n.c	3 réunions plénières	3 réunions plénières	3 réunions plénières	
Commission de conciliation des litiges dans le secteur du lait	Articles L. 654-34 et D. 654-94 et suivants du code rural et de la pêche maritime	7	0	n.c	n.c	0	0	n.c	*Suppression décidée par le CIMAP du 2 avril 2013*

Instance	Texte institutif	Nombres de membres	Coût de fonctionnement (en milliers d'€)			Nombre de réunions			Justification de l'évolution des coûts de fonctionnement / Observations
			2010	2011	2012	2010	2011	2012	
17.1. Agroalimentaire									
Conseil national de l'alimentation	Articles D. 541-1 et suivants du code de la consommation Arrêté du 12 mai 2010 fixant les modalités de fonctionnement du Conseil national de l'alimentation	49	200	240	270	6 séances plénières – 24 réunions pour 6 groupes de travail - 26 réunions exception-nelles pour l'élaboration du PNA	4 séances plénières, 31 réunions pour 5 groupes de travail (2 finissant leur travaux début 2011)	4 séances plénières, 1 colloque,14 réunions (et 13 entretiens bilatéraux) pour 3 groupes de travail.	*Le rôle du CNA a été renforcé à partir de 2010 par la loi, qui le charge du suivi du Programme national pour l'alimentation.*
Observatoire de l'alimentation	Articles L. 230-3 et D. 230-1 et suivants du code rural et de la pêche maritime	13	450	450	550	5	8	1 séance plénière du conseil d' orientation techniques2 séances du comité de pilotage	*Le budget de fonctionnement indiqué correspond aux autorisations d'engagement. L'augmentation des AE de 2011 à 2012 correspond notamment à la hausse des crédits prévus pour 2013, liée à la montée en puissance de l'Observatoire (création de la section sanitaire et de la section économie et sociologie).*

Instance	Texte institutif	Nombres de membres	Coût de fonctionnement (en milliers d'€)			Nombre de réunions			Justification de l'évolution des coûts de fonctionnement / Observations
			2010	2011	2012	2010	2011	2012	
18. Réforme de l'État, décentralisation et fonction publique									
Conseil commun de la fonction publique	Loi n° 83-634 du 13 juillet 1983 portant droits et obligations des fonctionnaires (article 9 ter) Décret n° 2012-148 du 30 janvier 2012 relatif au Conseil commun de la fonction publique	54 pour l'assemblée plénière	-	-	40	-	-	4 (3 séances de l'assemblées plénières P + 1 de la formation spécialisée textes)	*Créé par la loi n° 2010-751 du 5 juillet 2010. Le conseil commun s'est réuni pour la première fois le 31 janvier 2012.*
Conseil supérieur de la fonction publique de l'État	Loi n° 84-16 du 11 janvier 1984 portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique de l'Etat (article 13) Décret n°2012-225 du 16 février 2012 relatif au Conseil supérieur de la fonction publique de l'Etat abrogeant le décret n° 82-450 du 28 mai 1982 relatif au Conseil supérieur de la fonction publique de l'Etat	24	220	220	180	15	26	18 (12 séances de la commission statutaire et 6 de l'assemblée plénière)	
Conseil supérieur de la fonction publique siègeant comme commission de recours	Article 2 alinéa 4 et articles 24 à 29 du décret n°82-450 du 28 mai 1982 relatif au conseil supérieur de la fonction publique	40	13.3	15	7	10	10	5	
Commission permanente de la modernisation des services publics auprès du Conseil supérieur de la fonction publique de l'Etat	Décret n° 99-691 du 30 juillet 1999 portant création d'une commission permanente de la modernisation des services publics auprès du Conseil supérieur de la fonction publique de l'Etat	24	-	0	0	0	1	0	*Dernière réunion effective en 2011. Suppression annoncée lors du CIMAP du 17 juillet 2013. Une réflexion est en cours dans le cadre de l'agenda social de la fonction publique, pour définir un nouveau dispositif de dialogue social permettant d'associer les représentants du personnel aux réflexions eu matière de modernisation de l'action publique.*
Commission d'équivalence pour les candidats titulaires d'un diplôme ou d'un titre spécifique portant sur une spécialité de formation précise	Décret n° 2007-196 du 13 février 2007 relatif aux équivalences de diplômes requises pour se présenter aux concours d'accès aux corps et cadres d'emplois de la fonction publique	n.c	0	0	0	2	12	12	

Instance	Texte institutif	Nombres de membres	Coût de fonctionnement (en milliers d'€)			Nombre de réunions			Justification de l'évolution des coûts de fonctionnement / Observations
			2010	2011	2012	2010	2011	2012	
18. Réforme de l'État, décentralisation et fonction publique									
Commission chargée d'apprécier l'aptitude à exercer les fonctions d'inspecteur général ou de contrôleur général	Loi n° 84-834 du 13 septembre 1984 relative à la limite d'âge dans la fonction publique et le secteur public (article 8) Décret n° 94-1085 du 14 décembre 1994 relatif aux modalités de nomination au tour extérieur dans certains corps d'inspection et de contrôle de la fonction publique de l'Etat	6	0	0	0	6	14	8	
Commission d'accueil des ressortissants de l'Union européenne ou d'un autre partie à l'accord sur l'Espace économique européen	Décret n° 2010-311 du 22 mars 2010 relatif aux modalités de recrutement et d'accueil des ressortissants des Etats membres de l'Union européenne ou d'un autre Etat partie à l'accord sur l'Espace économique européen dans un corps, un cadre d'emplois ou un emploi de la fonction publique française Décret n° 2010-629 du 9 juin 2010 relatif au fonctionnement de la commission d'accueil des ressortissants de l'Union européenne ou d'un autre Etat partie à l'accord sur l'Espace économique européen dans la fonction publique	3	20	16	n.c	4	5	2	
Comité interministériel consultatif d'action sociale des administrations de l'État et ses 4 commissions permanentes : logement et restauration ; famille, enfance, culture, loisirs, sports, vacances et retraités ; pilotage des SRIAS ; budget	Décret n° 2006-21 du 6 janvier 2006 relatif à l'action sociale au bénéfice des personnels de l'Etat Arrêté du 29 juin 2006 fixant la composition et le fonctionnement du comité interministériel consultatif d'action sociale des administrations de l'Etat	22	40	55	40	24	38	25	

Instance	Texte institutif	Nombres de membres	Coût de fonctionnement (en milliers d'€)			Nombre de réunions			Justification de l'évolution des coûts de fonctionnement / Observations
			2010	2011	2012	2010	2011	2012	
18.1. Décentralisation									
Comité des finances locales	Articles L. 1211-1 et suivants et R. 1211-1 et suivants du code général des collectivités territoriales	86	549,53	514,91	517,09	6	6	5	
Commission consultative d'évaluation des normes	Articles L. 1211-4-2 et R. 1213-1 et suivants du code général des collectivités territoriales	22	4,466	2,778	7,947	13	15	20	*La hausse des coûts est liée à l'augmentation des remboursements de frais de transport des membres de la CCEN.*
Commission consultative pour l'évaluation des charges	Articles L. 1211-4-1 et R. 1212-12 et suivants du code général des collectivités territoriales	22	3,275	2,461	3,320	6	7	6	
Observatoire des finances locales	Article L. 1211-4 du code général des collectivités territoriales	8	55,906	53,217	57,765	1	1	1	

Instance	Texte institutif	Nombres de membres	Coût de fonctionnement (en milliers d'€)			Nombre de réunions			Justification de l'évolution des coûts de fonctionnement / Observations
			2010	2011	2012	2010	2011	2012	
19. Outre-mer									
Commission nationale d'évaluation des politiques de l'Etat outre-mer	LOI n 2009-594 du 27 mai 2009 pour le développement économique des outre-mer (article 74) Décret n 2010-1048 du 1er septembre 2010 relatif à la Commission nationale d'évaluation des politiques de l'Etat outre-mer	39	-	2,332	0	-	3	0	
Comité de suivi du Fonds de continuité territoriale	Décret n 2010-1425 du 18 novembre 2010 relatif au fonctionnement et à la gestion du fonds de continuité territoriale prévu à l'article 50 de la loi n 2009-594 du 27 mai 2009 pour le développement économique des outre-mer	10	0	0	0	0	1	1	*Suppression décidée par le CIMAP du 17 juillet 2013.*
Comité pour la mémoire et l'histoire de l'esclavage	Loi n 83-550 du 30 juin 1983 relative à la commémoration de l'abolition de l'esclavage Décret n 2009-506 du 6 mai 2009 relatif au Comité pour la mémoire et l'histoire de l'esclavage	12	39,44	43,14	39,8	8	11	6	
Conseil du service militaire adapté	Décret n° 2011-834 du 12 juillet 2011 portant création du Conseil du service militaire adapté	20	-	0,5	0,15	-	1	1	

Instance	Texte institutif	Nombres de membres	Coût de fonctionnement (en milliers d'€)			Nombre de réunions			Justification de l'évolution des coûts de fonctionnement / Observations
			2010	2011	2012	2010	2011	2012	
20. Artisanat, commerce et tourisme									
Commission d'orientation du commerce de proximité	Article L. 750-1-1 du code de commerce Décret n° 2008-1475 du 30 décembre 2008 pris pour l'application de certaines dispositions de l'article L. 750-1-1 du code de commerce	43	n.c	n.c	n.c	16 réunions de sous-commissions	1 plénière et 4 sous commissions (16 réunions	1 plénière et 9 réunions des sous commissions (3x3)	
Commission nationale des entreprises du patrimoine vivant	Décret n° 2006-595 du 23 mai 2006 relatif à l'attribution du label entreprise du patrimoine vivant (articles 4 et 5) Arrêté du 26 mai 2006 relatif à la procédure d'attribution du label entreprise du patrimoine vivant	22	7,5	8,3	8,3	8	7	7	
Commission nationale du commerce équitable	Loi n° 2005-882 du 2 août 2005 en faveur des petites et moyennes entreprises (art. 60) Décret n° 2007-986 du 15 mai 2007 pris pour l'application de l'article 60 de la loi n° 2005-882 du 2 août 2005 en faveur des petites et moyennes entreprises et relatif à la reconnaissance des personnes veillant au respect des conditions du commerce équitable	23	n.c	n.c	n.c	3	2	4	
Conseil national du tourisme	Articles D. 122-5 et suivants du code du tourisme - modifié par décret n° 2011-1912 du 20 décembre 2011	204	30	25	14	80	80	1 plénière et 1 comité stratégique GT (80 réunions	

Instance	Texte institutif	Nombres de membres	Coût de fonctionnement (en milliers d'€)			Nombre de réunions			Justification de l'évolution des coûts de fonctionnement / Observations
			2010	2011	2012	2010	2011	2012	
21. Sports, jeunesse, éducation populaire et vie associative									
Commission nationale de sécurité des enceintes sportives	Articles R. 312-22 et suivants du code du sport	13	0	0	0	1	1	4	
Commission professionnelle consultative des métiers du sport et de l'animation	Articles D. 142-33 à D. 142-38 et A. 142-20 à A. 142-32 du code du sport	38	8	9,6	9,6	5	6	6	*Fusion avec la Commission professionnelle consultative du travail social et de l'intervention sociale décidée par le CIMAP du 17 juillet 2013.*
Conseil supérieur des sports de montagne	Articles D. 142-26 et suivants du code du sport	43	56	54	48	8	8 (commis-sions de la formation et de l'emploi)	7	
Conseil national de l'éducation populaire et de la jeunesse	Loi n° 2001-624 du 17 juillet 2001 portant diverses dispositions d'ordre social, éducatif et culturel (article 11) Décret n° 2002-570 du 22 avril 2002 relatif au Conseil national de l'éducation populaire et de la jeunesse Arrêté du 14 octobre 2011 portant nomination à l'assemblée plénière du Conseil national de l'éducation populaire et de la jeunesse	73	10	0	0	1	0	0	
Commission nationale d'agrément (Conseil national de l'éducation populaire et de la jeunesse)	Décret n° 2002-570 du 22 avril 2002 relatif au Conseil national de l'éducation populaire et de la jeunesse	12	2	0	0,215	5	0	8	
Commission nationale d'habilitation pour dispenser la formation aux brevets d'aptitude aux fonctions d'animateur et de directeur de centres de vacances et de loisirs (conseil national de l'éducation populaire et de la jeunesse)	Décret n° 2002-570 du 22 avril 2002 relatif au Conseil national de l'éducation populaire et de la jeunesse	12	2	2	0	2	2	2	
Commission de reconnaissance des qualifications	Articles R. 212-84 et A. 212-175-1 et suivants du code du sport	15	8	8	8	12	12	12	

Instance	Texte institutif	Nombres de membres	Coût de fonctionnement (en milliers d'€)			Nombre de réunions			Justification de l'évolution des coûts de fonctionnement / Observations
			2010	2011	2012	2010	2011	2012	
21. Sports, jeunesse, éducation populaire et vie associative									
Comité des médaillés de la jeunesse et des sports	Décret n° 69-942 du 14 octobre 1969 relatif au mérite sportif et à la médaille d'honneur de la jeunesse et des sports (article 5) Arrêté du 5 janvier 1982 fixant la composition du comité	26	0	0	0	2	2	2	
Conseil national du sport	Décret n°2013-289 du 4 avril 2013 portant création du Conseil national du sport	61	-	-	-	-	-	-	*Créé en 2013.*
Comité consultatif du fonds pour le développement de la vie associative	Décret n° 2011-2121 du 30 décembre 2011 relatif au fonds pour le développement de la vie associative (articles 5 et suivants)	25	-	-	0,647	-	-	5	
Commission spécialisée de terminologie et de néologie du ministère de la jeunesse, des sports et de la vie associative	Arrêté du 13 juillet 2005 relatif à la commission spécialisée de terminologie et de néologie du ministère de la jeunesse, des sports et de la vie associative	34	0	0	0	5	5	10	

Instance	Texte institutif	Nombres de membres	Coût de fonctionnement (en milliers d'€)			Nombre de réunions			Justification de l'évolution des coûts de fonctionnement / Observations
			2010	2011	2012	2010	2011	2012	
22. Banque de France									
Observatoire de la sécurité des cartes de paiement	Articles L. 141-4, R. 141-1 et R. 141-2 ; R. 142-22 à R. 142-27 du code monétaire et financier	35	70,9	35.0	16,4	3	3	3	
Comité de la médiation bancaire	Articles L.615-2, R.615-9 à R.615-12 du code monétaire et financier	5	2,4	4,5	3,5	2	1	2	

Liste des commissions et des instances consultatives ou délibératives supprimées depuis le 1er octobre 2012 (nombre : 99)

Ministère	Instance	Texte institutif	Texte de suppression	Observations
Premier ministre	Conseil de l'emploi, des revenus et de la cohésion sociale	Décret n°2000-302 du 7 avril 2000	Décret n° 2013-333 du 22 avril 2013 portant création du Commissariat général à la stratégie et à la prospective	
Premier ministre	Centre d'analyse stratégique (comité d'orientation)	Décret n° 2006-260 du 6 mars 2006	Décret n° 2013-333 du 22 avril 2013 portant création du Commissariat général à la stratégie et à la prospective	
Premier ministre	Conseil d'analyse de la société (CASOC)	Décret n° 2004-666 du 8 juillet 2004	Décret n° 2013-333 du 22 avril 2013 portant création du Commissariat général à la stratégie et à la prospective	
Premier ministre	Comité stratégique pour le numérique	Décret n°2006-502 du 3 mai 2006 portant création du comité stratégique pour le numérique	Décret n°2013-130 du 8 février 2013 supprimant le comité stratégique pour le numérique	
Affaires étrangères	Commission des archives diplomatiques	Décret n°2004-1358 du 9 décembre 2004 fusionnant la commission des archives diplomatiques et la commission pour la publication des documents diplomatiques français	Décret n°2013-420 du 23 mai 2013 portant suppression de commissions administratives à caractère consultative et modifiant le décret n°2006-672 du 8 juin 2006 relatif à la création, à la composition et au fonctionnement de commissions administratives à caractère consultatif	
Affaires étrangères	Conseil des affaires étrangères	Décret n°2008-18 du 3 janvier 2008 portant création du conseil des affaires étrangères	Conseil arrivé à échéance au 3 janvier 2013.	
Éducation nationale	Commission nationale du diplôme élémentaire de langue française et du diplôme approfondi de langue française	Article 6 de l'arrêté du 22 mai 1985 modifié portant création du diplôme élémentaire de langue française et du diplôme approfondi de langue française	Décret n°2013-420 du 23 mai 2013 portant suppression de commissions administratives à caractère consultative et modifiant le décret n°2006-672 du 8 juin 2006 relatif à la création, à la composition et au fonctionnement de commissions administratives à caractère consultatif	

Ministère	Instance	Texte institutif	Texte de suppression	Observations
Éducation nationale	Conseil de perfectionnement auprès de chaque CIO	Article D. 313-8 du Code de l'éduction, alinéa 2	Décret n°2013-420 du 23 mai 2013 portant suppression de commissions administratives à caractère consultative et modifiant le décret n°2006-672 du 8 juin 2006 relatif à la création, à la composition et au fonctionnement de commissions administratives à caractère consultatif	
Éducation nationale	Commission préparatoire à l'affectation des élèves à Saint-Pierre-et-Miquelon	Article D. 331-45 du Code de l'éduction	Décret n°2013-420 du 23 mai 2013 portant suppression de commissions administratives à caractère consultative et modifiant le décret n°2006-672 du 8 juin 2006 relatif à la création, à la composition et au fonctionnement de commissions administratives à caractère consultatif	
Éducation nationale	Commission préparatoire à l'affectation des élèves à Wallis-et-Futuna	Article D. 371-4 du Code de l'éduction	Décret n°2013-420 du 23 mai 2013 portant suppression de commissions administratives à caractère consultative et modifiant le décret n°2006-672 du 8 juin 2006 relatif à la création, à la composition et au fonctionnement de commissions administratives à caractère consultatif	
Éducation nationale	Commission préparatoire à l'affectation des élèves à Mayotte	Article D. 372-4 du Code de l'éduction	Décret n°2013-420 du 23 mai 2013 portant suppression de commissions administratives à caractère consultative et modifiant le décret n°2006-672 du 8 juin 2006 relatif à la création, à la composition et au fonctionnement de commissions administratives à caractère consultatif	
Éducation nationale	Conseil territorial de l'éducation	Article L. 239-1 du Code de l'éducation et Section 1, Chapitre IX du Titre III du Livre II du code de l'éducation	Décret n°2013-420 du 23 mai 2013 portant suppression de commissions administratives à caractère consultative et modifiant le décret n°2006-672 du 8 juin 2006 relatif à la création, à la composition et au fonctionnement de commissions administratives à caractère consultatif	
Éducation nationale	Haut Conseil de l'éducation	Articles L. 230-1 et suivants, articles D. 230-1 et suivants du code de l’éducation	Article 2 du décret n°2013-681 du 24 juillet 2013 relatif au Conseil supérieur des programmes	Remplacé par le Conseil supérieur des programmes

Ministère	Instance	Texte institutif	Texte de suppression	Observations
Justice	Comité de gouvernance des systèmes d'information du ministère de la justice	Arrêté du 22 janvier 2008 relatif au comité de gouvernance des systèmes d'information du ministère de la justice	Décret n°2013-420 du 23 mai 2013 portant suppression de commissions administratives à caractère consultative et modifiant le décret n°2006-672 du 8 juin 2006 relatif à la création, à la composition et au fonctionnement de commissions administratives à caractère consultatif	
Justice	Commission consultative des archives audiovisuelles de la justice	Article R. 221-2 du code du patrimoine	Décret n°2013-420 du 23 mai 2013 portant suppression de commissions administratives à caractère consultative et modifiant le décret n°2006-672 du 8 juin 2006 relatif à la création, à la composition et au fonctionnement de commissions administratives à caractère consultatif	
Économie Finances	Conseil des études de l'École nationale du Trésor public (École Nationale des finances publiques ENFIP)	Arrêté du 18 février 2005 relatif au conseil des études de l'École nationale du Trésor public	Suppression engagée par l'arrêté du 4 aout 2010 portant création du service national dénommé "École nationale des finances publiques" avec effet à la rentrée scolaire 2012	
Économie Finances	Conseil d'orientation et conseil d'établissement de l'École nationale de la concurrence, de la consommation et de la répression des fraudes	Arrêté du 12 décembre 2001 relatif à l'organisation de l'École nationale de la concurrence, de la consommation et de la répression des fraudes	Arrêté du 31 juillet 2013 modifiant l'arrêté du 12 décembre 2001 relatif à l'organisation de l'École nationale de la concurrence, de la consommation et de la répression des fraudes - abrogeant l'article 5 de l'arrêté du 12 décembre 2001 créant le conseil d'orientation et le conseil d'établissement de l'École	
Économie Finances	Comité de programmation	Décret n°2005-1792 du 30 décembre 2005 portant création d'une direction générale de la modernisation de l'État au ministère du budget, des comptes publics et de la réforme de l'État	Décret n° 2012-1198 du 30 octobre 2012 portant création du secrétariat général pour la modernisation de l'action publique	
Économie finances	Conseil d'orientation des finances publiques	Décret n°2006-515 du 5 mai 2006 relatif à la conférence nationale des finances publiques et portant création du Conseil d'orientation des finances publiques	Loi organique n°2012-1403 du 17 décembre 2012 relative à la programmation et à la gouvernance des finances publiques (articles 11 à 23) - Décret n°2013-144 du 18 février 2013 relatif à la constitution du Haut conseil des finances publiques	Remplacé par le Haut conseil des finances publiques
Économie Finances	Commission consultative des marchés publics	Article 129 du code des marchés publics - Décret 2009-1279 du 22 octobre 2009 relatif à la commission consultative des marchés publics	Décret n°2013-420 du 23 mai 2013 portant suppression de commissions administratives à caractère consultative et modifiant le décret n°2006-672 du 8 juin 2006 relatif à la création, à la composition et au fonctionnement de commissions administratives à caractère consultatif	

Ministère	Instance	Texte institutif	Texte de suppression	Observations
Économie Finances	Comité consultatifs placés auprès des ministres responsables d'une grande catégorie de ressources	Articles R.* 1141-4, R. 1331-1 et R. 1337-6 du code de la défense	Décret n°2013-420 du 23 mai 2013 portant suppression de commissions administratives à caractère consultative et modifiant le décret n°2006-672 du 8 juin 2006 relatif à la création, à la composition et au fonctionnement de commissions administratives à caractère consultatif	
Économie Finances	Comité des investissements à caractère économique et social	Décret n°96-1022 du 27 novembre 1996	Décret n°2013-420 du 23 mai 2013 portant suppression de commissions administratives à caractère consultative et modifiant le décret n°2006-672 du 8 juin 2006 relatif à la création, à la composition et au fonctionnement de commissions administratives à caractère consultatif	
Économie Finances	Commission relative à la procédure de dation de blocs de titres de sociétés cotées destinés à financer un projet de recherche	Article 384 A quater de l'annexe II du code général des impôts	Décret n°2013-420 du 23 mai 2013 portant suppression de commissions administratives à caractère consultative et modifiant le décret n°2006-672 du 8 juin 2006 relatif à la création, à la composition et au fonctionnement de commissions administratives à caractère consultatif	
Économie Finances	Commission consultative chargée de donner son avis en matière d'accidents du travail et de maladies professionnelles (à la direction générale de l'Institut national de la statistique et des études économiques [INSEE])	Arrêté du 11 avril 2005 portant création de la commission consultative chargée de donner un avis en matière d'accidents du travail et de maladies professionnelles	Décret n°2013-420 du 23 mai 2013 portant suppression de commissions administratives à caractère consultative et modifiant le décret n°2006-672 du 8 juin 2006 relatif à la création, à la composition et au fonctionnement de commissions administratives à caractère consultatif	
Économie Finances	Commission permanente des affaires économiques de défense	Article R.*1142-13 du code de la défense	Décret n°2013-420 du 23 mai 2013 portant suppression de commissions administratives à caractère consultative et modifiant le décret n°2006-672 du 8 juin 2006 relatif à la création, à la composition et au fonctionnement de commissions administratives à caractère consultatif	
Économie Finances	Commission consultative relative à la réception des betteraves dans les sucreries et les distilleries	Article 17 de l'arrêté du 24 février 2006 relatif à la réception des betteraves dans les sucreries et les distilleries	Décret n°2013-420 du 23 mai 2013 portant suppression de commissions administratives à caractère consultative et modifiant le décret n°2006-672 du 8 juin 2006 relatif à la création, à la composition et au fonctionnement de commissions administratives à caractère consultatif	

Ministère	Instance	Texte institutif	Texte de suppression	Observations
Économie Finances	Comité de suivi du dispositif de financement de l'économie française	Décret n°2008-1287 du 10 décembre 2008 relatif à la création d'un comité de suivi du dispositif de financement de l'économie française	Décret n°2013-420 du 23 mai 2013 portant suppression de commissions administratives à caractère consultative et modifiant le décret n°2006-672 du 8 juin 2006 relatif à la création, à la composition et au fonctionnement de commissions administratives à caractère consultatif	
Économie Finances	Comité d'orientation de l'Agence du patrimoine immatériel de l'État	Décret n° 2007-905 du 15 mai 2007 portant création du comité d'orientation de l'Agence du patrimoine immatériel de l'État	Comité arrivé à échéance le 15 mai 2012.	
Économie Finances	Conseil de régulation financière et du risque systémique	Articles L. 631-2 et suivants du code monétaire et financier	Loi n°2013-672 du 26 juillet 2013	Remplacé par le Haut conseil de stabilité financière
Affaires sociales et santé	Haut comité interministériel de la comptabilité des organismes de sécurité sociale	Article D.114-4-3 du code de la sécurité sociale	Décret n°2013-107 du 29 janvier 2013 supprimant le haut conseil interministériel de la comptabilité des organismes de sécurité sociale	
Affaires sociales et santé	Comité de lutte contre la grippe	Décret n°2008-733 du 25 juillet 2008 créant un comité de lutte contre la grippe	Décret n°2013-420 du 23 mai 2013 portant suppression de commissions administratives à caractère consultative et modifiant le décret n°2006-672 du 8 juin 2006 relatif à la création, à la composition et au fonctionnement de commissions administratives à caractère consultatif	
Affaires sociales et santé	Comité de pilotage restreint et groupes de travail du comité national de suivi du plan pour préserver l'efficacité des antibiotiques	Arrêté du 5 mai 2008 portant création du comité de pilotage restreint et des groupes de travail du comité national de suivi du plan pour préserver l'efficacité des antibiotiques	Décret n°2013-420 du 23 mai 2013 portant suppression de commissions administratives à caractère consultative et modifiant le décret n°2006-672 du 8 juin 2006 relatif à la création, à la composition et au fonctionnement de commissions administratives à caractère consultatif	
Affaires sociales et santé	Comité national de suivi du plan pour préserver l'efficacité des antibiotiques	arrêté du 29 mars 2002 modifié portant création du comité national de suivi du plan pour préserver l'efficacité des antibiotiques	arrêté du 4 juin 2013 portant abrogation de l'arrêté du 29 mars 2002 modifié portant création du comité national de suivi du plan pour préserver l'efficacité des antibiotiques	
Affaires sociales et santé	Comité national de suivi des mesures nationales pour la radiothérapie	Arrêté du 8 juillet 2008 portant création d'un comité national de suivi des mesures nationales pour la radiothérapie	Décret n°2013-420 du 23 mai 2013 portant suppression de commissions administratives à caractère consultative et modifiant le décret n°2006-672 du 8 juin 2006 relatif à la création, à la composition et au fonctionnement de commissions administratives à caractère consultatif	

Ministère	Instance	Texte institutif	Texte de suppression	Observations
Affaires sociales et santé	Comité national des registres	Arrêté du 6 novembre 1995 relatif au Comité national des registres	Décret n°2013-420 du 23 mai 2013 portant suppression de commissions administratives à caractère consultative et modifiant le décret n°2006-672 du 8 juin 2006 relatif à la création, à la composition et au fonctionnement de commissions administratives à caractère consultatif	
Affaires sociales et santé	Commission "addictions"	Arrêté du 26 octobre 2006 relatif à la création et à la composition de la "commission addictions"	Décret n°2013-420 du 23 mai 2013 portant suppression de commissions administratives à caractère consultative et modifiant le décret n°2006-672 du 8 juin 2006 relatif à la création, à la composition et au fonctionnement de commissions administratives à caractère consultatif	
Affaires sociales et santé	Commission nationale de l'échographie obstétricale et fœtale	Décret n°2010-766 du 7 juillet 2010 portant création de la Commission national de l'échographie obstétricale et fœtale	Décret n°2013-420 du 23 mai 2013 portant suppression de commissions administratives à caractère consultative et modifiant le décret n°2006-672 du 8 juin 2006 relatif à la création, à la composition et au fonctionnement de commissions administratives à caractère consultatif	
Affaires sociales et santé	Comité de suivi du plan national d'amélioration de la prise en charge de la douleur 2006-2010	Arrêté du 3 avril 2008 relatif aux missions et à la composition du comité de suivi du plan national d'amélioration de la prise en charge de la douleur 2006-2010	Décret n°2013-420 du 23 mai 2013 portant suppression de commissions administratives à caractère consultative et modifiant le décret n°2006-672 du 8 juin 2006 relatif à la création, à la composition et au fonctionnement de commissions administratives à caractère consultatif	
Affaires sociales et santé	Comité national de suivi et de prospective du plan national de lutte contre les hépatites B et C 2009-2012	Décret n°2009-1548 du 11 décembre 2009 relatif à la création du comité national de suivi et de prospective du plan national de lutte contre les hépatites B et C 2009-2012	Décret n°2013-420 du 23 mai 2013 portant suppression de commissions administratives à caractère consultative et modifiant le décret n°2006-672 du 8 juin 2006 relatif à la création, à la composition et au fonctionnement de commissions administratives à caractère consultatif	
Affaires sociales et santé	Comité d'évaluation de la mise en œuvre des dispositions relatives à la modernisation des établissements de santé de la loi portant réforme de l'hôpital relative aux patients, à la santé et aux territoires	Article 35 de la loi du 21 juillet 2009 et Décret n°2010-114 du 3 février 2010 relatif au comité d'évaluation de la mise en œuvre des dispositions relatives à la modernisation des établissements de santé de la loi portant réforme de l'hôpital et relative aux patients, à la santé et aux territoires	Décret n°2013-420 du 23 mai 2013 portant suppression de commissions administratives à caractère consultative et modifiant le décret n°2006-672 du 8 juin 2006 relatif à la création, à la composition et au fonctionnement de commissions administratives à caractère consultatif	

Ministère	Instance	Texte institutif	Texte de suppression	Observations
Affaires sociales et santé	Commission nationale des médicaments vétérinaires	Articles R.5141-48 et suivants du code de la santé publique - Décret n°2010-871 du 26 juillet 2010 instituant une commission nationale des médicaments vétérinaires	Décret n°2013-757 du 19 août 2013 supprimant la commission nationale des médicaments vétérinaires	
Egalite des territoires et logement	Commission nationale des résidences hôtelières à vocation sociale	R*631-21 et R*631-27 du code de la construction et de l'habitation	Décret n°2013-420 du 23 mai 2013 portant suppression de commissions administratives à caractère consultative et modifiant le décret n°2006-672 du 8 juin 2006 relatif à la création, à la composition et au fonctionnement de commissions administratives à caractère consultatif	
Intérieur	Comité de pilotage pour la prévention du risque routier professionnel	Arrêté du 27 mars relatif à la création du comité de pilotage pour la prévention du risque routier professionnel	Décret n°2013-420 du 23 mai 2013 portant suppression de commissions administratives à caractère consultative et modifiant le décret n°2006-672 du 8 juin 2006 relatif à la création, à la composition et au fonctionnement de commissions administratives à caractère consultatif	
Intérieur	Commission des matériels, des équipements et des technologies de l'information et de la communication de la sécurité civile	Arrêté du 9 mars 2011 fixant les missions et la composition de la commission des matériels, des équipements et des technologies de l'information et de la communication de la sécurité civile	Décret n°2013-420 du 23 mai 2013 portant suppression de commissions administratives à caractère consultative et modifiant le décret n°2006-672 du 8 juin 2006 relatif à la création, à la composition et au fonctionnement de commissions administratives à caractère consultatif	
Intérieur	Conseil de l'équipement et de la logistique	Article 7 du décret n°96-828 du 19 septembre 1996 relatif à la répartition des attributions et à l'organisation de la coopération entre la police nationale et la gendarmerie nationale	Décret n°2013-420 du 23 mai 2013 portant suppression de commissions administratives à caractère consultative et modifiant le décret n°2006-672 du 8 juin 2006 relatif à la création, à la composition et au fonctionnement de commissions administratives à caractère consultatif	
Intérieur	Conseil supérieur de la police technique et scientifique	Décret n°92-294 du 25 mars 1992 portant création du Conseil supérieur de la police scientifique et technique	Décret n°2013-420 du 23 mai 2013 portant suppression de commissions administratives à caractère consultative et modifiant le décret n°2006-672 du 8 juin 2006 relatif à la création, à la composition et au fonctionnement de commissions administratives à caractère consultatif	

Ministère	Instance	Texte institutif	Texte de suppression	Observations
Intérieur	Observatoire national des emplois, des activités et des formations des sapeurs-pompiers	Articles 25 à 27 de l'arrêté du 4 janvier 2006 relatif au schéma national des emplois, des activités et des formations des sapeurs-pompiers professionnels et volontaires	Décret n°2013-420 du 23 mai 2013 portant suppression de commissions administratives à caractère consultative et modifiant le décret n°2006-672 du 8 juin 2006 relatif à la création, à la composition et au fonctionnement de commissions administratives à caractère consultatif	
Redressement productif	Comité de répartition des matières premières et produits industriels	Article D.1337-17 du code de la défense	Décret n°2013-420 du 23 mai 2013 portant suppression de commissions administratives à caractère consultative et modifiant le décret n°2006-672 du 8 juin 2006 relatif à la création, à la composition et au fonctionnement de commissions administratives à caractère consultatif	
Redressement productif	Commission permanente de concertation pour les services	Décret n°2009-1048 du 27 août 2009 relatif à la création d'une commission permanente de concertation pour les services	Décret n°2013-666 du 23 juillet 2013 relatif à la Commission nationale des services (article 7)	Fusion avec la Commission des comptes des services dans la Commission nationale des services
Redressement productif	Commission des comptes des services	Décret n°87-989 du 9 décembre 1987 portant création d'une commission des comptes des services	Décret n°2013-666 du 23 juillet 2013 relatif à la Commission nationale des services (article 7)	Fusion avec la Commission permanente de concertation pour les services dans la Commission nationale des services
Redressement productif	Commission spécialisée de terminologie et de néologie de l'informatique et des composants électroniques	Arrêté du 5 août 1997 portant création de la commission spécialisée de terminologie et de néologie de l'informatique et des composants électroniques	Arrêté du 15 juillet 2013 portant création de la commission spécialisée de terminologie et de néologie de l'économie numérique (article 3)	Fusion avec la Commission spécialisée de terminologie et de néologie des communications électroniques et des activités postales dans la Commission spécialisée de terminologie et de néologie de l'économie numérique
Redressement productif	Commission spécialisée de terminologie et de néologie des communications électroniques et des activités postales	Arrêté du 28 février 2006 portant création de la commission spécialisée de terminologie et de néologie des communications électroniques et des activités postales	Arrêté du 15 juillet 2013 portant création de la commission spécialisée de terminologie et de néologie de l'économie numérique (article 3)	Fusion avec la Commission spécialisée de terminologie et de néologie de l'informatique et des composants électroniques dans la Commission spécialisée de terminologie et de néologie de l'économie numérique
Transports, mer et pêche	Commission de sécurité de la circulation aérienne	Arrêté du 6 juin 2006 relatif à la création de la commission de sécurité de la circulation aérienne	Arrêté du 29 janvier 2013 relatif à la suppression de la commission de sécurité de la circulation aérienne	

Ministère	Instance	Texte institutif	Texte de suppression	Observations
Transports, mer et pêche	Comité de liaison scientifique et technique des pêches maritimes et de l'aquaculture	Article L. 914-2 du code rural et de la pêche maritime - Décret n° 2011-433 du 19 avril 2minier 011 relatif à la composition et aux règles de fonctionnement du comité de liaison scientifique et technique des pêches maritimes et de l'aquaculture	Décret n°2013-420 du 23 mai 2013 portant suppression de commissions administratives à caractère consultative et modifiant le décret n°2006-672 du 8 juin 2006 relatif à la création, à la composition et au fonctionnement de commissions administratives à caractère consultatif	
Transports, mer et pêche	Conseil supérieur d'orientation des politiques halieutiques, aquacole et halio-alimentaire	Articles L.914-1 et L.914-2 du code rural et de la pêche maritime	Décret n°2013-420 du 23 mai 2013 portant suppression de commissions administratives à caractère consultative et modifiant le décret n°2006-672 du 8 juin 2006 relatif à la création, à la composition et au fonctionnement de commissions administratives à caractère consultatif	
Écologie, développement durable, Énergie	Comité national du développement durable et du Grenelle de l'environnement	Loi n° 2009-967 du 3 août 2009 de programmation relative à la mise en œuvre du Grenelle de l'environnement (articles 1er et 49) Articles D. 134-1 et suivants du code de l'environnement (décret n° 2010-370 du 13 avril 2010 portant création du Comité national du développement durable et du Grenelle de l'environnement)	Article 13 de la loi n° 2012-1460 du 27 décembre 2012 relative à la mise en œuvre du principe de participation du public défini à l'article 7 de la Charte de l'environnement Décret n° 2013-753 du 16 août 2013 relatif au Conseil national de la transition écologique	Remplacé par le Conseil national de la transition écologique.
Écologie, développement durable, Énergie	Observatoire de l'Énergie	Arrêté du 18 juin 2002 concernant la collecte des données prévues à l'article 47 de la loi n°2000-108 du 10 février 2000 relative à la modernisation et au développement du service public de l'électricité	Décret n°2013-420 du 23 mai 2013 portant suppression de commissions administratives à caractère consultative et modifiant le décret n°2006-672 du 8 juin 2006 relatif à la création, à la composition et au fonctionnement de commissions administratives à caractère consultatif	
Écologie, développement durable, Énergie	Commission consultative supérieure	Articles 11 à 13 du décret n°84-810 du 30 août 1984	Décret n°2013-420 du 23 mai 2013 portant suppression de commissions administratives à caractère consultative et modifiant le décret n°2006-672 du 8 juin 2006 relatif à la création, à la composition et au fonctionnement de commissions administratives à caractère consultatif	

Ministère	Instance	Texte institutif	Texte de suppression	Observations
Écologie, développement durable, Énergie	Commission consultative des inventions	Arrêté du 31 juillet 1991 instituant une commission consultative des inventions	Décret n°2013-420 du 23 mai 2013 portant suppression de commissions administratives à caractère consultative et modifiant le décret n°2006-672 du 8 juin 2006 relatif à la création, à la composition et au fonctionnement de commissions administratives à caractère consultatif	
Écologie, développement durable, Énergie	Commission de recours contre les décisions relatives aux quotas d'émission de gaz à effet de serre	Articles R.229-27, R.229-28 et R.229-29 du code de l'environnement	Décret n°2013-420 du 23 mai 2013 portant suppression de commissions administratives à caractère consultative et modifiant le décret n°2006-672 du 8 juin 2006 relatif à la création, à la composition et au fonctionnement de commissions administratives à caractère consultatif	
Écologie, développement durable, Énergie	Commission nationale de concertation sur les risques miniers	Décret n° 2007-403 du 22 mars 2007 instituant une Commission nationale de concertation sur les risques miniers	La commission est arrivée à échéance le 22 mars	
Travail, emploi, formation professionnelle et dialogue social	Comité de liaison des comités de bassin d'emploi	Décret n°2002-790 du 3 mai 2002 relatif aux comités de bassin d'emploi et au comité de liaison des comités de bassin d'emploi	Décret n°2013-420 du 23 mai 2013 portant suppression de commissions administratives à caractère consultative et modifiant le décret n°2006-672 du 8 juin 2006 relatif à la création, à la composition et au fonctionnement de commissions administratives à caractère consultatif	
Défense	Commission des bonifications	Alinéa 4 du II de l'article R.224 du code des pensions militaires d'invalidité et des victimes de la guerre	Décret n°2013-420 du 23 mai 2013 portant suppression de commissions administratives à caractère consultative et modifiant le décret n°2006-672 du 8 juin 2006 relatif à la création, à la composition et au fonctionnement de commissions administratives à caractère consultatif	
Défense	Conseil économique de la défense	Arrêté du 1er octobre 2007 portant création d'un conseil économique de la défense	Décret n°2013-420 du 23 mai 2013 portant suppression de commissions administratives à caractère consultative et modifiant le décret n°2006-672 du 8 juin 2006 relatif à la création, à la composition et au fonctionnement de commissions administratives à caractère consultatif	

Ministère	Instance	Texte institutif	Texte de suppression	Observations
Défense	Conseil scientifique du service de santé des armées	Article 6 de l'arrêté du 3 février 1995 relatif à l'organisation et au fonctionnement de la recherche au sein du service de santé des armées	Décret n°2013-420 du 23 mai 2013 portant suppression de commissions administratives à caractère consultative et modifiant le décret n°2006-672 du 8 juin 2006 relatif à la création, à la composition et au fonctionnement de commissions administratives à caractère consultatif	
Défense	Conseil de la recherche du service de santé des armées	Article 5 de l'arrêté du 3 février 1995 relatif à l'organisation et au fonctionnement de la recherche au sein du service de santé des armées	Décret n°2013-420 du 23 mai 2013 portant suppression de commissions administratives à caractère consultative et modifiant le décret n°2006-672 du 8 juin 2006 relatif à la création, à la composition et au fonctionnement de commissions administratives à caractère consultatif	
Défense	Commission consultative nationale pour l'habilitation des associations d'anciens combattants et victimes de guerre à ester en justice	Décret n°92-701 du 20 juillet 1992	Décret n°2013-420 du 23 mai 2013 portant suppression de commissions administratives à caractère consultative et modifiant le décret n°2006-672 du 8 juin 2006 relatif à la création, à la composition et au fonctionnement de commissions administratives à caractère consultatif	
Défense	Conseil scientifique de la défense	Arrêté du 18 juin 1998 portant création d'un conseil scientifique de la défense	Arrêté du 3 octobre 2013 portant abrogation de l'arrêté du 18 juin 1998 portant création d'un conseil scientifique de la défense	
Culture et communication	Conseil ministériel des études	Arrêté du 16 mars 2006 portant création du conseil ministériel des études	Décret n°2013-420 du 23 mai 2013 portant suppression de commissions administratives à caractère consultative et modifiant le décret n°2006-672 du 8 juin 2006 relatif à la création, à la composition et au fonctionnement de commissions administratives à caractère consultatif	
Culture et communication	Conseil scientifique de la recherche et des études à la délégation aux arts plastiques	Arrêté du 12 février 2001 portant création d'un conseil scientifique de la recherche et des études à la délégation aux arts plastiques	Décret n°2013-420 du 23 mai 2013 portant suppression de commissions administratives à caractère consultative et modifiant le décret n°2006-672 du 8 juin 2006 relatif à la création, à la composition et au fonctionnement de commissions administratives à caractère consultatif	

Ministère	Instance	Texte institutif	Texte de suppression	Observations
Culture et communication	Commission nationale de validation des études, expériences professionnelles ou acquis personnels (architecture et patrimoine)	Décret n°98-2 du 2 janvier 1998 fixant les conditions de validation des études, expériences professionnelles ou acquis personnels en vue de l'accès aux études d'architecture	Décret n°2013-420 du 23 mai 2013 portant suppression de commissions administratives à caractère consultative et modifiant le décret n°2006-672 du 8 juin 2006 relatif à la création, à la composition et au fonctionnement de commissions administratives à caractère consultatif	
Culture et communication	Commission nationale d'équivalence	Arrêté du 6 mars 1997 relatif à l'organisation des études conduisant au diplôme national d'arts et techniques et au diplôme national supérieur d'expression plastique (article 39)	Arrêté du 16 juillet 2013 portant organisation de l'enseignement supérieur d'arts plastiques dans les établissements d'enseignement supérieur délivrant des diplômes (article 37)	
Culture et communication	Commission des acquisitions du musée des civilisations de l'Europe et de la Méditerranée	Arrêté du 16 mars 2004 portant création de la commission des acquisitions du musée national des arts et traditions populaires	Décret 2013-157 du 21 février 2013 portant création de l'Établissement public du musée des civilisations de l'Europe et de la Méditerranée	
Culture et communication	Commission emploi du Conseil national des professions du spectacle	Décret n° 93-724 du 29 mars 1993 relatif au Conseil national des professions du spectacle	Décret n°2013-353 du 25 avril 2013 relatif au conseil national du spectacle	
Culture et communication	Commission nationale de la sécurité dans le spectacle vivant et enregistré	Décret n° 93-724 du 29 mars 1993 relatif au Conseil national des professions du spectacle	Décret n°2013-353 du 25 avril 2013 relatif au conseil national du spectacle	
Culture et communication	Commission d'évaluation scientifique, économique et sociale du dispositif d'archéologie préventive	Arrêté du 4 octobre 2012 portant création de la commission d'évaluation scientifique, économique et sociale du dispositif d'archéologie préventive		Instance caduque : remise du livre blanc de l'archéologie le 29 mars 2013.
Enseignement supérieur et recherche	Commission nationale d'évaluation de la formation des maîtres	Décret n°2007-643 du 30 avril 2007 relatif à la Commission nationale d'évaluation de la formation des maîtres	Commission arrivée à échéance le 30 avril 2012	
Enseignement supérieur et recherche	Haut conseil de la science et de la technologie	Décret n°2006-698 du 15 juin 2006 modifié relatif au Haut conseil de la science et de la technologie	Décret n°2013-420 du 23 mai 2013 portant suppression de commissions administratives à caractère consultative et modifiant le décret n°2006-672 du 8 juin 2006 relatif à la création, à la composition et au fonctionnement de commissions administratives à caractère consultatif	

Ministère	Instance	Texte institutif	Texte de suppression	Observations
Enseignement supérieur et recherche	Conseil supérieur de la recherche et de la technologie	Décret n°82-1012 modifié du 30 novembre 1982 relatif au Conseil supérieur de la recherche et de la technologie	Décret n°2013-420 du 23 mai 2013 portant suppression de commissions administratives à caractère consultative et modifiant le décret n°2006-672 du 8 juin 2006 relatif à la création, à la composition et au fonctionnement de commissions administratives à caractère consultatif	
Enseignement supérieur et recherche	Comité national de biologie médicale	Décret n°2003-76 du 23 janvier 2003 fixant la réglementation du diplôme d'études spécialisées de biologie médicale (article 10)	Décret n°2013-420 du 23 mai 2013 portant suppression de commissions administratives à caractère consultative et modifiant le décret n°2006-672 du 8 juin 2006 relatif à la création, à la composition et au fonctionnement de commissions administratives à caractère consultatif	
Enseignement supérieur et recherche	Commission consultative permanente d'œnologie	Décret n°82-681 du 29 juillet 1982 (article 2)	Décret n°2013-420 du 23 mai 2013 portant suppression de commissions administratives à caractère consultative et modifiant le décret n°2006-672 du 8 juin 2006 relatif à la création, à la composition et au fonctionnement de commissions administratives à caractère consultatif	
Enseignement supérieur et recherche	Commission consultative (test d'évaluation en français [TEF])	Décret n°71-376 du 13 mai 1971 relatif à l'inscription des étudiants dans les universités et les établissements publics à caractère scientifique et culturel indépendants des universités (article 16) - Arrêté du 9 décembre 2003 fixant la composition et le fonctionnement de la commission prévue à l'article 16 du décret n°71-376 du 13 mai 1971	Décret n°2013-420 du 23 mai 2013 portant suppression de commissions administratives à caractère consultative et modifiant le décret n°2006-672 du 8 juin 2006 relatif à la création, à la composition et au fonctionnement de commissions administratives à caractère consultatif	
Droits des femmes	Observatoire de la parité entre les femmes et les hommes	Décret n°95-1114 du 18 octobre 1995 portant création d'un observatoire de la parité entre les femmes et les hommes	Décret n° 2013-3 du 3 janvier 2013 relatif au Haut conseil à l'égalité entre les femmes et les hommes	Fusion avec la Commission nationale des violences envers les femmes et la Commission sur l'image des femmes dans les médias dans le Haut conseil à l'égalité entre les femmes et les hommes

Ministère	Instance	Texte institutif	Texte de suppression	Observations
Droits des femmes	Commission nationale contre les violences envers les femmes	Décret n°2001-1240 du 21 décembre 2001 modifié portant création d'une Commission nationale contre les violences envers les femmes	Décret n° 2013-3 du 3 janvier 2013 relatif au Haut conseil à l'égalité entre les femmes et les hommes	Fusion avec l'Observatoire de la parité entre les femmes et les hommes et la Commission sur l'image des femmes dans les médias dans le Haut conseil à l'égalité entre les femmes et les hommes
Droits des femmes	Commission sur l'image des femmes dans les médias	Arrêté du 24 mai 2011 portant création d'une commission sur l'image des femmes dans les médias	Décret n° 2013-3 du 3 janvier 2013 relatif au Haut conseil à l'égalité entre les femmes et les hommes	Fusion avec l'Observatoire de la parité entre les femmes et les hommes et la Commission nationale contre les violences envers les femmes dans le Haut conseil à l'égalité entre les femmes et les hommes
Agriculture, agroalimentaire, et forêt	Comité consultatif de la santé et de la protection animales	Articles R. 221-1 et R. 221-2 du code rural	Décret n°2012-842 du 30 juin 2012 relatif à la reconnaissance des organismes à vocation sanitaire, des organisations vétérinaires, à vocation technique, des associations sanitaires régionales ainsi qu'aux conditions de délégations de missions liées aux contrôles sanitaires (article 4)	
Agriculture, agroalimentaire, et forêt	Conseil stratégique de l'agriculture et de l'agro-industrie durables	Décret n°2008-498 du 26 mai 2008 portant création du conseil stratégique de l'agriculture et de l'agro-industrie durables	Décret n°2013-420 du 23 mai 2013 portant suppression de commissions administratives à caractère consultative et modifiant le décret n°2006-672 du 8 juin 2006 relatif à la création, à la composition et au fonctionnement de commissions administratives à caractère consultatif	
Agriculture, agroalimentaire, et forêt	Observatoire des distorsions	Article L.691-1 du code rural et de la pêche maritime - Chapitre Ier du titre IX du livre VI du code rural et de la pêche maritime - Décret n°2006-1073 du 28 août 2006 relatif à l'Observatoire des distorsions	Décret n°2013-420 du 23 mai 2013 portant suppression de commissions administratives à caractère consultative et modifiant le décret n°2006-672 du 8 juin 2006 relatif à la création, à la composition et au fonctionnement de commissions administratives à caractère consultatif	

Ministère	Instance	Texte institutif	Texte de suppression	Observations
Réforme de l'État, décentralisation et fonction publique	Commission administrative de reclassement	Ordonnance n°45-1283 du 15 juin 1945 relative aux candidats aux services publics ayant été empêchés d'y accéder ainsi qu'aux fonctionnaires et agents des services publics ayant dû quitter leur emploi par suite d'événements de guerre (articles 17 à 19) Décret n°2003-225 du 12 mars 2003 pris pour l'application des dispositions de l'article 9 de la loi n°82-1021 du 3 décembre 1982 relative au règlement de certaines situations résultant des événements d'Afrique du Nord, de la guerre d'Indochine ou de la Seconde Guerre mondiale	Décret n°2013-420 du 23 mai 2013 portant suppression de commissions administratives à caractère consultative et modifiant le décret n°2006-672 du 8 juin 2006 relatif à la création, à la composition et au fonctionnement de commissions administratives à caractère consultatif	
Réforme de l'État, décentralisation et fonction publique	Comité de programmation et de pilotage de la formation interministérielle	Article 35 du décret n°2007-1470 du 15 octobre 2007 relatif à la formation professionnelle tout au long de la vie des fonctionnaires de l'État	Décret n°2013-420 du 23 mai 2013 portant suppression de commissions administratives à caractère consultative et modifiant le décret n°2006-672 du 8 juin 2006 relatif à la création, à la composition et au fonctionnement de commissions administratives à caractère consultatif	
Artisanat, commerce, tourisme	Commission des comptes du tourisme	Sous-section 5 de la section 1 du chapitre II du titre II du livre Ier de la partie réglementaire du code du tourisme	Décret n°2013-420 du 23 mai 2013 portant suppression de commissions administratives à caractère consultative et modifiant le décret n°2006-672 du 8 juin 2006 relatif à la création, à la composition et au fonctionnement de commissions administratives à caractère consultatif	
Artisanat, commerce, tourisme	Conseil stratégique du commerce de proximité	Deuxième à quatrième alinéas du II de l'article L.750-1-1 du code de commerce	Décret n°2013-420 du 23 mai 2013 portant suppression de commissions administratives à caractère consultative et modifiant le décret n°2006-672 du 8 juin 2006 relatif à la création, à la composition et au fonctionnement de commissions administratives à caractère consultatif	
Artisanat, commerce, tourisme	Commission nationale d'agrément du tourisme social et familial	Articles R.412-4 et D.412-5 du code du tourisme	Décret n°2013-420 du 23 mai 2013 portant suppression de commissions administratives à caractère consultative et modifiant le décret n°2006-672 du 8 juin 2006 relatif à la création, à la composition et au fonctionnement de commissions administratives à caractère consultatif	

Ministère	Instance	Texte institutif	Texte de suppression	Observations
Artisanat, commerce, tourisme	Commission nationale des guides-conférenciers	Articles R.221-4 et D.221-5 du code du tourisme	Décret n°2013-420 du 23 mai 2013 portant suppression de commissions administratives à caractère consultative et modifiant le décret n°2006-672 du 8 juin 2006 relatif à la création, à la composition et au fonctionnement de commissions administratives à caractère consultatif	
Sports, jeunesse, éducation populaire et vie associative	Commission nationale pour l'autonomie des jeunes	Loi n°2001-582 du 4 juillet 2001 relative à la mise en place d'une allocation d'autonomie pour les jeunes de seize à vingt-cinq ans	Décret n°2013-420 du 23 mai 2013 portant suppression de commissions administratives à caractère consultative et modifiant le décret n°2006-672 du 8 juin 2006 relatif à la création, à la composition et au fonctionnement de commissions administratives à caractère consultatif	
Sports, jeunesse, éducation populaire et vie associative	Commission consultative des arts martiaux et des sports de combat	Section 3 du chapitre II du titre IV du livre Ier du code du sport	Décret n°2013-420 du 23 mai 2013 portant suppression de commissions administratives à caractère consultative et modifiant le décret n°2006-672 du 8 juin 2006 relatif à la création, à la composition et au fonctionnement de commissions administratives à caractère consultatif	
Sports, jeunesse, éducation populaire et vie associative	Conférence nationale du sport	Section 5 du chapitre II du titre IV du livre Ier du code du sport	Décret n°2013-289 du 4 avril 2013 portant création du conseil national du sport	Remplacée par le Conseil national du sport
Sports, jeunesse, éducation populaire et vie associative	Commission d'examen des règlements fédéraux relatifs aux équipements sportifs	Section 1 du chapitre II du titre IV du livre Ier du code du sport	Décret n°2013-289 du 4 avril 2013 portant création du conseil national du sport	Fusion avec la commission nationale du sport de haut niveau dans le Conseil national du sport
Sports, jeunesse, éducation populaire et vie associative	Commission nationale du sport de haut niveau	Articles L.221-1 et R.221-27 et suivants du code du sport	Décret n°2013-289 du 4 avril 2013 portant création du conseil national du sport - Suppression de la référence à la commission national du sport de haut niveau dans la partie législative du code du sport par le décret n°2013-264 du 28 mars 2013 modifiant certaines dispositions du code du sport relatives à des consultations de commissions administratives	Fusion avec la Commission d'examen des règlements fédéraux relatifs aux équipements sportifs dans le Conseil national du sport